

**L'affaire Lockheed**

**Les rumeurs visent le prince Bernhard s'impliquant aux Pays-Bas.**

LIRE PAGE 9

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Abonnement : 1 an : 130 F, 6 mois : 70 F, 3 mois : 35 F, 15 jours : 10 F. Les abonnements sont payables d'avance. Les abonnements étrangers sont en francs S.F. (Suisse) ou en francs C.F. (Belgique). Les abonnements sont envoyés par avion. Les abonnements sont envoyés par avion. Les abonnements sont envoyés par avion.

5, rue des Écoles - 75001 PARIS - CEDEX 05  
G.C.F. 057-22 Paris  
Séjour Paris 100000  
Tél. : 770-91-29

## L'Angola veut libérer

### La contagion

La page est maintenant tournée sur le conflit angolais. Mais les questions que pose pour l'avenir la rapide victoire du M.P.L.A. et du corps expéditionnaire cubain, armés l'un et l'autre par les Soviétiques, n'ont pas fini d'occuper les esprits en Afrique et ailleurs. A Washington, M. Kissinger a fait savoir qu'il s'empresseait de répondre aux demandes d'aide qui pourraient lui être présentées par deux voisins de l'Angola : le Zaïre et la Zambie ; mais ces deux pays, surtout le premier, sont prêts à normaliser leurs relations avec le vainqueur. Le secrétaire d'Etat n'a pas parlé des deux foyers de conflit beaucoup plus importants qui se développent au sud et à l'est, les seuls qui en fait intéressent M. Neto aujourd'hui : ceux de Namibie (Sud-Ouest africain) et de Rhodésie. Si l'on en croit le président de la République populaire d'Angola, c'est dans ces deux directions que ses troupes vont « étendre leur action ».

Le comportement des forces angolaises sur le terrain est, pour le moment, plus prudent que les paroles. Après avoir bousillé les éléments de l'UNITA dans le centre et le sud du pays, les troupes du M.P.L.A. et leurs alliés cubains n'ont pas cherché le contact direct avec les contingents sud-africains stationnés près de la frontière namibienne, et sont même restés à quelque 200 kilomètres plus au nord. Des négociations indirectes sont en cours, notamment par le canal de la Croix-Rouge, pour la libération de sept prisonniers sud-africains détenus à Luanda, et sans doute aussi, un jour prochain, pour parvenir au seul règlement diplomatique concevable dans l'état actuel des choses : un retrait complet des Sud-Africains vers la Namibie, en échange d'une garantie par le gouvernement de Luanda pour la sécurité du barrage de Calueque-Benguela.

Un tel accord, s'il est conclu, ne sera pourtant jamais qu'un étape. Aucun règlement n'empêchera le gouvernement de Luanda de ravitailler en armes les guérilleros de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) dans leur lutte contre les occupants sud-africains, voire de leur fournir discrètement des renforts en hommes. La Rhodésie de M. Smith, qui n'a guère de frontières communes avec l'Angola, est un peu moins exposée de ce côté, mais elle a déjà fort à faire avec les infiltrations en provenance du Mozambique, comme le montrent les sanglants incidents des dernières semaines. Condamné à terme et même « lâché » par son protecteur sud-africain, le régime rhodésien ne peut, dans le meilleur des cas, que trouver dans un combat d'arrière-garde diplomatique le répit nécessaire à l'organisation d'une transition vers la loi de la majorité.

Les décisions qui seront prises sous peu, non seulement à Luanda mais à Moscou et à La Havane, seront lourdes et conséquentes. Trois solutions peuvent être envisagées après la victoire remportée par le « camp socialiste » en Angola. Ou bien le corps expéditionnaire cubain est rapatrié dans sa totalité, et le régime de Luanda se range, sans aucune interférence extérieure, dans le camp des « non-alignés » qui semble avoir ses préférences. Ou bien ce pays devient sans transition une base de départ pour la libération de toute l'Afrique australe, avec l'appui de ces « mercenaires de la révolution » que deviendront les Cubains. Entre ces deux extrêmes, une solution intermédiaire consisterait à consolider l'Angola en attendant des jours meilleurs : un retrait partiel ou total des Cubains serait compensé par l'envoi de techniciens soviétiques civils.

Devant son congrès, M. Brejnev a réaffirmé que son pays ne recherchait ni base militaire ni avantage politique en Afrique, mais il s'est dit plus fermement résolu que jamais à soutenir toutes les « forces de progrès » partout dans le monde. Le chef du P.C. soviétique ne peut ignorer que les deux anciennes colonies portugaises d'Afrique — Angola et Mozambique — occupent une position-clé dans cette Afrique australe qui pourrait bien devenir l'enjeu d'un grand conflit.

## la Namibie et la Rhodésie

La « déstabilisation » de l'Afrique australe se précède, à la suite de la victoire du M.P.L.A., d'un mouvement populaire pour la libération de l'Angola.

Dans un message de félicitations aux présidents de la République populaire de l'Angola, M. Agostinho Neto, et du Zaïre, M. Mobutu Sese Seko, à la suite de leur réconciliation, dimanche, à Brazzaville, grâce à la médiation du président congolais Nguabi (le Monde du 2 mars), le maréchal Idi Amin Dada, président de l'Organisation de l'unité africaine, affirme : « Ce qu'il nous reste à faire est la marche en avant contre l'Afrique du Sud, qui est non seulement le dernier bastion du colonialisme et de l'impérialisme en Afrique, mais qui occupe la Namibie ».

M. Agostinho Neto a déclaré de son côté : « Nous ne pouvons nous contenter dans notre indépendance. Notre peuple, qui est le premier d'Afrique à combattre les troupes sud-africaines, va étendre son action pour libérer d'autres pays, tels que la Namibie, occupée actuellement par les racistes, et la Rhodésie, à laquelle seule la lutte armée peut apporter l'indépendance ».

En Rhodésie, cependant, M. Smith, premier ministre, a fait de nouvelles propositions pour un règlement constitutionnel. A M. Nkomo, chef de l'aile intérieure du Congrès national africain (ANC), qui les a jugées « intéressantes ».

(Voir nos informations page 7.)

## LA RÉFORME DE L'ENTREPRISE ET LES CONDITIONS D'EMPLOI

### Les salariés pourraient saisir la justice sans attendre la faillite

Un conseil restreint sur la réforme de l'entreprise se tient ce mardi 2 mars dans l'après-midi à l'Élysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, y participent le premier ministre, les ministres des finances, de l'industrie et de la recherche, les ministres des affaires sociales, et le secrétaire d'Etat à la revalorisation du travail manuel, ainsi que M. Pierre Sudreau, député du Lot-et-Cher, ancien ministre, qui préside le Comité pour l'étude de la réforme de l'entreprise, dont le rapport a été déposé il y a un an.

Ce conseil, le troisième du genre, devait examiner les nombreux dossiers préparés par les départements ministériels, conditions de travail, relations dans l'entreprise, prévention des difficultés des firmes, statut des dirigeants, etc. Une nouvelle consultation des partenaires sociaux est prévue avant l'annonce des dispositions retenues par le gouvernement. Dès le début de la semaine prochaine, M. Michel Durafour, rendra publiques diverses mesures concernant la sécurité du travail.

Selon les statistiques qui vont précisément de publier la Caisse d'assurance-maladie, il y aurait eu en 1974 moins de morts que l'année précédente dans les entreprises et sur les chantiers : 2 117, au lieu de 2 246 ; en revanche, le nombre des accidents graves aurait augmenté plus rapidement (+ 3,82 %) que celui des effectifs salariés (+ 0,82 %).

### Entre deux feux

Placée au second rang des « quatre domaines essentiels de l'action à venir du gouvernement », la réforme de l'entreprise était annoncée comme l'un des points forts du septennat. L'un des « cinq cents jours » probatoires que le président de la République s'était

fixés pour infécher la course des choses, il aura fallu près de deux ans pour que chacun constate que ce point particulier de l'entreprise de réforme présidentielle n'est pas une affaire facile.

JACQUELINE GRAPIN.  
(Lire la suite page 34.)

### Le travail temporaire va être réglementé plus sévèrement

Le conseil des ministres du 3 mars devait évoquer le problème du travail temporaire. Des mesures pourraient être annoncées à ce propos, visant à contrôler de façon beaucoup plus rigoureuse la pratique de l'intérim, qui a essaimé en France depuis une vingtaine d'années.

En effet, malgré la loi du 3 janvier 1972, qui a tenté de mettre de l'ordre dans une situation anarchique et en dépit de l'effort actuel — très mais partiel — de la profession pour codifier son activité, personne ne maîtrise vraiment ce marché particulier de l'emploi, qui concerne chaque année plusieurs centaines de milliers de travailleurs. Les syndicats eux-mêmes attachent-ils à ce phénomène toute l'importance voulue ?

M. Michel Durafour, ministre du travail, avait récemment déclaré que « cette formule, sans doute indispensable dans certains cas, pour préserver la souplesse de notre économie, devrait être réexaminée afin qu'elle ne devienne pas, à travers les abus regrettables auxquels elle donne lieu, un système destiné à tourner les principales dispositions de notre législation ».

### I. — Avec un capital dérisoire...

Disposez-vous d'un local quelconque, d'une table de travail, d'un appareil téléphonique et de quelques classeurs ? Si bon vous semble, vous pouvez devenir, du jour au lendemain, P.-D.G. d'une entreprise de travail temporaire.

Avec un capital dérisoire — de l'ordre de 20 000 francs, — des cartes de visite et une annonce routinée, avec un minimum de publicité, on peut commencer la « chasse à l'intérim » ; contacts avec les plus grandes entreprises nationales, qui utilisent souvent, surtout en ce moment, du per-

sonnel temporaire : lecture attentive des petites annonces afin d'« intercepter » les offres et demandes d'emploi susceptibles d'être exploitées ; démarchage intensif à la porte des bureaux et des usines.

Combien d'entreprises de travail temporaire (S.T.T.) ont été créées par un nonchalant qui, quant son métier et entraînant avec lui une petite équipe ? Combien de salariés permanents ont été débanchés par les armées de l'intérim ? Nul ne le sait exactement.

« 1975. La femme se libère. Elle veut travailler. Tous emplois réservés. Tel... » « Du retard sur votre chantier ? Nous arrivons demain chez vous. Nous portons quand le travail est fait. » « Envoyez-nous vos amis, quel que soit leur âge, et vous gagnerez 150 francs par personne recommandée... » Si la publicité alléchante et parfois mensongère, qui propose aussi, par voie d'affiches, correspondance ou même terrain lumineux, des salaires élevés, des voyages, etc., a considérablement diminué en période de récession, tous les moyens restent bons pour recruter. Un haut fonctionnaire du ministère du travail a été, tout récemment, effaré d'apprendre que, dans l'arrière-salle d'un café de Saint-Maurice servait ainsi un fournisseur de main-d'œuvre qui pourvoyait les chantiers navals en travailleurs bien marqués, immigrants de préférence. La traditionnelle pancarte : « Ici, on peut apporter son mari... » a été remplacée par un écriteau : « Ici, on embauche... » Pourquoi se gêner ? Une simple déclaration d'activité à l'inspection du travail — déclaration qui, dans le cas cité, n'a sûrement pas été faite — suffit pour créer une S.T.T.

MICHEL CASTAING.  
(Lire la suite page 36.)

## Le face-à-face Fourcade-Mitterrand

### Le secret du roi

par ROGER-GÉRARD SCHWARTZENBERG

L'opposition peut-elle accéder — complètement, rapidement — à l'information, surtout en matière économique et financière ? Peut-elle connaître toutes les statistiques, données et prévisions officielles, qui lui permettraient de débattre à armes égales avec le pouvoir ? Dans d'autres démocraties occidentales, le problème n'existe guère. Ainsi la Suède — depuis 1793 — et les États-Unis — depuis le Freedom of Information Act du 4 juillet 1968 — posent en règle la publicité des documents officiels. A quelques exceptions près (défense nationale, diplomatie, protection de la vie privée, etc.), ils garantissent à chaque citoyen le libre accès à tout document officiel, à toute information détenue par l'administration. Un modèle américain, c'est l'adoption de la loi dite « Freedom of Information Act », qui travaille au grand jour (1). C'est la démocratie « ouverte », où fonctionnaires et dirigeants politiques ne s'entourent pas de mystères face au public. Ici, la communication est la règle et le secret l'exception.

Même si l'administration publique beaucoup, notre tradition est plutôt à contraindre celle du secret des cabinets, des documents confidentiels ou à diffusion restreinte. Le statut général de la fonction publique

### AU JOUR LE JOUR

#### FUITES

M. Ponsiatowski a raison : les fonctionnaires du ministère des finances qui ont documenté M. Mitterrand sur l'économie de la France ont trahi un secret d'Etat. M. Fourcade, à la télévision, lui, ne devrait pas trahir, le devoir de réserve lui imposant d'ailleurs de se montrer extrêmement réservé sur l'état de notre économie nationale.

Ces fuites sont donc inadmissibles. D'autant que si M. Fourcade nous dit tout ce qui va bien, les fuites nationales servent en confidence par M. Mitterrand risquent de provoquer une cote d'été dans les pots canotiers.

BERNARD CHAPUIS.

### Le grand risque

par PIERRE VIANSSON-PONTÉ

Imposition des plus-values : les études se poursuivent, l'heure de la décision approche. Réforme de l'entreprise : les projets ministériels se multiplient, les débats s'abandonnent. Réforme foncière : elle est adoptée. Il faut maintenant attendre les décrets d'application, et il faudra le regard de près. Réajustement de la production d'énergie : il est amorcé, il sera entreprise, mais prudemment. Modernisation et transformation de l'agriculture, redéploiement industriel : ce sont là des œuvres de longue haleine. Les efforts ont déjà porté leurs premiers fruits, mais il faut tenir compte des engagements extérieurs, de la conjoncture. Réforme régionale : ajournée, mais non perdue de vue. Régime du travail, sécurité et garantie de l'emploi, âge de la retraite : quelques changements sont déjà envisagés ou même en cours pour encourager le travail manuel, réduire la durée du travail, renforcer les aides et la lutte contre le chômage ; cependant, à l'heure de la conjoncture, n'est-ce pas favorable à de trop rapides bouleversements. Sécurité sociale : il va falloir ouvrir le dossier. L'organisation judiciaire, les codes : on travaille à préparer leur modernisation. Et ainsi de suite.

Toutes les grandes réformes sont donc en instance, en attente, entre parenthèses, provisoirement, bien sûr. Celles qui ont

été faites jusqu'à présent, depuis le début du septennat, ne peuvent certes pas être tenues pour négligeables. Mais presque toutes — majorité à dix-huit ans, contraception et avortement, législation du divorce, etc. — ont plusieurs caractéristiques communes : elles n'ont rien coûté, elles ne laissent pas de grandes incertitudes, et elles ont provoqué et provoquent encore des discussions acharnées, elles ne débouchent ni sur des conflits matériels ni sur des ruptures politiques graves ; enfin, puisqu'elles ont consisté à inscrire dans la loi une évolution déjà à peu près acquise dans les faits, elles ne changent guère la vie.

(Lire la suite page 13.)

## UN AMOUR OUBLIÉ

### Hoffmann et ses contes

Le silence qui entoure le bicentenaire de la naissance d'Hoffmann semble prouver qu'on ne connaît plus le grand auteur allemand qui, par le truchement d'Offenbach et de ses Contes d'Hoffmann.

Né à Königsberg, qui faisait alors partie de la Prusse-Orientale, le 24 janvier 1778, Hoffmann (Ernst Theodor, Wilhelm), qui fut officierement et sporadiquement homme de

loi, mourut à Berlin, du tabac, le 25 juin 1822. Il avait quarante-six ans. Au vrai, la grande affaire de sa vie avait été la musique, dont on sait qu'il raffolait. Au point même qu'une tradition veut qu'il ait changé son dernier prénom pour Amadeus, l'un des deux que portait Mozart. Hoffmann a laissé de très nombreuses compositions musicales où figurent, entre autres, avec plusieurs opéras-comiques, une dizaine d'opéras, — dont Ondine.

Egalement doué pour la peinture et le dessin, on le vit brosser des décors de théâtre, peindre des tableaux et des fresques, exécuter d'étonnantes caricatures. Au surplus grand liseur, très érudit, il était, comme on sait, un grand lecteur. Cervantes, Goethe, Schiller et, plus tard, Tieck, Novalis, Casanova et Gozzi qui, tous quatre, l'influencèrent durablement. Des impératifs familiaux, sa carrière administrative, d'incessantes besognes d'argent, la Grande Armée — qui opéra alors en Prusse et en Pologne — l'obligèrent à changer assez souvent de résidence. Mais Bamberg, en Franconie, la marqua plus qu'aucune autre ville : sans doute parce qu'il y fut tout ensemble le plus heureux et le plus malheureux des hommes et qu'il y prit véritablement conscience de ses dons d'écrivain.

ROLAND STRAGLIATI.  
(Lire la suite page 15.)

### John Cowper Powys

#### Apologie des Sens

« Dans Apologie des Sens, le magicien dévoile ses tours. Il montre que le bonheur est question de volonté, que le repli sur soi peut devenir ouverture au monde, que le réel le plus sinistre doit être métamorphosé à notre guise. F.X. JAUJARD Le Figaro.

« Apologie des Sens est un bon marché pour entrer dans l'univers bouillonnant et brouillon de Powys. Un grand écrivain qui mérite de devenir un classique. J.P. AMETTE Le Point.

### Jean-Jacques Pauvert

مكتبة المثلث

## DIPLOMATIE

La « guerre de la morue »

### La solidarité avec l'Islande divise le Conseil nordique

De notre correspondante

Copenhague. — La « guerre de la morue » a dominé les trois premiers jours de la vingt-quatrième session du Conseil nordique qui se tient depuis le 27 février à Copenhague. En principe, cette assemblée consultative qui groupe des parlementaires des cinq « Etats frères » n'est pas compétente en matière de politique étrangère. Un article de ses

statuts spécifie même que ses membres doivent s'abstenir de critiquer ou de condamner les pays non scandinaves. Ce principe a été introduit en son temps dans le traité qui a fondé cet organisme afin de permettre à la Finlande de participer à ces assemblées.

Dès l'ouverture des débats, pourtant, les représentants des partis communistes et apparentés des cinq pays ont réclamé avec insistance l'adoption d'une motion condamnant « les agissements de la Grande-Bretagne dans les eaux islandaises et opposant un soutien total à l'Islande dans sa lutte pour sa survie ».

Cette initiative a mis en émoi les représentants de tous les autres partis — des conservateurs aux sociaux-démocrates — partagés entre le désir d'exprimer leur solidarité à l'Islande et la tentation de ne pas s'avancer trop avant en ce domaine. Les cinq pays nordiques, en effet, sont trois précédentes conférences sur le droit de la mer leurs intérêts étaient apparus très divergents. En outre, le Danemark — seul Etat à avoir adhéré à la C.E.E. — se voit obligé d'éviter tout désaccord avec ses partenaires des Neuf.

Le projet de résolution des partis communistes a donc suscité de longues discussions à huis clos. Finalement le président de l'assemblée s'est contenté d'adresser, en son propre nom, aux gouvernements des Cinq, un message où il exprime ses préoccupations face à la situation en Atlantique nord.

Ce président estime qu'il a fait preuve de beaucoup d'indulgence, puisqu'il a même fait allusion, dans le texte qu'il a rédigé, à la présence des bâtiments de guerre du Royaume-Uni au large des côtes islandaises et réclame leur départ. Les auteurs de la motion favorable à l'Islande dénoncent, quant à eux, ce qu'ils considèrent comme une déroute. — C. O.

### Les Neuf n'ont pas de position commune sur la question des zones de pêche

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont examiné, lundi 1<sup>er</sup> mars, quel pourrait être l'ordre du jour du conseil européen qui se tiendra les 1<sup>er</sup> et 2<sup>es</sup> mars à Luxembourg. Outre les problèmes posés par l'élection du Parlement européen au suffrage universel, il est prévu qu'ils délibéreront sur le rapport d'indépendance sur l'union européenne et procéderont à un échange de vues approfondi sur l'évolution de la situation économique dans la C.E.E.

Les Neuf ont eu un premier échange de vues sur la manière dont il conviendrait d'aménager la réglementation de la pêche maritime dans la C.E.E., afin que les pays membres puissent défendre des positions communes devant la conférence sur le droit de la mer, dont une nouvelle session va s'ouvrir à New-York. La Commission de Bruxelles vient de soumettre des propositions au conseil. Elle y suggère que la Communauté, s'agissant sur la tendance générale, porte à 200 milles la zone de pêche où elle exercera sa souveraineté, et que chaque pays membre se voie accorder un droit de pêche exclusif dans une zone de 12 milles au large de ses côtes. Les pays des Britanniques et irlandais, progressivement écartés des eaux entourant l'Islande ou balnéant la Norvège, considèrent que c'est là pour eux le seul moyen d'échapper à la ruine. M. Callaghan a donc accueilli favorablement l'initiative de la Commission, tout en la jugeant trop timide : les organi-

sations professionnelles britanniques demandent que la zone de pêche exclusive soit fixée à 100 milles.

En revanche, les pêcheurs français, danois, belges et néerlandais, dont une forte réaction, importante des prises provient traditionnellement de cette zone de 12 milles entourant les îles Britanniques qu'on prétend maintenant leur interdire, protestent énergiquement contre les propositions de la Communauté. M. Sauvagnargues, tout en observant qu'il était prématuré d'engager une discussion de fond sur cette affaire, a cependant noté que la proposition de la Commission était contraire à l'esprit et à la lettre du Marché commun. Lundi en fin d'après-midi, les ministres se sont réunis en conseil d'association signé à Ankara en 1963 soit actualisé, de façon qu'ils bénéficient eux aussi des concessions faites par la Communauté, par exemple à Israël et aux pays du Maghreb, notamment pour les exportations de produits agricoles. M. Curyanagi a donc répondu autrement que par des formules dilatoires.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

école

**pallas**

SCOLA PAVIER DE FORMATION PROFESSIONNELLE

méthodes audio-visuelles

cours individuels

expression

et rédaction commerciale

comptabilité

PARIS-9<sup>e</sup>

105, rue St-Lazare

874.79.84

## EUROPE

Le XXV<sup>e</sup> congrès du P.C. de l'Union soviétique

### M. Kossyguine a affirmé que des mesures étaient prises pour remédier aux déficiences des ministères

Le XXV<sup>e</sup> congrès du parti communiste soviétique a commencé, mardi 2 mars, le débat sur le rapport économique présenté la veille par M. Kossyguine, le chef du gouvernement. Cette discussion devrait durer jusqu'à jeudi. Le premier orateur a été M. Alexandre Lischko.

Pour sa part, M. Berlinguer, à son retour de Moscou, a déclaré lundi soir à Rome que sa participation au XXV<sup>e</sup> congrès lui avait « donné l'occasion de mieux comprendre les problèmes et les devoirs du parti soviétique aussi bien sur le plan intérieur qu'international ».

Sur son entrevue d'une heure avec M. Brejnev, le chef du P.C.I. s'est borné à dire que cet entretien « improvisé » s'était déroulé « dans la cordialité et la franchise qui caractérisent nos rapports dans le plein respect de l'autonomie réciproque ».

De notre correspondant

Le fait, il doit être libéré de nombreuses tâches courantes qui doivent être confiées au Gosplan (organisme de l'approvisionnement), aux ministères et à d'autres établissements.

A propos des autres déficiences mentionnées par M. Brejnev, M. Kossyguine a reconnu que « durant la période écoulée, nous n'avons pas pu résoudre entièrement plusieurs problèmes ni éliminer les aspects déficients de notre économie. Cela concerne particulièrement le bâtiment. Dans certaines branches, les plans de mise en service des unités de production ne sont accomplis qu'entre 60 et 80 %. Les investissements, d'autre part, sont souvent écartés entre d'immenses brûlures chimiques. Et cela, parce que de nombreux ministères et autres établissements cherchent à résoudre les problèmes de développement de leurs branches essentiellement en investissant dans de nouveaux ouvrages au lieu de mieux utiliser les fonds existants et de mener une politique conséquente d'intensification de la production ».

#### Mieux approvisionner l'industrie légère

Parmi les défauts de l'économie, M. Kossyguine a encore mentionné un certain nombre de déficiences dans divers domaines de la gestion, « les rythmes actuels insuffisamment d'implémentation des réalisations scientifiques », le bas rendement de certains établissements scientifiques. Ces lacunes, selon le président du conseil des ministres, entraînent chaque année de nombreuses pertes pour l'économie : on constate un manque à gagner de nombreux milliards de roubles. C'est pourquoi le projet de quinquennal réserve une grande attention aux mesures à prendre pour éliminer les défauts, pour renforcer et promouvoir les tendances positives dans l'économie ».

A propos des biens de consommation, dont la faible qualité avait été également critiquée par M. Brejnev, M. Kossyguine a mentionné un certain progrès. Mais, a-t-il reconnu, à mesure que croît le bien-être des Soviétiques, les exigences croissent des consommateurs. Ce n'est pas un groupe restreint de privilégiés qui doit profiter de la prospérité, mais toute la population des villes et des campagnes qui réclame des articles de haute qualité. Nous devons reconnaître que durant le neuvième plan quinquennal, l'industrie légère et les autres branches, dont dépend pour l'essentiel la production des biens de consommation, ne se sont pas montrées à la hauteur de leur tâche. Pour parvenir à un changement considérable de cette situation pendant le dixième plan quinquennal, il faut aussi dé-

ployer de grands efforts dans les branches qui approvisionnent les entreprises de l'industrie légère en matières premières, en matériaux et en équipements. Il n'est pas possible de résoudre ces problèmes si l'on ne participe, d'une manière ou d'une autre, à la fabrication des biens de consommation.

« C'est pourquoi dans le plan quinquennal, il faut sérieusement et en détail étudier les questions comme, par exemple, la production dans l'industrie chimique de colorants de bonne qualité, de polymères, de fibres artificielles et synthétiques, imposer une série de tâches concrètes aux responsables des constructions mécaniques ».

Plusieurs invités étrangers ont pris la parole après l'intervention de M. Kossyguine. Le discours le plus remarqué a été celui prononcé par M. McLennan, le secrétaire général du parti communiste de Grande-Bretagne, dont l'indépendance d'esprit est bien connue. M. McLennan, parlant de la situation intérieure en Grande-Bretagne, a déclaré notamment : « Les communistes et travailleurs de gauche doivent obliger le gouvernement travailliste à adapter un programme réaliste, à rétablir l'unité d'action de tous les socialistes et communistes dans le mouvement ouvrier, pour mettre en œuvre son plan d'industrialisation ». Il s'est, d'autre part, prononcé pour la construction en Grande-Bretagne, « d'un socialisme qui garantirait les libertés individuelles, le pluralisme, l'indépendance des syndicats, la liberté de culte et de création dans les domaines de la culture, de l'art et de la science ».

La méthode de M. Berlinguer

### Faire accepter la réalité italienne sans éclats, ni concessions

De notre correspondant

Moscou. — M. Enrico Berlinguer a sans doute quitté Moscou fort satisfait lundi après-midi 1<sup>er</sup> mars, l'entrevue que lui a accordée M. Brejnev, dans la matinée, justifie en effet la décision du secrétaire général du P.C.I. de ne pas boycotter le XXV<sup>e</sup> congrès du parti communiste de l'Union soviétique. De nombreux orateurs ont en effet annoncé à la tribune « révolutionnaires » et autres « opportunistes » et M. Berlinguer a dû, lui, se comporter en réaliste et reconnaître la représentativité du P.C.I.

C'est bien le sens qu'il faut donner à l'entrevue de lundi. Elle fait contrepoids à celle accordée samedi à M. Cunhal, symbole des tenants intransigeants de l'internationalisme prolétarien. Entre les deux lignes, Moscou, bien sûr, a ses préférences. Mais M. Berlinguer a su, par son comportement, se faire accepter par Moscou la réalité italienne, sans donner de prétexte à des éclats, mais sans faire la moindre concession sur l'indépendance du P.C.I. Les communistes italiens pensent que, mis au pied du mur, les Soviétiques ne pourront que finalement s'incliner, à condition qu'ils ne se sentent pas provoqués gratuitement.

Le réalisme du Kremlin doit prévaloir dans ce domaine, comme il prévaudra dans les relations internationales classiques. Car, mise à part l'excommunication, ce qui peut Moscou pour faire rentrer le P.C.I. dans le rang ?

L'histoire dira si cette analyse n'est pas trop optimiste. En tout cas, Brejnev-Berlinguer, en tout cas, ne permet pas de franchir définitivement. M. Brejnev se serait montré extrêmement ouvert, ne cessant d'insister sur l'indépendance du P.C.I. et sur la spécificité italienne, comme s'il voulait obtenir des informations de première main.

Contrairement à M. Soussior, qui assistait à la rencontre et qui se serait contenté de multiplier les mises en garde idéologiques, le secrétaire général n'aurait fait preuve d'aucune agressivité, même lorsque M. Berlinguer aurait laissé entendre qu'un durcissement soviétique sur la question des libertés individuelles ne pourrait que rendre encore plus difficile le dialogue entre les partis communistes occidentaux et Moscou.

M. Brejnev aurait même cherché à rassurer son interlocuteur, qu'inquiétait du ton et du contenu de plusieurs interventions présentées au congrès : seul son rapport représentait la ligne du bureau politique, aurait expliqué en substance le secrétaire général avant de préciser qu'aucun membre du bureau (mis à part les premiers secrétaires de République et de M. Kossyguine) ne prendrait cette année la parole au congrès, pour que ce point soit bien clair.

Compte rendu, il est exact, ne contredit pas la « méthode » Berlinguer : il est vrai que M. Brejnev, lorsqu'on peut l'appréhender, se montre souvent beaucoup plus souple que ses exécutants. A supposer qu'il ne s'agisse pas là que d'une tactique, il n'en reste pas moins que la hiérarchie soviétique apparaît comme tiraillée, entre plusieurs tendances et M. Brejnev, dans la meilleure des hypothèses, comme « une locomotive qui essaie de tirer un train beaucoup trop lourd pour elle ».

J. A.

DANS UNE INTERVIEW TÉLÉVISÉE A LONDRES

### La détente a renforcé le totalitarisme en U.R.S.S. affirme Soljenitsyne

De notre correspondant

Londres. — La faiblesse ou l'honneur de Soljenitsyne restera sans doute d'être l'homme qui fait scandale aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est. Des millions de spectateurs britanniques s'en sont aperçus, lundi soir 1<sup>er</sup> mars, lorsque la B.B.C. a diffusé une longue interview de l'écrivain.

Celui qui interrogeait a été souvent pris de court. Son embarras était visible quand l'auteur de « L'archipel du Goulag » a critiqué l'attitude des gouvernements — et des peuples — de l'Occident, qui s'abandonnaient à l'illusion de la détente.

Accusé, avec discrétion, il est vrai, de souhaiter un retour à la guerre froide, Soljenitsyne répliqua en critiquant avec féroce le résultat des accords d'Helsinki. Depuis lors, a-t-il soutenu, les journalistes occidentaux se sont inclinés : ils ont minimisé les informations faisant état de persécution, chaque jour plus sévères, contre les dissidents en Union soviétique.

Alexandre Soljenitsyne s'empara en énumérant les crimes commis par la police soviétique depuis que la grande rencontre Est-Ouest s'est terminée dans les embrassades. Il raconte comment un visiteur du professeur Sakharov fut assassiné à bord du train le ramenant chez lui, comment une femme, critique du régime, fut kidnappée en plein Moscou sans que la foule eût intervenu. « La détente », a-t-il écrit alors, pour vous, c'est une atmosphère

plus douce. Pour nous, c'est un renforcement du totalitarisme. » Pourquoi, en 1959, demandait-il, êtes-vous entrés en guerre contre Hitler ? Parce que vous avez choisi alors la cause morale. Il ajouta qu'aujourd'hui les Anglais, comme les autres, ont « oublié tout cela ».

« L'Occident », dit-il, est à la veille d'un effondrement préparé par ses propres maux. A son avis, même si le bureau politique à Moscou s'opposait à la guerre, il n'aurait plus les moyens de l'empêcher, car il est incapable de transformer « une monstrueuse économie de guerre en une économie normale de paix (1) ».

Non sans maladresse, l'interlocuteur de Soljenitsyne cita un vieux propos de Bertrand Russell, selon lequel « il vaut mieux être rouge que mort ». L'écrivain répliqua brutalement : « Il vaut mieux être mort que vivre comme un salaud (2) ». Cette phrase d'armes et de conflits d'allures à parler de son sort personnel. Il est possible, a-t-il dit, que les Soviétiques cherchent à se débarrasser de moi complètement ».

JEAN WETZ.

(1) A propos de l'Angola, il a dit : « Il n'est pas besoin d'être stratège pour comprendre. Il s'agit de l'une des pires erreurs de la guerre que l'on peut dévisager avec une vue d'ensemble mondiale. Une merveilleuse position sur l'Atlantique ».



# EUROPE

## Yougoslavie

### Les autorités mènent une vaste campagne contre l'enrichissement injustifié

De notre correspondant

Belgrade. — Au cours d'un hiver particulièrement rigoureux, avec de fréquentes coupures de courant électrique qui provoquent dans les centres urbains des interruptions de chauffage central, la Yougoslavie est entrée dans une nouvelle phase de l'offensive idéologique et politique de la Ligue des communistes. Les nombreuses instances siègent à longueur de journée. La situation en ce début de 1976 est comparable à celle de la fin de 1972. Il y a trois ans l'action du parti fut déclenchée par les lettres du président Tito, cette fois elle l'est par son interview au quotidien *Vjesnik* de Zagreb (le Monde du 3 février). Le gouvernement fédéral, ceux des Républiques fédérées, l'Alliance socialiste, les syndicats, les anciens combattants, le Mouvement de la jeunesse, réclament la mise en pratique des déclarations du chef de l'Etat. Cette-ci vise à une relance de la lutte contre les manifestations négatives. L'enrichissement injustifié figure en bonne place.

L'estime, avait dit le maréchal Tito à Vjesnik, qu'on salue chez nous, y compris le rien, ne permet l'enrichissement. Or on reconnaît officiellement l'existence dans la société yougoslave de « milliardaires » (en anciens dinars). Un milliard d'anciens dinars ou 10 millions de nouveaux dinars (2 500 000 F) cela représente une somme fabuleuse pour les nombreux citoyens au salaire mensuel moyen de 3 000 dinars. Avec cet argent on achète des voitures, des appartements, on construit des maisons d'habitation, on installe, au bord de la mer et dans les centres touristiques, des résidences secondaires appelées « vikendice » (maisons de week-end) qui sont souvent de belles villas au confort ultra-moderne. Comme les « riches » ne sont autorisés, au même titre que les « pauvres », à n'avoir qu'une résidence secondaire, il n'est pas rare que les premières se débrouillent et qu'une « vikendice » soit inscrite dans les livres cadastraux au nom du père de famille, une autre à celui de la mère, une troisième au nom de leurs enfants.

#### Des confiscations

Les « riches » voyagent beaucoup. L'Europe ne les intéresse guère. Ils se déplacent maintenant au Baïkale, à Hongkong ou Honolulu, où font le tour du monde en avion. Le problème des devises ne se pose pas. Officiellement le dinar n'est pas convertible. Pratiquement il l'est. On obtient, en effet, sans aucune difficulté, des dollars, des marks, des francs vendus en général par des ouvriers yougoslaves travaillant dans les pays occidentaux et cela à un cours quelquefois inférieur au cours officiel, ce qui fait du dinar sur le marché intérieur une « monnaie forte ».

L'un des objectifs de la « lettre » de 1972 était précisément de « déraciner » l'enrichissement injustifié. On avait donc adopté une législation spéciale et constitué des commissions d'enquête habilitées à confisquer les biens acquis illégalement. Après deux ans de travail, on constate l'échec de ces commissions. Elles sont inefficaces, soumises aux influences de toute sorte. Il y a aussi les imprudences de la loi, le droit d'interpréter l'appel, etc. On ignore le nombre des confiscations faites à ce jour, mais il ne doit pas être supérieur à quelques dizaines. Selon des informations de presse, les confiscations ont surtout été opérées dans les régions les plus sous-développées.

Comment combattre un tel état de choses ? Le thème est à l'ordre du jour de tous les « forums ». On propose notamment une législation plus rigoureuse et moins compliquée, la révocation des commissions qui font traîner l'affaire, leur renforcement par divers experts et des « représentants des travailleurs », une meilleure rémunération de leurs membres et une participation plus directe à leurs travaux de « toutes les forces socialistes organisées ». Mais il est des aspects juridiques et politiques de l'affaire qui semblent se concrétiser. Il n'est pas de même des aspects techniques. Avec la vaste autonomie administrative reconnue aux administrations politico-territo-

riales, on imagine la paperasse qui s'accumule avant de mettre au clair le cas de tel ou tel citoyen domicilié dans une République fédérée et possédant des biens dans une autre, ou dans plusieurs autres Républiques. Il arrive en outre que le personnel soupçonné ne parvienne à justifier le financement que d'une partie de sa villa ou de sa maison. L'autre partie lui est alors confisquée automatiquement. Que faire cependant si on ne peut amputer le bâtiment d'un étage ou d'une moitié ? A une réunion d'alliances socialistes il a été suggéré de reconnaître dans ce cas à l'ancien propriétaire la priorité absolue d'achat de la partie considérée acquise illégalement. « Cela donnera du travail à la commission, conclut avec ironie un journal belgrade. Elle pourra alors expenser une nouvelle procédure contre la même personne pour établir cette fois-ci l'origine de ses fonds pour l'achat de la partie qui lui a été confisquée ».

Une action est menée également contre les « malversations utiles ». La plénitude est spécialement yougoslave. Pour acheter ou vendre dans les meilleures conditions possibles certaines entreprises ont recours aux transactions tombant sous le coup de la loi. Mais comme celles-ci rapportent de gros bénéfices distribués ensuite en partie du moins au personnel, elles sont, bien que nu-

sibles à la société, utiles à l'entreprise. « Technocrates, bureaucrates et managers » y ont recours quelquefois avec la complicité des organes de gestion sociale, quelquefois avec leur consentement tacite, et comme toute charité bien ordonnée commence par soi-même, ils sont les premiers à en profiter.

En ce moment, les entreprises du commerce intérieur font l'objet d'une profonde réorganisation et épurée qui atteint en premier lieu leurs cadres et représentants à l'étranger. Les nouveaux doivent être, selon la nouvelle réglementation « politiquement et moralement aptes ». La tâche n'est plus d'un dirigeant de l'économie pouvait dire qu'il n'était qu'un technicien, que la politique ne l'intéressait pas. Les postes de dirigeants ne sont désormais réservés qu'à ceux qui sont actifs sur la scène politique et qui ont « donné des preuves de leur attachement à l'autogestion et au programme de la Ligue ».

Dans sa déclaration, le président Tito a révélé qu'un grand nombre de personnes impliquées dans des grosses malversations étaient déjà incriminées. Elles seront jugées et condamnées « sévèrement » pour les « dommages énormes » causés au pays. Mais, a-t-il ajouté, nous poursuivons également les petits voleurs qui nous rognent sans cesse comme des souris.

PAUL YANKOVITCH.

## Italie

### Le parti socialiste veut définir les conditions d'une « alternative de gauche »

Comme il est de règle — et malgré l'urgence des débats sur l'avortement, — le Parlement italien cesse ses travaux du 3 au 7 mars pour permettre au parti socialiste de tenir à Rome son

quarantième congrès. Trois autres interruptions sont prévues au cours du même mois puisque les socialistes, les libéraux et les démocrates-chrétiens se réuniront eux aussi.

De notre correspondant

Rome. — Un plaid dans la majorité, l'autre dans l'opposition : ainsi apparaît le parti socialiste italien à la veille de son congrès, entre un P.C. plus séduisant que jamais et une démocratie chrétienne affaiblie, incertaine, mais déterminée de se retrouver.

Rien de spécial n'est attendu du quarantième congrès : ni un changement de secrétaire (M. Francesco De Martino paraît bien accroché à son poste) ni même un réel affrontement de tendances, puisque ce sera pour la première fois depuis longtemps une assemblée « unitaire ». Quant à la ligne politique, elle risque fort de rester dans la vague tant que la démocratie chrétienne n'aura pas défini sa propre position. Les socialistes n'ont d'ailleurs pas l'intention de désigner de manière trop nette qui, de la démocratie chrétienne ou du P.C., sera l'avenir véritable allié. Peut-être ne le savent-ils pas encore eux-mêmes.

Si le P.S.I. apparaît aussi incertain — on l'a suffisamment critiqué pendant la récente crise gouvernementale — c'est parce que ses dirigeants ont adopté une stratégie en deux temps, née d'un compromis entre les différentes tendances. Dans la motion

unique sur laquelle se fonde ce congrès, les socialistes s'engagent en effet à favoriser une « alternative de gauche » en Italie, mais estiment qu'elle ne sera possible qu'à deux conditions : une plus grande autonomie du P.C.I. à l'égard du bloc soviétique et un réajustement de la gauche italienne, où le parti de M. Berlinguer se taille la part du lion (33,4 % des suffrages aux élections régionales de juin 1975 contre 12 % seulement à celui de M. De Martino). Dans une période de transition, les socialistes n'excluent pas des accords ou des ententes avec la démocratie chrétienne et seraient même disposés à participer à une coalition gouvernementale.

Comme nous l'a précisé M. Bettino Craxi, vice-secrétaire du parti, « une unité de fait se dégage contre l'entrée au gouvernement au cours de cette législature », une législature qui, pour le député de Milan, « est véritablement finie », bien que son terme légal ne soit prévu que dans une quinzaine de mois. Sans doute faut-il voir dans ce constat un désir d'élections anticipées, mais nul au Parlement — à part l'extrême droite — n'ose en parler à haute voix.

L'alternative de gauche ? « Nous pensons que le processus est en cours et nous encourageons le P.C. à développer son autonomie et sa révolte, mais les communistes semblent davantage préoccupés de trouver une entente avec la démocratie chrétienne qu'ils cherchent une alternative de gauche en Italie ».

Forces est de reconnaître, en effet, que M. Berlinguer ne plaide toujours pas pour une union de la gauche « à la française ». Il entend arriver au pouvoir par un « compromis historique » avec les autres « forces démocratiques et populaires » : le P.S.I. bien sûr, mais aussi la démocratie chrétienne, et celle-ci, un peu lassée des votes dans ce congrès socialiste, commence à se demander si son véritable interlocuteur n'est pas plutôt le P.C.

#### Cinq tendances

Le parti socialiste ne parvient pas à oublier qu'il était au lendemain de la guerre la première force de gauche en Italie. En trente ans, la situation a bien changé. Le parti de M. De Martino a vu son unité se briser à trois reprises :

En janvier 1947, quand l'alle double était jugé, ce parti s'en était détaché pour former le futur parti social-démocrate ;

En décembre 1963, quand l'alle gauche opposée à une participation au gouvernement s'était isolée puis avait fondé le P.S.I.D.P.

En juillet 1968, enfin, quand la composante sociale démocrate du P.S.I. — réunifiée dans l'intervalle — avait refusé l'entrée en gouvernement un front populaire qui, à nouveau, se serait profilé à l'horizon.

Privé de sa gauche, coupé de sa droite — et concurrencé de surcroît par des communistes bien modérés — le parti socialiste s'est progressivement affaibli : de 30,7 % des voix aux élections législatives de 1946, il est passé à 12,7 % en 1953, puis à 6,6 % en 1972. Mais les scrutins municipaux de 1975 ont inversé la tendance, et il espère remonter fortement le courant lors des prochaines élections régionales. Une récente enquête a montré que le P.S.I. attirait le plus de chances de son côté en rompant franchement avec la démocratie chrétienne, en accentuant son image de marque et en se montrant critique à l'égard des communistes.

Encore faudrait-il une cohérence interne qui, malgré ce constat « unitaire », n'existe pas. Le parti socialiste est divisé en cinq tendances organisées, dont la force respective a légèrement changé par rapport au congrès de Gênes, en novembre 1972 : 42 % des délégués se réclament de M. De Martino ; 19,6 % de M. Giacomo Mancini ; 14 % de M. Pietro Nenni ; 5,7 % de M.M. Bertoldi et Querci, et 17,8 % de M. Riccardo Lombardi (gau-

che), le seul qui ait fait un progrès notable. S'il veut gagner des voix et rééquilibrer « la gauche », le parti socialiste devra en tout cas définir une stratégie à court terme. Certains de ses membres concentrent leurs efforts sur les milieux « radicaux » — c'est-à-dire libéraux — ou révolutionnaires ; d'autres font de timides ouvertures au monde catholique. Ces deux approches apparaissent difficilement compatibles pour le moment : la laïcité s'effrite encore quelque chose en Italie, — mais chacun pense qu'elle peut être menacée de front.

Reste à rendre le parti un peu plus attirant. Son président, M. Nenni, a suffisamment de jeunesse d'esprit pour faire oublier qu'il vient de fêter son quatre-vingt-cinquième anniversaire. Il occupe du reste une place à part dans le monde politique italien que ne peuvent revendiquer M. De Martino, soixante-neuf ans, ni M. Mancini, soixante ans, ni M. Lombardi, soixante-cinq ans.

Le secrétariat du parti pourrait néanmoins avoir un autre leader après le congrès, soit si M. De Martino entre au gouvernement ou s'il réalise à long terme son ambition de devenir président de la République. Son successeur pourrait alors être trouvé parmi des quinquagénaires comme M.M. Craxi, Signorile ou Manca, qui, aux secondes places, doivent commencer à trouver le temps long.

ROBERT SOLÉ.

### « L'UNITA » ESTIME QU'ON NE PEUT MODIFIER DE FAÇON UNILATÉRALE LES ÉQUILIBRES EUROPÉENS.

Rome (A.F.P.). — L'Unità, organe du parti communiste italien, a analysé lundi 1<sup>er</sup> mars le problème des rapports entre l'Italie et l'O.T.A.N. qui poserait l'éventuelle accession des communistes au pouvoir.

Le journal souligne que les communistes italiens, comme les communistes d'autres pays, ne sauraient accepter le pacte atlantique tel qu'il est aujourd'hui. Mais, ajoute l'Unità, « nous ne nous faisons pas d'illusions sur les rapports entre l'Italie et l'O.T.A.N. qui nous semblent très importants. Il s'agit de la nécessité, d'un côté, de ne pas modifier d'une façon unilatérale les équilibres européens actuels, de l'autre, de remettre en discussion les rapports entre notre pays (et d'une manière plus générale entre les pays de l'Europe occidentale) et les deux plus grandes puissances mondiales. L'objectif doit être, à notre avis, le dépassement des blocs militaires et politiques ». L'Unità conclut en affirmant que « la logique de la partition du monde contre laquelle, souligne-t-elle, nous nous sommes battus et contre laquelle nous continuons à nous battre ».

### LE DÉPENSE MONDIALES D'ARMEMENT ONT AUGMENTÉ DE 45 % EN QUINZE ANS

Washington (A.F.P.). — Les dépenses militaires dans le monde ont atteint en 1975 le chiffre record de 346 milliards de dollars (soit 1 344 milliards de francs), en progressant la plus spectaculairement dans les pays en développement.

Une étude privée réalisée par l'Association pour le contrôle des armées et l'Institut pour l'ordre mondial prouve que, pour les seuls pays en développement, les dépenses ont passé de 15 milliards de dollars en 1960 à 39 milliards en 1974. C'est au Proche-Orient que la hausse a été la plus importante : les dépenses y ont été multipliées par huit pour les pays de cette région.

Les Etats-Unis et l'U.R.S.S., ensemble, dépensent 80 des 346 milliards. Ce total, obtenu à partir de renseignements incomplets, porte sur l'année 1975. L'année précédente, les dépenses avaient déjà atteint 270 milliards de dollars. La hausse globale a été de 45 % environ depuis 1960, conclut l'étude.

## Espagne

### Le roi envisagerait l'organisation d'un référendum constitutionnel limité

De notre envoyé spécial

Madrid. — Pour la première fois depuis son accession au trône d'Espagne, le roi Juan Carlos doit présider le conseil du royaume, ce mardi 2 mars. Une telle réunion est, certes, prévue par la loi organique, mais Juan Carlos, depuis trois mois, n'est montré au plus haut point soucieux de mettre la monarchie, qu'il sait fragile, au-dessus de la mêlée politique.

De la situation économique, aux conflits sociaux en passant par l'agitation politique, les thèmes ne manquent pas pour une telle réunion. Deux questions délicates, actuellement en discussion dans les cercles politiques, ne devraient pas, en revanche, figurer à l'ordre du jour du conseil du royaume : la renouveau à ses droits de don Juan, comte de Barcelone et père de Juan Carlos, et l'âge à partir duquel le successeur du roi — en l'occurrence l'infant Felipe — pourrait être désigné comme chef d'Etat.

Sur le premier point, il est acquis que don Juan a décidé de renoncer solennellement à ses droits. Fils d'Alphonse XIII, il est l'héritier légitime. Hostile à Franco, il a toujours affirmé qu'il ne s'installerait devant son fils — installé sur le trône par le régime — que si Juan Carlos proclamait une monarchie constitutionnelle permettant l'instauration d'un véritable régime démocratique. Don Juan, qui avait été déclaré « personne non grata » avant la mort de Franco, n'est pas revenu en Espagne depuis le couronnement de son fils. Mais les pressions qui se sont exercées sur lui, insistantes et contradictoires, n'ont pas cessé, alors même que ses relations avec son fils demeurent excellentes. Sa décision est donc prise. La date de la cérémonie de renouveau restera, cependant à fixer : dans moins de deux mois sans doute.

La question de l'âge à partir duquel l'infant Felipe, fils aîné de Juan Carlos et prince des Asturies, pourrait succéder à son père comme chef d'Etat, devrait être soumise par référendum à l'approbation des Espagnols en juin, en juillet ou après l'été, estime-t-on, d'autre part, dans les milieux informés. Franco, prudent et pragmatique, avait fixé cet âge minimal à trente ans.

Il pourrait être abaissé à vingt et un ans si le référendum était approuvé. Une seconde question, et peut-être une troisième, relatives à la révision constitutionnelle, actuel-

lement à l'étude, pourraient également être posées aux Espagnols. Les termes exacts n'en seraient pas encore définis, mais la consultation porterait tout au plus sur le bûche du vote sur l'âge de la succession, de donner à la monarchie une légitimité qui ne serait plus seulement celle que le régime franquiste lui a octroyée.

Enfin, le gouvernement a adressé le 1<sup>er</sup> mars aux Cortes un important projet de loi sur le droit de réunion. S'il était approuvé, ce texte devrait permettre aux citoyens de futures manifestations de mieux

### UN FRANÇAIS DEVANT LE TRIBUNAL D'ORDRE PUBLIC

(De notre correspondant.)

Madrid. — Le tribunal d'ordre public pour les étrangers, ce mardi 2 mars, un citoyen français, M. Antoine-Robert Martin-Lillo, fils de réfugiés espagnols, né en France, résidant actuellement à Alicante, il est accusé, avec trois citoyens espagnols, d'être l'un des dirigeants du parti communiste dans la région d'Alicante. Le procureur a réquisitoire contre M. Martin-Lillo, qui est accusé depuis deux ans, une peine de deux ans et un jour de prison sans la chef d'association illicite avec la circonstance aggravante d'être dirigeant de celle-ci.

J.A.N.

commettre les règles du jeu et de précéder les risques éventuels. Le projet prévoit qu'une autorisation devra être sollicitée soixante-douze heures à l'avance pour les réunions en salle. Pour les manifestations de plus de vingt personnes sur la voie publique, l'autorisation devra être demandée dix jours avant. Les modalités des réunions et les buts exacts des organisateurs devront être très soigneusement précisés. Les gouverneurs auront, dans ce dernier cas, cinq jours pour donner une réponse positive ou négative. Les restrictions éventuelles sont formulées de manière assez souple dans le projet de loi pour que les autorités compétentes puissent dire non sans trop de problèmes de conscience.

MARCEL NIEDERGANG.

Le 19...c'est une affaire d'hommes



# PROCHE-ORIENT

## Israël

### VERS LA JUDAÏSATION DE LA GALILÉE

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — Conformément aux grandes lignes d'un plan arrêté il y a quelques années, le gouvernement israélien vient de décider de réquisitionner, à des fins d'habitat public, 2 000 hectares (20 000 dunams) de terres en Galilée.

Cette décision n'a pas été prise sans peine, en raison des protestations qu'elle va inévitablement soulever au sein de la population arabe. Celle-ci voyait, en effet, deux conséquences graves dans cette réquisition : elle sera dépossession d'un bien foncier et, selon le but proclamé par les autorités, la prédominance démographique sera réduite dans la région.

Car — on ne s'en cache pas à Jérusalem — il faut « judaïser la Galilée », peuplée essentiellement par des Arabes chrétiens et musulmans. On compte, selon certaines estimations, un juif pour vingt-sept Arabes dans une région située au nord du pays, entre Haïfa, sur la Méditerranée, et Tibériade, au pied du plateau syrien du Golan, ces deux villes étant en revanche, à forte population juive.

Ce plan de mise en valeur doit permettre de sortir la Galilée de son sous-développement et cela, affirment les autorités, au profit des Arabes comme des juifs qui viendront les rejoindre. De nombreuses agglomérations destinées à la population arabe seront créées ainsi qu'un réseau routier. Les terres salées sont dans leur localité rocailleuse et inhabitable. Selon un communiqué officiel, la réquisition s'effectuera aux dépens des organismes ou groupes suivants : 800 hectares seront pris à l'administration israélienne, 130 hectares font l'objet d'un accord d'échange de terrains avec leurs propriétaires, 630 hectares appartenant à des particuliers arabes, et 440 à des particuliers juifs. Tous seront indemnisés conformément aux règles en vigueur.

Les Arabes ont déjà exprimé une vigoureuse protestation. Leur porte-parole ont déclaré qu'ils ne s'opposaient pas à la mise en valeur de la Galilée, qui en a effectivement bien besoin, mais qu'ils refusaient de faire les frais d'une opération qui ne bénéficierait, selon eux, qu'aux juifs qui seront installés sur des terres dont on va les déposséder.

ANDRÉ SCAMAMA.

[Selon le porte-parole du Comité pour la défense des terres arabes, cité par l'Associated Press, l'Etat israélien s'est emparé, progressivement, depuis 1948, de 220 000 hectares sur les 400 000 que possédaient les Arabes lors de l'indépendance de l'Etat juif. Sur les 80 000 hectares appartenant encore à des Arabes, 30 000 seulement seraient arabes, a précisé le porte-parole du comité.]

## A TRAVERS LE MONDE

### Guinée-Bissau

- LA GUINÉE-BISSAU a décidé d'élire son propre parlement, le peso-guinéen, de mettre fin aux activités de la Banque nationale d'outre-mer portugaise, notamment de lui retirer le droit d'émission, et de la tenir pour responsable, ainsi que le gouvernement portugais, de la gestion monétaire antérieure à l'indépendance. Dans une note officielle, le gouvernement portugais condamne le « caractère unilatéral » de cette mesure et la façon dont il est procédé à la liquidation de la banque, mais se déclare prêt à continuer les négociations. — (A.F.P.)

### Japon

- ATTENTAT A LA BOMBE. — Deux personnes ont été tuées et quarante-cinq autres blessées, mardi 3 mars, par l'explosion d'une bombe au premier étage de l'immeuble qui abrite l'administration préfectorale d'Hokkaido (île septentrionale du Japon). Les enquêteurs rappellent que le quartier général de la police d'Hokkaido, situé à côté de l'immeuble, avait subi un attentat à la bombe le 12 juillet 1975. Le Front radical armé anti-japonais de l'Asie de l'Est avait revendiqué cet attentat. — (A.F.P.)

### Portugal

- DEUX MEMBRES DU CONSEIL DE LA REVOLUTION arrêtés après le 25 novembre ont été libérés le 1<sup>er</sup> mars, en attendant leur procès. Il s'agit du capitaine Carlos Almada Contreiras et du lieutenant Miguel Judas, qui avaient été emprisonnés en compagnie de deux autres officiers portugais, peu après la rébellion de plusieurs unités de gauche. Une vingtaine de militaires de haut rang demeurent détenus, parmi lesquels le commandant Otelo de Carvalho. — (A.F.P.)

## LA VISITE DE L'ÉMIR DE BAHREIN A PARIS

### M. Giscard d'Estaing : le moment est venu de jeter les bases d'une véritable coopération

Arrivé lundi soir 1<sup>er</sup> mars à Orly avec un retard de près de trois heures dû à une fausse alerte à la bombe, l'émir de Bahrein, le cheikh Issa Ben Salmane Al Khalifa, a été accueilli à sa descente d'avion par M. Giscard d'Estaing.

Dans la soirée, le président de la République a prononcé, à l'occasion d'un dîner offert à l'émir en l'honneur de sa visite, la politique de la France à l'égard de la crise au Proche-Orient. « Vous savez, a-t-il dit, quel prix la France attache, comme vous, à l'établissement d'une juste et durable paix au Proche-Orient, et quels efforts elle déploie en faveur d'un règlement d'ensemble qui tienne compte de ce qu'il y a de la justice dans le fonctionnement de l'économie mondiale, et à cet égard, les travaux qui sont en cours d'élaboration au sein de l'Organisation des Nations Unies confirment cet espoir. »

Ce règlement d'ensemble, a précisé M. Giscard d'Estaing, doit tenir compte de la volonté des Etats de la région de vivre en paix dans des frontières sûres, reconnues et garanties, de celui des pays arabes de recouvrer l'intégrité de leurs territoires, et enfin, celui du peuple palestinien à disposer d'une patrie. »

Le chef de l'Etat a exprimé sa satisfaction de constater que, sur les grandes questions internationales, nos préoccupations sont

les mêmes. Dans sa réponse, l'émir de Bahrein a félicité la France pour « l'attitude noble qu'elle a adoptée à l'égard du monde arabe et de la cause palestinienne, une attitude qui favorise le peuple palestinien, mais parce que, fondée sur la justice et le droit des peuples à l'autodétermination, elle est basée sur l'objectivité et l'équité. »

En ce qui concerne le dialogue Nord-Sud, le chef de l'Etat du Bahrein a fait l'éloge de la politique de la France « en ce qui concerne la soi-disant crise de l'énergie, car elle a choisi la voie du dialogue et non de la confrontation. »

Évoquant le dialogue euro-arabe, le cheikh Issa Ben Salmane Al Khalifa a déclaré : « Nous attendons de la France qu'elle joue le rôle de chef de file dans le monde arabe et ouvre les portes de l'Europe, car Bahrein est convaincu de l'importance et de la nécessité du dialogue entre le monde arabe et l'Europe. »

L'émir de Bahrein a souligné la solidité et l'ancienneté des relations historiques entre son

communes, nos intérêts parallèles et nos conceptions voisines. »

M. Giscard d'Estaing a encore déclaré, s'adressant à son hôte : « Nous apprécions en particulier la contribution qu'apporte la sagacité de votre politique à la stabilité du Golfe. Le peuple bahreïnien a eu admirablement tir parti des avantages de sa position géographique pour trouver une ouverture sur le monde extérieur, le moyen d'assurer sa prospérité, et l'occasion d'affirmer son activité et sa personnalité propres. »

Le président de la République a remercié l'émir de Bahrein pour « l'accueil favorable qu'il a réservé dès l'origine à sa proposition d'une conférence sur la coopération économique internationale ». Il s'est déclaré « convaincu que Bahrein partage notre espoir que des travaux de la conférence sortiraient un progrès de la rationalité et de la justice dans le fonctionnement de l'économie mondiale », et a noté que « les travaux qui sont en cours d'élaboration au sein de l'Organisation des Nations Unies confirment cet espoir. »

« L'émirité qui est née entre nous, l'importance de nos échanges, la volonté de nos préoccupations et de nos objectifs nous font espérer que la coopération entre nous sera une véritable coopération. »

Le chef de l'Etat a exprimé sa satisfaction de constater que, sur les grandes questions internationales, nos préoccupations sont

## CORRESPONDANCE

### Que se passe-t-il au Cambodge ?

A la suite de la publication dans le Monde des 17 et 18 février de deux articles de M. F. Ponchaud sur le Cambodge, nous avons reçu, M. Maurice Comte, assistant à l'université de Lyon II, ancien professeur à la faculté de droit de Phnom-Penh (1973-1975), nous a adressé les remarques suivantes.

Ces articles ne se contentent nullement de prendre pour argent comptant des informations biaisées, mais ils y ajoutent des déductions rapides et des sous-entendus qui témoignent, une fois de plus, d'une grave méconnaissance de la situation.

1. L'extermination et la disparition sont purement et simplement assimilées, alors que le cloisonnement de l'activité fait d'un voyage de quelques kilomètres une disparition.

2. Les « intellectuels », dont les Français se soucient fort, en dehors de chez eux, sont victimes de la barbarie paysanne. On pourrait élargir le nombre des victimes à l'intellectualisme de ces Cambodgiens qui se mesurent à l'aune de leur acculturation, mais il ne faut pas oublier qu'un grand nombre d'entre eux, parmi les meilleurs et les plus sincères, avait abandonné depuis longtemps la « démocratie républicaine » pour rejoindre les barbares.

3. Voici le Chinois, curieusement abandonné par Pékín, victime du racisme, alors même que ses compatriotes sont les maîtres de certaines provinces, pour ne pas dire du pays. On se le rappelle, lorsque l'on sait qu'une partie des Chinois et Sino-cambodgiens urbains constituent la totalité de la bourgeoisie marchande comprise dans le régime Lon Nol en échange de la liquidation des coopératives et du secteur public, avec en particulier la fin du contrôle du commerce extérieur.

4. L'Etat cambodgien était bouddhique, qu'il a-t-il de surprenant à ce que la nouvelle Constitution mette l'accent sur la liberté de croyance ? Quant aux bonzes, je ne doute pas que de nombreux aient été défringués, et cela devrait rejoindre tous ceux qui s'intéressent au bouddhisme : la prise de l'habit jaune était en effet un moyen fort pratique d'échapper à la conscription. Les familles aisées — les seules à pouvoir se passer d'un actif — vivent ainsi à multiplier les vocations par leurs fils. Il est inutile de préciser que pour ces jeunes gens les vertus n'allaient pas avec l'habit. Quant aux religieux qui vivent dans les zones libérées bien avant 1975, j'ai eu l'occasion d'en interroger un à Pursat. Comme je lui demandais quel était le sort réservé à la religion, il partit dans une longue diatribe très véhémente où il énuméra tous les travaux qu'il lui fallait faire, mais il fallut une seconde interrogation pour qu'il me parle, bien vaguement, des entraves à l'exercice de la religion. Parler des bonzes

# ASIE

## Chine

### Le « Drapeau rouge » dénonce le « mépris » de certains « compagnons de route » de la révolution à l'égard du socialisme

De notre correspondant

Pékin. — Le dossier d'accusation contre les « révisionnistes » s'est enrichi, mardi 3 mars, d'une des pièces les plus importantes qui avaient été publiées depuis le début de la campagne. Il s'agit d'un article signé par l'un des commentateurs les plus connus du Drapeau rouge, M. Chi Heng : il figure ce mois-ci au sommaire de la revue théorique du parti et est publié en première page des quotidiens de Pékin.

L'article est d'abord important par la caution qu'il donne, en le représentant à son compte, à des accusations formulées ailleurs. Il considère comme un « aveu » sans équivoque le passage de cette lettre citée par une affiche de l'université de Tsinghua : « Si on veut dire que vous restez le capitalisme, cela veut dire que vous travaillez avec succès » (le Monde daté 22-23 février). Une phrase est également citée : « Limiter le droit bourgeois suppose l'existence d'une base matérielle. » — qui est jugée révélatrice des « positions opportunistes » des dirigeants droitiers.

M. Teng Hsiao-ping n'est pas nommé, mais il est très clairement identifié. M. Chi Heng va même loin dans sa description du personnage : « Tout le monde se rappelle bien que le responsable engagé dans la voie capitaliste, et qui a inspiré le vent déviationniste de droite, a appliqué autrefois une ligne bourgeoise réactionnaire d'association de Lin Shao-chi au début de la grande révolution culturelle prolétarienne dans le but d'écraser ce grand mouvement de masse révolutionnaire. »

Le commentateur dépasse, pour la première fois peut-être depuis le début de la campagne, le niveau de la polémique pour s'engager dans une analyse de fond. « Pourquoi, demande-t-il, des gens qui avaient fait la révolution démocratique choisissent-ils une autre chemin dans la révolution socialiste et deviennent-ils des responsables engagés dans la voie capitaliste ? Pourquoi de tels responsables ont-ils choisi la voie réactionnaire et qui avaient

juré de ne jamais en remettre en cause les conclusions, jettent-ils une fois revenus à leur poste de travail un vent déviationniste de droite (...) et refusent-ils même de corriger leurs fautes ? Pourquoi ces responsables ont-ils mis l'existence et la lutte des classes et se sont-ils opposés à ce que la lutte des classes soit prise comme axe multistop ? »

## Des personnages

### « minoritaires »

S'efforçant de répondre à ces questions, M. Chi Heng explique que les « compagnons de route » qui ont participé à la première phase « démocratique » de la révolution, c'est-à-dire à la lutte contre l'impérialisme et le féodalisme, rencontrent du fait de leur « nature de classe », bourgeois ou petite-bourgeoise, d'extrêmes difficultés à s'adapter aux objectifs de la révolution socialiste, dont le but est d'établir la dictature du prolétariat. De là, leur « mépris » pour la révolution culturelle, leur « haine mortelle » pour des nouveautés.

Ce phénomène n'est pas nouveau, observe un commentateur, qui cite de nombreux exemples choisis depuis 1953 — où des

membres du P.C. se sont opposés à la marche en avant de la révolution. Or, écrit-il, « ne pas vouloir progresser signifie reculer, ne pas faire la révolution équivaut à faire la restauration, ne pas avancer sur la voie socialiste équivaut à cheminer sur la voie capitaliste ». Le fond de l'air est que « les chefs de file de la ligne réactionniste sont des représentants de la bourgeoisie et s'opposent à la révolution contre la bourgeoisie, notamment à la révolution contre les agents de la bourgeoisie au sein du parti ».

M. Chi Heng, qui met l'accent sur l'aspect éducatif de la « lutte en cours », laisse, malgré tout, entendre que le P.C. reste disposé à « travailler pour l'unité », et que ses rangs peuvent encore rester ouverts à ceux qui corrigent leurs erreurs. Tel n'est pas, cependant, si l'on comprend bien, le cas de M. Teng Hsiao-ping, accusé très explicitement de se refuser à cet examen de conscience. De tels personnages, conclut avec confiance M. Chi Heng, « sont minoritaires, la vérité n'est pas entre leurs mains et les masses ne sont pas de leur côté ». L'auteur ne précise pas entre les mains de qui est le pouvoir. Est-ce à dire que c'est aux masses qu'il appartiendra de ramener à la raison, ou d'abattre, ces « minoritaires » ?

ALAIN JACOB.

# FOIRE AUSKI

(DU 28 FEVRIER AU 6 MARS)

ENSEMBLE SKIS DRAC  
(ou) OLYMPIQUE S  
(ou) OLYMPIA (Rossignol)  
(ou) CDX (Kneissl)  
+ FIXATIONS LOOK NEVADA N17 (73)

POUR 500 F

ENSEMBLE SKIS VTX (Kneissl)  
(ou) RTX (Kneissl)  
(ou) LANGE

+ PLAQUE LOOK LK 5  
POUR 700 F

ENSEMBLE SKIS LANGE  
+ RETRACTABLE BURT  
POUR 800 F

ANORAKS OLYMPIC - HECHTER  
FUSALP - V de V  
COSSIA - MOSSANT

A PARTIR DE 150 F

\* La Foire au ski, c'est aussi des prix pour toutes les chaussures et les skis ; et des prix de location : à partir de 150 F pour les skis et de 50 F pour les chaussures.

TEAM 15

Paris : 100 RUE DE LA PAIX, 44-46, 48, 50, 52, 54, 56, 58, 60, 62, 64, 66, 68, 70, 72, 74, 76, 78, 80, 82, 84, 86, 88, 90, 92, 94, 96, 98, 100  
Tous les magasins de la chaîne sont ouverts tous les jours de 10h à 19h  
Carrefour Commercial Régional :  
TEAM 1 ROBERT  
TEAM 2 MASSY MARNE  
TEAM 3 BELLY D'OR  
TEAM 4 VELVET  
TEAM 5 CHETEN SOLEIL  
TEAM 6 LYON LA PART DIEU

TEAM 5, LES MAGASINS DE SPORT QUI DONNENT ENVIE DE FAIRE DU SPORT.

صلى الله عليه وسلم



## ASIE

# SRI-LANKA OU LE RÉFORMISME A PAS COMPTÉS

## III. — « La politique, c'est le riz »

De notre envoyé spécial  
GERARD VIRATTE

Bien que la guérilla ait cessé, les facteurs qui ont conduit à l'insurrection d'une partie de la jeunesse en 1971 ne sont pas résorbés. D'autre part, le sentiment de frustration s'est accru ces dernières années dans la minorité tamoule et des incidents ont eu lieu récemment dans le nord de Sri-Lanka (« le Monde » daté 28 février-1<sup>er</sup> mars et 2 mars).

Colombo. — « C'est grâce au paysan chinois qu'on a pu éviter la famine. Or, en Chine, 12 % des terres sont cultivables. À Sri-Lanka, 45 % le sont. » Telle est la première leçon, et responsable des coopératives, Mlle Chandrika Bandaranaike ne craint pas de souligner les échecs scandaleux. Sri-Lanka, pays agricole relativement riche où 62 % de la population habite en zone rurale, ne couvre que les deux tiers de ses besoins en produits alimentaires. L'agriculture de subsistance est insuffisamment développée. Dans le cadre d'un vieux accord de troc, la Chine livre du riz à Sri-Lanka en échange d'une grande partie de sa récolte de caoutchouc. Il faut donc combler par des importations ruineuses le déficit de la production céréalière. La valeur de ces achats de produits alimentaires (essentiellement riz, farine et sucre), qui représente 45 % du total des importations (17 % pour le riz à lui seul), est passée de 1,3 milliard de roupies (1) en 1973 à 2,150 milliards en 1974. Malgré cela, les quantités de céréales distribuées par le gouvernement à la population — mesure économiquement très discutée pour un pays qui ne se suffit pas à lui-même — sont en diminution depuis 1971. Colombo a dû réduire à une livre gratuite et à deux livres à un prix subventionné la ration de riz par personne et par semaine. Ce n'est bien entendu pas cette mesure qui l'a rendu populaire. Car, dit-on ici, « la riz est politique, et la politique, c'est le riz ».

D'autre part, le sol et le climat de l'île se prêtent fort bien à la culture de la canne, et les autorités ceylannaises ne tournent qu'un tiers de leur capacité de production. « Des Hautes Indes nous associent à l'Inde », qui fournit le sucre, explique complaisamment un économiste. De même, en 1970, Ceylan avait dépensé en achats de piments, notamment en Inde, autant d'argent que le tourisme lui en avait rapporté (2). Il n'est donc pas étonnant que le balance des paiements soit chaque année en déficit. Celui-ci s'est élevé en 1974 à un niveau jamais atteint : 1,237 milliard

de roupies (contre 289 millions en 1973). Certes, l'augmentation des prix du pétrole explique en partie cette évolution. La 1974, pour Colombo, a triplé de 1973 à 1974. Mais cette sortie de devises a été grosso modo compensée par l'aide financière de certains pays producteurs. Évidemment inéquitable : les progrès des exportations traditionnelles — piments, sucre, bien, l'économie a conservé sa structure coloniale et ne permet pas de faire face à l'accroissement des importations.

Les neuf dixièmes des recettes extérieures proviennent de la vente du thé, du latex et des sous-produits de la sève de caoutchouc (café et huile). Or, les productions de ces trois denrées ont diminué de façon sensible : de 800 millions de livres en 1974 à 445 millions de livres en 1975 pour le thé ; de 350 millions de livres en 1974 à 301 millions en 1975 pour le caoutchouc ; la production de coco était, la

même année, inférieure de 33 % à son niveau de 1972. Les recettes de ces exportations se sont maintenues parce que les cours ont augmenté mais Sri-Lanka n'a pu profiter réellement de cette conjoncture favorable puisque la production baissait. Et ces recettes « couvrent » à peine la valeur des achats alimentaires. L'économie tout entière de l'île pâtit de cette situation. Le revenu des familles s'aggrave ou baisse (les deux tiers de la population active sont employés dans les activités orientées vers l'exportation). Les banques centrales donnent une explication qu'il est difficile de mettre en doute : la raison du climat d'insécurité qui a pris dans le secteur des plantations à la suite des menaces de nationalisations (3), il y a eu négligence dans la plupart d'entre elles.

### Une apparente léthargie

Certes, une politique d'« amitiés assuies », comme l'appelle un économiste, assure au gouvernement différents concours financiers : la Chine accorde des prêts sans intérêts, l'Union soviétique une assistance financière et technique, la Banque mondiale et plusieurs pays occidentaux font de même. Mais la dette extérieure — 3 milliards de roupies en 1974 — a doublé au cours des quatre dernières années.

Le gouvernement ne reste cependant pas les bras croisés. La politique de Front uni a été marquée par le souci de nourrir au mieux une population qui, à l'exception des « tamouls indiens », ne souffre pas de malnutrition, et d'atténuer d'abord dans les campagnes, le chômage (800 000 personnes sans travail).

L'agriculture commence à se diversifier. Le régime conservateur avait antérieurement lancé avec succès le programme « Grow more food » (« Produisez davantage de denrées alimentaires ») ; celui de Mme Bandaranaike a entrecoupé, dans un esprit semblable, une campagne, le Food Drive. Ainsi bien, la production de riz a-t-elle augmenté de 22 %, de 1973 à 1974 ; d'autres cultures (maïs, sorgho et le manioc, qui fait de bons progrès. Mais ces efforts ne sont pas suffisants. « N'importe quel va se promener dans les régions productrices de paddy peut constater que les fermiers et les paysans ne cultivent pas autant qu'il serait possible de le faire », écrit l'hebdomadaire Tribune. Quelles sont les raisons de cette apparente léthargie : le manque de stimulants idéologiques et matériels, les structures

économiques héritées de la colonisation, les traditions bouddhistes dominantes et les faibles revenus sont attachés, le moteur du climat tropical ?

De grandes transformations sont pourtant en cours dans les campagnes ceylannaises. Si l'on ne peut parler véritablement de réforme agraire, du moins une réforme foncière est-elle largement amorcée. Elle a un double objectif : libérer le pays des dernières séquelles de la colonisation britannique, répondre au défi des besoins de 1971. Il s'agit de changer le plus fondamentalement depuis l'indépendance. Il n'était pas inscrit au programme de la coalition de gauche, en 1970, il porte atteinte au droit de propriété.

Depuis 1972, les Ceylannais ne peuvent plus posséder d'exploitations supérieures à 50 acres par famille. Il n'était pas sûr, auparavant, que la superficie des terres plantées privées excédât 200 acres. La grande bourgeoisie tenait — à laquelle appartient la famille — à une puissance amoindrie. Cinq cents hectares, cela représente le dixième des plantations de caoutchouc et de thé (celles d'habitat ayant été exclues). La superficie inférieure à 50 acres — ont été ainsi dégelées. Ces terres sont maintenant gérées soit par des fermes d'État, soit par des coopératives. Dans le premier cas, l'exploitation conserve sa forme antérieure. L'État patron communique le projet des plantations, et la production est à peu près maintenue, mais il s'agit des meilleures terres, constatent des experts.

Plus novatrice est l'expérience des coopératives. « De nombreux paysans », explique Chandrika Bandaranaike, ne voudraient pas que les terres leur soient distribuées. Ils souhaitent que de grandes unités de production soient conservées. « Le partage de ces plantations en minifundia était techniquement inadapté, socialement injuste et économiquement impossible à organiser pour une production intensive », déclare M. Jacques Mayer, directeur technique de la Société d'assistance technique générale (SATEC), après une mission à Ceylan.

La Commission de la réforme agraire, sous l'autorité de Chandrika Bandaranaike, a la responsabilité de 185 coopératives de 40 000 acres de plantations de 50 à 500 acres sur lesquelles vivent quinze mille à seize mille familles. La commission a pour tâche de répartir, place à la tête des coopératives, l'un de ses représentants. Mais ce sont des comités élus par l'ensemble des membres de chaque coopérative qui se chargent de leur gestion. L'Assemblée ne comprend d'ailleurs pas que les anciens employés, des coopératives, mais aussi des paysans sans terres, des chômeurs d'origine urbaine et des étudiants sans expérience de l'agriculture qui peuvent former jusqu'à 20 % du personnel. Regroupant, d'autre part des familles appartenant à des castes différentes ce person-

nel n'a rien d'homogène. Il y a des inadaptés des déficiences. Les coopératives auraient plutôt tendance à vouloir se reposer sur la commission, sur Colombo. Ils manquent souvent de matériel, de plants, de moyens, mais aussi d'initiativistes. Nous avons visité une de ces coopératives dans la région de Kandy. L'exploitation appartenait naguère à un homme d'affaires de la capitale. Elle regroupait cinquante-cinq familles : les cultures (cocoitiers, bananiers, patates douces) semblaient convenablement entretenues ; les récoltes sont faites au moment approprié. Les livres comptables, en cinghalais, sont bien tenus. Mais ce n'est pas l'enthousiasme. Les coopératives ne reçoivent que 5 roupies par jour (100 à 125 roupies par mois), soit beaucoup moins que ce que peut gagner un agriculteur indépendant (350 à 400 roupies par mois). Ils disposent d'un lopin de terre et il faut bien le défrayer et le retenir. « Le but est de revenir à une structure villageoise plus humaine, comme avant la colonisation, où la propriété, l'exploitation et le profit étaient mis en commun », explique encore Mme Bandaranaike. Elle veut dire que l'agriculture soit intensifiée et diversifiée. C'est ce que propose M. Mayer, en suggérant des cultures intercalaires intensives sous les coco-

### Nationalisation avec indemnisation

Les plantations qui appartenaient à des sociétés britanniques sur lesquelles se produisent un tiers du thé deviendront sans doute des fermes d'État. Leur nationalisation a bien entendu été présentée comme un problème de décolonisation économique. Colombo fut encouragé à agir — prudemment, dit-on — lorsque le local dirigeant apprit, au début de l'année, que 10 000 acres de plantations avaient été achetées en Borneo par des hommes d'affaires arabes et de Hongkong. Pour couper court à de telles opérations, le ministre racheta, par la suite, une trentaine de plantations étrangères. Il faut la prise en main de l'ensemble de ces plantations était prévue de longue date, mais le gouvernement n'a pas voulu s'attirer l'hostilité de Londres et des puissances financières qui achètent et vendent le thé, et qui conservent un quasi-monopole de la distribution (4). Mme Bandaranaike était disposée à accorder une indemnisation à ces compagnies — qui ne se privèrent sans doute pas d'utiliser des compensations pour développer des plantations concurrentielles en Afrique orientale — afin de préserver les débouchés traditionnels du thé de Ceylan. « Il a sa réputation propre, il croquera toujours, mais il n'est pas possible de supprimer d'emblée les sujétions liées à cette production d'exportation, ni d'ailleurs l'agriculture de plantations. Ce n'est qu'après avoir remplacé le thé à la fin de colonies par des cultures vivrières, compte tenu de la place qu'il occupe dans l'économie ? (5) représentera 40 % en valeur des ventes extérieures. »

Le secteur d'État, déjà important dans les assurances et les banques, étend, mais l'entreprise privée n'est pas abolie. La bourgeoisie nationale n'a pas les conditions matérielles qu'il faut pour une certaine importance au cours des dernières années, no-

tièrement dans le commerce, alors que les petits paysans (utilisant encore des instruments aratoires rudimentaires) se sont plutôt appauvris. Elle a été « reconfortée » par la nomination de M. Felix Dias Bandaranaike au ministère des finances, d'autant plus que le neveu du premier ministre a dirigé les banques d'affaires de son pays à l'étranger. « Ce gouvernement gère le système capitaliste mieux que des capitalistes. C'est une manière de préserver la réputation de l'île », nous dit le chef du P.C. ceylanno. Le socialisme à la ceylannaise est une démarche, un réformisme à pas comptés, qui ne traite pas certains problèmes délicats mais importants, comme celui des castes ou l'antagonisme ethnico-religieux. Le pouvoir remodèle le secteur agricole sans pour autant entraîner des bouleversements sociaux et mobiliser les « masses ». Le représentant dans les campagnes du parti de Mme Bandaranaike a l'autorité d'un potentat. Le gouvernement réduit d'autre part les inégalités sociales en élevant le haut de l'échelle des revenus (les salaires sont plafonnés à 2 000 roupies par mois) ; la propriété immobilière individuelle est limitée. L'éducation, la médecine, sont gratuites ; les transports en commun, subventionnés, sont très bon marché.

Comme autrefois son mari, Mme Bandaranaike cherche, sans en avoir les moyens, à réaliser un État-providence dont les Tamouls s'estiment exclus. Il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour que l'économie repose sur des bases solides et que la société soit plus juste.

FIN

- (1) Une roupie ceylannaise : 0,59 F.
- (2) Au cours du premier semestre 1973, la Chine a été le premier partenaire commercial de Sri-Lanka.
- (3) Cf. René Dumont, *Paysannes aux abois* (Le Seuil).
- (4) Seul pour le moment, où le plafond est de 25 acres (1 acre : 0,47 hectare).

## PARIS TORONTO UN VOL PLUS RAPIDE, PAR AIR CANADA.

Si vous désirez aller à Toronto, et y aller vite, prenez Air Canada. Cet hiver, au départ de Paris-Charles-de-Gaulle, Air Canada assure 4 vols par semaine pour Toronto. 4 vols directs : vous passerez toujours par Montréal, mais sans descendre d'avion — il n'y a plus qu'une escale technique. Et vous passerez la douane en arrivant à Toronto : ce qui va beaucoup plus vite.

Vous le voyez, pour aller au Canada, Air Canada vous simplifie vraiment les choses. Et en plus des 4 vols hebdomadaires Paris-Toronto, il y a aussi, chaque semaine, 5 vols Paris-Montréal assurés par Air Canada.

Nous serions tellement contents de vous accueillir.



**AIR CANADA**  
Paris-9<sup>e</sup> : 24, bd des Capucines - Tél. 273.84.00  
Lyon-2<sup>e</sup> : 63, rue du Pté-Herriot - Tél. 42.43.17

### ...Cet été, la TURQUIE vous attend

Bien sûr, il y a Istanbul, ses mosquées, ses palais, églises et musées, mais la Turquie, c'est aussi de merveilleux rivages ensolés, des plages au sable d'or, de ravissants petits ports nichés au fond de baies tranquilles et puis, de prestigieuses villes antiques aux rues chargées de siècles de gloire.

et Istanbul n'est qu'à 3 heures de Paris  
par **TURKISH AIRLINES**  
34, avenue de l'Opéra - 75002 Paris, Tél. 073.60.85

Pour tous renseignements :  
**BUREAU DE TOURISME ET D'INFORMATION DE TURQUIE**  
102, avenue des Champs-Élysées - 75008 Paris  
Tél. 225.78.68 et 225.79.84

**Topka Tours**  
plages, soleil, découvertes  
**ISTANBUL**  
8 jours, Paris-Paris  
à partir de **1185 F**  
**France-Tourisme**  
1, rue Auber - 75009 Paris, Tél. 742.27.40  
LICENCE N° 101

réussite professionnelle



parlez  
en public  
avec  
aisance

contacts faciles

Vous souhaitez conquies en vous et aisance parfaite. Votre Personnalité s'épanouira : vous Réussirez mieux. Technique moderne ; entraînement hebdomadaire en petits groupes mixtes à Paris. Séances au choix : journée - soirée - ou samedi matin. Dem. Notice : Institut de Perfectionnement Personnel - 25 - 6, rue Marmont (91160) St-Mandé - 328.59.19. Semest. accésibles pour étudiants.

Le grand débat politique d'aujourd'hui :

Le Parlement européen

Dans le numéro spécial de mars 1976 de

**30 JOURS D'EUROPE**

La vie quotidienne de 260 000 000 d'Européens.

**GRATUIT**

Si vous voulez recevoir gratuitement 30 JOURS D'EUROPE pendant 3 mois envoyez ce bon

61, rue des Belles-Feuilles Paris 16<sup>e</sup>

NOM \_\_\_\_\_

RUE \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_

**HARRISON :**  
Principes de médecine interne  
2<sup>e</sup> édition française, traduction de la dernière édition américaine  
2220 p. 340 F.

Toute la médecine

- Pathologie médicale
- Principaux syndromes
- Grandes thérapeutiques

Flammarion médecine-sciences  
20 rue de Valenciennes 75006 Paris

# AFRIQUE

## LA CRISE DU

El Aloun. — La ville de Smara, à Smara, offrait le vendredi 27 février une vision surréaliste. Des maisons mortes, fenêtres aveugles, portes bouclées de l'extérieur. Et, marchant dans la rue vide, trois journalistes suivis à vingt pas de sept policiers.

Où étaient passés les sept mille six cents habitants que Smara, capitale religieuse du Sahara occidental, comptait il y a six mois ? En restait-il cinq cents ? Des drapeaux marocains, en revanche, nous en décomptons plusieurs par maison, en tout quatre à cinq mille. Des portraits de Hassan II étaient placardés aux murs. A chaque coin de rue, deux soldats postés, l'arme à la main. Dans la ville, comme aujourd'hui dans tout le Sahara occidental devenu marocain, il flottait plus qu'un air d'occupation.

C'était cependant un grand jour pour Smara. Le ministre de l'Intérieur en personne, M. Mohamed Hadou Echiguer, installait le premier gouverneur marocain de la province, M. Saïd Ouassou, un homme sûr qui a fait ses premières armes à Beni-Mellal, chez les Berbères du Moyen-Atlas. Sur la grande-place, devant la mosquée, des drapeaux de laquelle on lit encore, gravés dans le plâtre, des slogans pour l'indépendance, l'estrade officielle était dressée sur quatre bidons.

### Une résistance muette

M. Mohamed Hadou Echiguer, qui y avait pris place, mit en garde la centaine de notables sahraouis barbus qui formaient la meute assise : « Il n'y a pas de discussion possible sur l'appartenance du Sahara au Maroc, dit-il. Si cela

est nécessaire, le peuple sahraoui enverra une seconde fois jusqu'ici pour l'affirmer. »

« Ici c'est le Maroc. Où que se soit, nous n'avons pas rencontré un interlocuteur marocain qui tienne un autre langage. »

Les uns et les autres usent sans doute d'un vocabulaire différent pour dire leur conviction. Nationalisme chez beaucoup de dignitaires du régime marocain. « Si le roi nous dit : marchez vers le Sénégal, nous répéterons, jusqu'au Sénégal : la terre est marocaine. » Foi profonde exprimée avec plus de modération chez les combattants. Tous, pourtant, disent les mêmes choses : qu'il leur faut passer sur le corps pour leur reprendre un Sahara perdu seulement l'espace d'un demi-siècle de colonisation ; que la reconquête n'avait que trop tardé, et que cette longue attente excusait les maudissements commises pendant le processus de récupération ; qu'ils ne comprennent rien à l'opposition absurde d'Alger, et qu'ils se demandent quels desseins l'Algérie peut avoir en l'affaire, elle qui a annexé sans coup férir la plus grande partie du Sahara ; qu'ils jugent bien méritée la leçon de modestie donnée par Hassan II au président Boumediène ; bref, qu'il serait stupide d'en arriver à une guerre entre deux pays frères ; que cela dit, le Maroc ne transigera pas, et que tout son peuple est derrière le roi.

« Ne dites rien qui me trahisse. Je suis Polisario à 100 %. Mais maintenant, je suis aussi comme une miette de pain entre les dents du roi sahraoui. » Ce vieux cheikh raconte d'instinct à El Aloun exprime le

## « Ici c'est le Maroc »

De notre envoyé spécial P.-M. DOUTRELANT

sentiment de neul sur dix des Sahraouis qui n'ont pas fui en Algérie. Une réclamation muette. Il reste au Sahara occidental de 30 à 60 % de la population recensée par les Espagnols. « Les sol-dit-forces ont été emmenés de force en Algérie », répètent les autorités marocaines. Fait-il. Ce dont nous sommes sûr, c'est qu'il a été fabriqué des oracles indisciplinés, les Sahraouis présents au Sahara, tout comme leurs frères absents, nous interrogeons à Tindouf, n'ont pas assez de mots pour dénoncer l'oppression et l'invasion marocaines.

Pourquoi ne sont-ils pas partis ? La plupart de leurs parents l'ont fait, répètent-ils. Ils sont restés pour préserver les biens de leurs familles ; non parce qu'ils étaient trop vieux, mais parce qu'ils ne se sentaient pas la force de vivre en exil. Pourquoi ont-ils tous accouché des drapeaux marocains à leur porte ? Parce que, dès l'entrée de « l'envahisseur », la police en a fait la distribution de maison en maison. Pourquoi ne font-ils rien pour extérioriser leur mécontentement ? Parce qu'ils ont peur.

Ils vivent chez eux, entre eux, ils se défendent. Ils limitent à l'indispensable les rapports avec les autorités. Ils enseignent à leurs enfants un esprit de résistance. « Qu'est-ce que tu es toi, une Sahraoui ou une Marocaine ? » demandait cette mère à sa fille de deux ans. Ils écrivent, en lettres blanches, sur les murs, les noms des villages sahraouis qu'ils ont perdus.

troupe marocaine. Ils peignent des pigeons aux couleurs du Polisario. Ils questionnent avec tiévre celui qui revient des zones de combat. Ils ignorent les festivités populaires organisées à leur intention. Ainsi, vendredi 27 février, à El Aloun, autour du cortège de troupes folkloriques marocaines appelées à se produire pour la fête du trône, et qui défilait dans la ville, il n'y avait que des soldats des forces royales et des policiers en civil et en uniforme. Pas un seul Sahraoui parmi les badauds. Attitude habile, car elle place la communauté sahraoui dans la même position d'occupé, de colonisé, qu'auparavant l'Etat espagnol.

Une toute petite part de la population sahraoui, menée par les anciens membres de la Djamaa collaborait avec les autorités. Elle justifie son ralliement par deux arguments : le dévouement du peuple sahraoui. « Un seul médecin autochtone, peu ou pas de cadres militaires, diplomatiques, économiques. Le Sahara occidental n'a rien pour devenir un Etat », explique M. Brahim Ould Seïchir, vice-président de l'ex-Djamaa : ensuite, l'absence totale de liens de travail, d'amitié ou de famille, avec l'Algérie, qui aurait pu parer un Sahraoui indépendant.

Mais les membres de la Djamaa seraient plus écoutés si du temps de la colonisation espagnole ils n'étaient pas apparus comme les hommes de Madrid. Jamais un mot non plus contre les « colonisateurs » commises à leur arrivée par les forces marocaines.

Pourtant elles furent assés attentives pour que des officiers des forces royales acceptent de nous en parler. A la Casa del Placer, autre bastion du Polisario, on a confisqué les armes, bien sûr, mais il y a eu aussi des vols d'argent et de bijoux. A son arrivée à El Aloun, fin novembre, M. Ben Hachem, le chef de la police, fut présenté aux autorités espagnoles comme étant « un grand artiste ». Des ennus ont été faits aux propriétaires de Land-Rover qui refusaient de conduire des gens aux manifestations pro-marocaines. Ordre a été donné, pendant le séjour de l'envoyé de l'ONU à El Aloun, de brûler des pancartes préparées par les militaires. Un laissez-passer a été exigé pour tout déplacement en dehors des agglomérations. Contrairement à la tradition espagnole, des femmes sahraouis ont été emprisonnées.

### Un carcan policier

Et surtout, le dispositif policier, justifié « par la nécessité de protéger les derniers colons espagnols » (sic), est omniprésent, tentaculaire.

Sans doute les autorités ont-elles pris conscience de la maladresse de cette politique. Chaque bémol renforce les sentiments anti-marocains de la population. Aujourd'hui, tout en maintenant par « prévention » le carcan policier, elles préchent l'apaisement, appellent au retour des enfants prodiges égarés « par la propagande d'une puissance étrangère » ; promettent le pardon à tous ceux qui ont commis les crimes de l'occupation. Elles ont un repentir sin-

cére au cœur, furent acte d'alignement à Hassan II ; assurent que le Maroc, « sans être les Etats-Unis d'Amérique », va consacrer de grosses sommes au développement économique du Sahara.

Trois cents millions de dirhams cette année (1), de 1 à 2 milliards dans le prochain plan quinquennal. Les travaux de la voie ferrée Marrakech-Bou-Craa sont déjà en adjudication. Les bidons sont à pied d'œuvre pour élargir la voie à 1,40 mètre à Tan-Tan-Smara. D'Agadir partira une nouvelle route transsaharienne. El Aloun et les plages environnantes accueillent bientôt les touristes découragés par les encombrements des îles Canaries. La Sagula-E-Hamra se couvrira d'oliviers. « L'eau est à 2 mètres sous le sol », et les Espagnols en ont découpé partout des nappes. Les Marocains n'ont plus qu'à lorer les putts. « Et si l'eau de mer... » Les Sahraouis ont des devoirs de Marocains. Ils en auront tous les droits. C'est une décolonisation idéale que nous pratiquons », affirmait, voilà peu de temps, en présentant le programme économique, M. Elhas Basri, secrétaire d'Etat marocain à l'Intérieur.

Mais les Sahraouis, que veulent-ils ? Moins que jamais, il n'est question de les consulter. Peuple d'une grande dignité dans l'épreuve, et qui n'a contre lui que d'être trop peu nombreux sur un territoire dont les sables pourraient contenir d'autres richesses que le phosphate. Qu'offre-t-on aujourd'hui à ce peuple ? L'abandon marocain, la culture marocaine, ou bien l'exil en Algérie et une lutte fort incertaine ?

(1) Le dirham vaut 133 F.

## DEUX POINTS DE VUE

### Un droit intangible : l'autodétermination

par MAURICE BARBIER (\*)

L'AFFAIRE du Sahara occidental est devenue, par la force des choses, un conflit ouvert entre le Maroc et l'Algérie, au point de menacer la paix dans la région. Les différentes parties engagées dans ce conflit invoquent des droits qu'elles estiment bien établis, et qui ont été maintes fois exposés tant par les spécialistes que par les diplomates. Les actions entreprises par la Mauritanie, et surtout par le Maroc et le Front Polisario, représentent le peuple sahraoui, ont été accomplies au nom de ces droits et pour les défendre. Le conflit a donc incontestablement un aspect juridique.

Le Maroc et la Mauritanie prétendent avoir des droits sur le Sahara occidental, le premier sur la Sagula-E-Hamra au nord, et la seconde sur le Rio-de-Oro, au sud. Sur la base de ces prétentions, ces deux pays se sont entendus pour se partager le territoire, et ont conclu un accord avec l'Espagne, puissance administratrice, pour faciliter son retrait et prendre sa succession. Mais, de son côté, le Front Polisario, soutenu politiquement et militairement par l'Algérie, invoque le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément aux multiples résolutions de l'ONU depuis une dizaine d'années.

Jusqu'à une date récente, ces différents droits s'opposaient d'une manière inconciliable. Surtout, il y avait une réelle incertitude sur l'ampleur de ces droits, sinon sur leur existence même : le Sahara occidental faisait-il partie intégrante du territoire marocain ou relevait-il de la Mauritanie ? Et dans quelle mesure ? Ou bien était-ce un territoire non autonome (au sens donné par l'ONU à ce terme), dont la population pouvait exercer librement son droit à l'autodétermination ? Il était très difficile de répondre avec certitude à ces questions juridiques, qui se posaient d'une manière inévitable.

### Le droit applicable

Mais désormais, il n'est plus possible d'avoir d'hésitations, car la question proprement juridique a reçu une réponse qui paraît sûre et définitive. En effet, le 16 octobre 1975, la Cour internationale de justice de La Haye a donné un avis consultatif sur cette affaire à la demande de l'Assemblée générale de l'ONU. Certes, il s'agit d'un simple avis consultatif, qui, à la différence d'un arrêt, ne saurait avoir une valeur juridique obligatoire. De plus, il comporte certains défauts secondaires, que les spécialistes

ne manqueront pas de commenter. Cependant, il n'est pas sans valeur juridique, car, en le rendant, la Cour a dit le droit, même si ce droit n'a pas force obligatoire pour l'ONU ni pour les parties intéressées.

Cette valeur juridique est renforcée par le fait que l'avis a été demandé par les Nations unies à l'Assemblée générale de la Mauritanie, et par le fait que le Maroc (mais non la Mauritanie) a pu désigner un juge ad hoc en raison de la présence d'un juge espagnol sur le siège, et les différentes parties ont plaidé leur cause comme dans une action contentieuse.

Or, que dit cet avis consultatif, qui est passé un peu trop inaperçu à l'époque, en raison de la « marche verte » lancée aussitôt par le roi Hassan II ? Ses conclusions sont à la fois nuancées et fermes et elles peuvent se ramener à quatre points.

1) Tout d'abord, au moment de la colonisation espagnole, c'est-à-dire à une époque commençant en 1884, le Sahara occidental n'était pas un territoire sans maître (terra nullius). Point adopté à l'unanimité des seize juges.

2) A l'époque considérée, il y avait des « liens juridiques d'allégeance entre le sultan du Maroc et certaines tribus situées sur le territoire du Sahara occidental ». De même, il y avait des « droits, y compris certains droits relatifs à la terre, qui constituaient des liens juridiques entre l'ensemble mauritanien (correspondant à peu près à l'actuelle Mauritanie) et le territoire du Sahara occidental ».

3) En revanche, il n'y avait « aucun lien de souveraineté territoriale entre le territoire du Sahara occidental d'une part, le royaume du Maroc ou l'ensemble mauritanien d'autre part ». La Cour s'est prononcée par quatorze voix (y compris le juge ad hoc) contre deux concernant les liens juridiques du territoire avec le Maroc, et par quinze voix contre une concernant ses liens juridiques avec l'ensemble mauritanien.

4) Enfin, la Cour en déduit qu'il n'y avait pas de liens juridiques de nature à modifier l'application de la Déclaration

sur l'octroi de l'indépendance (adoptée par l'ONU en 1960) et « le principe d'autodétermination » à l'expression libre et authentique de la volonté des populations du territoire ». Malgré les apparences, cette précision n'est pas inutile ni opportune, car l'avis est donné pour aider l'ONU « à définir sa politique de décolonisation » et « à se prononcer sur les thèses du Maroc et de la Mauritanie ».

### Une question tranchée

Ainsi, on peut considérer que la question juridique est désormais tranchée d'une manière incontestable. Contrairement à leurs prétentions, ni le Maroc ni la Mauritanie ne possèdent un droit de souveraineté territoriale sur le Sahara occidental ; même si, dans le passé, il y avait des liens juridiques d'allégeance entre le sultan marocain et certaines tribus du territoire ; même si l'un avait certains droits formels des liens juridiques entre l'ensemble mauritanien et le territoire. Ni le Maroc ni la Mauritanie ne peuvent donc invoquer des droits de souveraineté sur le Sahara occidental pour l'occuper par la force, se livrant ainsi à un fait accompli sans fondement juridique. En revanche, un droit intangible et inaliénable demeure clairement affirmé par la Cour : c'est le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, qui ne peut s'exercer authentiquement que si la liberté des populations est garantie. Ce qui suppose évidemment le retrait de toutes les forces étrangères du territoire et probablement l'intervention de l'ONU sous une forme à déterminer.

Tel est, semble-t-il, le droit international applicable dans le cas du Sahara occidental. L'avis de la Cour de La Haye apporte non seulement une contribution appréciable au droit de la décolonisation, mais une lumière précieuse pour la solution du conflit. Certes, par lui-même, ce droit ne peut s'imposer avec force obligatoire aux parties intéressées, mais il est désormais établi, et il appartient à la diplomatie de le traduire dans les faits. Un échec à ce sujet pourrait être un danger pour l'avenir d'un problème comparable à plusieurs égards et encore plus explosif : celui qui se posera demain de l'autre côté de l'Afrique, à Djibouti, qui connaît une situation presque semblable. Cette perspective pourrait inspirer l'attitude de la France à propos du conflit saharien.

(\*) Maître assistant de sciences politiques à l'université de Nancy-II.

### Une certitude, des questions...

par TAHAR BEN JELLOUN (\*)

L'HORIZON du conflit qui oppose depuis quelques mois le Maroc et l'Algérie présente une certitude : une confrontation militaire ne résoudrait aucun problème, bien au contraire, elle ne ferait qu'aggraver les problèmes existants et retarder d'une décennie au moins le développement du Maghreb. La guerre signifierait le suicide d'une fraternité, l'annihilation d'une même identité culturelle et la fin politique — voire physique — des Sahraouis. Le diplomate n'a rien donné. La médiation des pays arabes n'a abouti à aucun résultat positif. Des négociations ont failli avoir lieu au Caire, mais chacun est resté sur ses positions. Les Marocains disent : « Négocier quoi ? La marocainité du Sahara occidental ne doit pas être remise en question ; pas de modification de la carte marocaine. Le peuple sahraoui ? Il n'a qu'à réintégrer sa patrie, le Maroc... » Les Algériens répondent : « Pas d'accord possible qui ne tienne compte du respect des droits inaliénables du peuple sahraoui... »

Les Marocains récupèrent un territoire. Les Algériens défendent un principe : l'autodétermination des Sahraouis. La proclamation, dans la nuit du 27 au 28 février, d'une République sahraoui par le Front Polisario a créé un fait accompli qui ajoute encore à la complexité du problème. En fait, le Polisario vient de moins en moins au principe de l'autodétermination et justifie cette position en accusant le Maroc « d'avoir, à la place du peuple (sahraoui), fait venir trente mille Marocains », ce qui lui donnerait, en cas de référendum, un avantage important (le Monde du 18 février). L'ONU constate que les conditions ne sont pas réunies pour procéder à une consultation de la population. Le recensement espagnol prouve quant à lui l'écart entre les principes et la réalité (le Monde du 19 février). La presse marocaine publie des témoignages concordants des familles sahraouis affirmant que des éléments du Polisario ont essayé « de les faire fuir de leurs foyers à l'approche de l'entrée des Marocains ».

La question — Que veut l'Algérie ? — (un couloir sur l'Atlantique, un partage ou son protégé ?), les Marocains substituent d'autres interrogations : « Que reproche-t-on au peuple marocain ? De réaliser l'intégrité de son territoire et d'oser toucher au tracé arbitraire des frontières ? »

(Publicité)

**DIRECT D'USINE**

FABRIQUE de Vêtements pean « LUXE »

HOMME - FEMME

BLOUSONS 500 F

MAINTENUS 900 F

à partir de

TIMONT 14, r. Fg-Saint-Honoré

**BOKASSA ET LA PUBLICITE**

Le Président Bokassa s'est vu désigner le meilleur publicitaire africain de l'année pour une annonce pleine de fraîcheur internationale... dont l'originalité de la syntaxe et du style a fait l'unicité du jury. Dans le No 78 d'Afrique, la seule revue économique et sociale africaine, entièrement faite en Afrique noire, (c'est mieux pour le bien parler). Abon : 10 Nos an - 100 FF par ch. ou CCP 98 22. Africa Oskar, S.P. 1975.

صكرا من الاميل



## AFRIQUE

### SAHARA OCCIDENTAL

- Pas de majorité à l'O.U.A. pour la reconnaissance du Polisario
- Le colonel Kadhafi invité au Maroc « pour distinguer le vrai du faux »

Deux jours de débats supplémentaires n'ont pas permis aux ministres des affaires étrangères des pays de l'Organisation de l'Unité africaine, réunis à Addis-Abeba, de prendre une décision concernant la reconnaissance du Front pour la libération du Sahara-Est (Front Polisario). Le compte des voix intervenu à la fin du débat, nous indique notre envoyé spécial Jean-Claude Pomont, a donné le résultat suivant : dix-sept pour, neuf contre et vingt et une abstentions. Aucune des thèses n'ayant obtenu la majorité absolue, la question reste en suspens. Dans les milieux proches du gouvernement, on se félicite du fait que la « maturité politique » dont avait fait preuve l'O.U.A. à l'occasion de la reconnaissance du Polisario, est estimée à la fois, que le problème de la reconnaissance du Polisario est déposé et que seule se pose maintenant la question de la reconnaissance ou de la non-reconnaissance de la « prétendue » République sahraïenne. Deux pays seulement, Madagascar et le Burundi, avaient annoncé, mardi matin, leur décision de reconnaître celle-ci.

Le roi Hassan II a adressé, lundi, un message au colonel Kadhafi, chef de l'Etat libyen, l'invitant à venir au Maroc « pour distinguer le vrai du faux ». Le souverain affirme qu'il se félicite du projet d'unification entre la Libye et l'Algérie, mais, tout en souhaitant « plein succès à cet objectif », il conseille au président libyen de « rester sur ses

gardes et de prendre toutes ses précautions avant la réalisation de cette unification afin de ne pas être déçu par la suite, comme l'a été le Maroc, en raison du manque de coopération des frères algériens à leurs engagements ».

La situation créée par la création d'une République sahraïenne inquiète les pays européens et les Etats-Unis. A Luxembourg, où débutait lundi après-midi le conseil des ministres des affaires étrangères des Etats-Unis, le ministre ouest-allemand, M. Hans Dietrich Genscher, a demandé que la question du Sahara occidental soit mise à l'ordre du jour. Un porte-parole ouest-allemand a indiqué que les récents développements de la situation exigent de toute urgence que les Neuf définissent leur politique par rapport à ce problème.

M. Alfred Akerberg, secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Proche-Orient, en visite depuis samedi à Alger, devant se rendre ce mardi à Rabat, il a été reçu par le président Houphouët et a précisé, à l'issue de cet entretien, que les Etats-Unis ne cherchent pas à jouer un rôle de médiateur et ne sont porteurs d'aucune proposition.

A Tunis, M. Mahmoud Riad, secrétaire général de la Ligue arabe, reconnaît, dans une interview au quotidien l'Action, que sa mission de médiation n'avait abouti jusqu'à présent à aucun résultat positif. Il laisse cependant entendre qu'il poursuivra ses démarches. — (A.F.P., Reuters).

### Un appel de personnalités françaises au sujet des six jeunes gens disparus

Une quarantaine de personnalités françaises ont signé l'appel suivant :

Depuis la disparition de leurs enfants dans le Sud marocain, au début de l'été 1975, les familles Blanchard, El Fassi, Guyot, et autres, nous ont fait connaître de nombreuses informations contradictoires qui les ont poussés à l'espérance et à l'incertitude la plus épouvantable, vivent dans l'angoisse.

Le Front Polisario déclare ne pas détenir les six jeunes gens, et enquête sur la carte d'identité de l'un d'eux, trouvée au Sahara. L'armée algérienne, à la suite d'une enquête, annonce leurs morts au cours d'un accrochage entre les troupes marocaines et les combattants Sahraïens.

Les autorités marocaines, après avoir annoncé leur enlèvement, rejettent la thèse de l'accrochage, et affirment, après enquête, que les six jeunes gens se perdent en territoire contrôlé à l'époque par le Front Polisario.

Nous adhérons les parties intéressées de ne pas faire du sort de ces jeunes gens l'objet de rivalités politiques. Une telle attitude ne servirait en effet aucune cause. Les signataires lancent un appel pressant aux dirigeants concernés pour que, devant un tel drame, ils surmontent leurs oppositions, intensifient leurs recherches et

### Angola

UN REPORTER PHOTOGRAPHIE DE L'AGENCE GAMMA, Jean Larnaudie de Ferrand, a disparu depuis cinq mois en Angola. Il ne se trouvait pas parmi les personnes relâchées récemment par l'Unita. Un autre photographe, libéré dernièrement, M. Alain Chevalier, a affirmé ne l'avoir jamais vu. — (A.F.P.)

### Sénégal

#### M. Dijoud étudie les problèmes posés par les travailleurs immigrés en France

De notre correspondant

Dakar. — M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés, était attendu mardi 2 mars à Dakar, pour une visite de trois jours à l'occasion de laquelle devaient être examinés les problèmes posés par l'immigration en France de migrants sénégalais, et tend à se développer en dépit des nombreux obstacles.

Les autorités sénégalaises estiment à environ trente-cinq mille le nombre de leurs ressortissants en France, soit approximativement deux fois plus que le nombre de Français installés au Sénégal (dix-sept mille environ). Le statut de ces émigrés est régi par deux conventions du 29 mars 1974 portant sur la circulation des personnes et sur leurs droits d'établissement.

Mais, alors que les Français désireux de venir travailler ne se heurtent guère qu'à des exigences, compréhensibles, de l'« africanisation », leur séjour s'effectue dans des conditions, dans les meilleurs cas, à l'émigration, peu ou pas qualifiées, doivent faire face, pour entrer en France, à des difficultés de tout ordre, puis se contenter de conditions d'existence des plus précaires. — En fait, nous a dit M. Amadou Ly, ministre sénégalais de la fonction publique, du travail et de l'emploi, nous sommes actuellement plus mal lotis que certains autres pays qui, à la différence du nôtre, n'ont conclu aucune convention en ce domaine avec le gouvernement français.

En fait, actuel de la législation, un Sénégalais ne peut aller travailler en France que dans le cadre d'un contrat médical visé par les autorités françaises et d'un contrat de travail visé par l'inspection du travail du lieu d'implantation de l'entreprise française qui l'embauche. Cette seconde pièce est très difficile à obtenir, et l'obligation de la produire à l'entrée en France est l'origine de la plupart des trafics qui s'exercent depuis des années, au point que l'émigration tend à être en majorité clandestine.

Tout en comprenant les préoccupations du gouvernement français dans le domaine de l'emploi, les responsables sénégalais voudraient que la

réglementation soit amendée. Selon M. Amadou Ly, « cette indispensable organisation du mouvement migratoire sénégalais en direction de la France passe notamment par l'adoption de deux mesures complémentaires, sans lesquelles les deux conventions de mars 1974 continueront à rester lettre morte : la fixation d'un contingent annuel, même modeste, d'émigrés et l'installation à Dakar d'une antenne permanente de l'Office national français de l'immigration (O.N.I.), qui aurait pour mission, dans le cadre de ce contingent, de recruter les candidats à l'immigration puis de les orienter vers les régions et les entreprises désireuses de les embaucher ».

Il s'agit là de souhaits exprimés depuis plusieurs années auprès des autorités françaises, qui jusqu'à présent n'ont jamais répondu de façon claire. C'est dire l'espoir que l'on place ici dans la visite de M. Dijoud, avec lequel seront aussi évoqués quelques autres problèmes, tels ceux de l'amélioration des conditions de logement, de la venue des familles, et des mesures vétérinaires dont sont trop souvent victimes les émigrés dans l'ancienne métropole.

PIERRE BARNES.

### Rhodésie

#### M. NKOMO JUGE « INTERESANTES » LES NOUVELLES PROPOSITIONS DE M. SMITH.

Le premier ministre rhodésien, M. Ian Smith, a présenté, lundi 2 mars, de nouvelles propositions aux dirigeants nationalistes noirs en vue d'un règlement constitutionnel. M. Joshua Nkomo, président du rallié intérieur du Conseil national africain (A.N.C.), après avoir rencontré M. Smith pendant deux heures, a qualifié ces propositions d'« intéressantes », mais a refusé d'en révéler le contenu. Les deux parties ont décidé d'étudier ces propositions dans le détail et de se retrouver la semaine prochaine.

Trois jours après la visite d'un émissaire de Londres, l'initiative de M. Smith apparaît comme un signal encourageant dans ces pourparlers constitutionnels, qui durent depuis plus de deux mois. Mais la fesse reste toujours entre le gouvernement blanc et les nationalistes.

D'autre part, le « Daily Express » assure, ce mardi 2 mars, que le gouvernement britannique pourrait être amené à assouplir les formalités d'immigration pour les Rhodésiens blancs et préparer un rapatriement massif des colons en Grande-Bretagne au cas où éclaterait une guerre civile. Selon le quotidien de Londres, un cinquième de la population blanche de Rhodésie (près de cent mille personnes au total) pourrait demander à rentrer en Grande-Bretagne si la situation se détériore dans le pays.

### LE RÉGIME DE PRETORIA

#### EST VULNÉRABLE déclare le président du P.C. sud-africain

Dans une interview, publiée par France nouvelle, hebdomadaire central du parti communiste français, M. Yusuf Dadoo, président du parti communiste sud-africain, mouvement dissous, tire en ces termes la leçon des événements d'Angola : « — Pensez de la bataille en Angola prouve que le régime de Pretoria est vulnérable dès lors qu'il s'agit de se battre contre un mouvement de libération qui a une cause à défendre, qui est décidé à faire tout ce qui est en son pouvoir pour amener l'ennemi à la défaite ».

Enfin, traitant de la lutte entreprise en Afrique du Sud contre le régime de M. Vorster, le président du parti communiste sud-africain affirme : « Il y a des révolutionnaires blancs, peu nombreux, le doit l'admettre, mais il y en a qui sont du côté du mouvement de libération, et qui souffrent. Il y a des Blancs en prison (...). Ces révolutionnaires blancs sont entièrement en accord avec la politique du mouvement de libération nationale des Noirs et travaillent avec lui, comme avec celui des métis et des Indiens ».

« C'est là un gage de succès du mouvement démocratique dans notre pays ».

**Presse Economique**

LES HOMMES LES EVENEMENTS LES AFFAIRES DANS LA PRESSE ECONOMIQUE MONDIALE

numéro 1

Pour la première fois en France vous pourrez lire chaque semaine l'essentiel des articles des plus grands journalistes et spécialistes de l'économie, américains, allemands, anglais, russes, japonais, italiens, français.

#### SOMMAIRE DU NUMERO 1

- L'événement : le chômage diminue aux Etats-Unis mais réside à la reprise dans les autres pays occidentaux.
- Il est dit : Jacques Chirac, François Ceyrac, Edmond Malinval, le Shah d'Iran, Otto Graf Lambsdorff, Margaret Thatcher, Luigi Spaventa, Orlando Saez, Yossif Rotkemann, Alexander M. Schmidt, David F. Linowes, M. Kouraviev, Pierre S.
- Sept jours en France : la semaine par Philippe Sassier.
- Conjoncture France : Le coût de la main d'œuvre, Le commerce extérieur, le redressement boursier, l'activité économique, la hausse des prix, le marché du travail, les finances.
- Les leaders : Patrick Leroy-Jay, Michel Froix, Jean Neidinger, Robert Pelletier, Aimé Aubert.
- Les entreprises : Dunlop, Air Liquide.
- A savoir : le guide de l'actualité économique indispensable.
- Livres : L'Argent par Galbraith.
- Le Commerce International : économie allemande : reprise, mais attention... production mondiale de sucre : excédent probable, boom de l'économie mondiale en 1977.
- Affaires Monde : l'OREP ralentit ses investissements aux Etats-Unis. Briquets français contre briquets japonais.
- Des Zepélin pour la forêt vierge.
- Vie Nouvelle : cette semaine : l'Actionnaire des salariés se développe aux Etats-Unis. Un Allemand sur deux aime travailler. L'esturgeon soviétique menacé par la pollution. Et toutes les informations de dernière heure.

**La Presse Economique :**  
ce qu'il faut savoir de l'actualité économique française replacée enfin dans le contexte des événements économiques du monde entier.

numéro 1 en vente chez les marchands de journaux : 6 F

**le refuge formation**

Organisation de formation professionnelle continue  
30 rue de Chabrol, 75010 Paris. Tél. 324.75.60 - 324.96.12

**GESTION DES ENTREPRISES**  
- Fonction Publique : les 24 février - 2, 9 et 27 mars

**MANAGEMENT**  
- Le Manager efficace : les 3, 10 et 17 mars  
- Motiver par l'entraînement des équipes : les 15, 22 et 29 mars

**FORMATION HUMAINE**  
- Formation humaine du personnel : les 2, 9, 23 et 30 mars  
- Formation humaine des cadres et futurs cadres : les 15, 22, 29 et 31 mars

**MARKETING ET COMMERCIAL**  
- Initiation au Marketing : les 11, 18, 25, 29 et 31 mars  
- Vente et Gestion : les 4, 11, 18 et 25 mars  
- Merchandising : les 15, 22, 29 et 31 mars

**COMPTABILITE**  
- Comptabilité Générale II : les 4, 11, 18, 25 mars - 1 et 8 avril

**STATISTIQUES ET CALCUL DES PROBABILITES**  
- Formation aux Techniques du Contrôle de la Qualité et de l'Analyse Statistique : les 15, 22, 29, 31 mars - 1, 7 et 8 avril

**ALLEMAND - ANGLAIS - HEBREU - SECRETARIAT**





# L'AFFAIRE LOCKHEED

## POLITIQUE

### AU JAPON

## Une quarantaine de personnalités auraient reçu des pots-de-vin

Tandis qu'à Tokyo se poursuit l'audition, devant la commission parlementaire d'enquête, des témoins cités dans l'affaire Lockheed, à Washington, le gouvernement américain a fait savoir qu'il espérait pouvoir répondre favorablement à la lettre que le premier ministre japonais, M. Miki, a adressée à M. Ford, lui demandant de révéler le nom des fonctionnaires nippons impliqués dans le scandale. Selon

Newsweek, quarante-trois personnalités japonaises auraient bénéficié des pots-de-vin versés par Lockheed. Le personnage-clé de l'affaire, M. Yoshio Kodama, s'est pour sa part dérobé à une comparution devant la Diète. Il a, en effet, été hospitalisé, vendredi 27 février, sur les conseils de son médecin qui affirme qu'il est dans un état de « prostration générale ».

## Au cœur des intrigues, le mystérieux M. Kodama

Tokyo. — Espion, gangster, homme d'affaires et politicien, familier des premiers ministres, et grand distributeur des fonds secrets du parti conservateur, devenu lui-même multimillionnaire, M. Yoshio Kodama, âgé aujourd'hui de soixante-cinq ans, pourrait se vanter de sa riche carrière, s'il n'était pas épris d'ombre et de secret.

Sa jeunesse coïncida avec la montée du fascisme, époque des sociétés secrètes, des super-patriotes et des assassinats politiques. Complexe et empoisonné par les mensonges des débuts de Yoshio Kodama, agitateur d'extrême droite, qui mettait avec passion sa violence au service de l'impérialisme nippon. Avec la guerre, son aventure personnelle s'élargit aux dimensions de l'aventure asiatique du Japon, installée à Shanghai, il y monta une étonnante affaire, « Organisation Kodama », qui, protégée par la marine, fut à la fois une agence de renseignements et d'espionnage, et l'instrument du pillage systématique des richesses minières de la Chine. M. Kodama eut ses mines, ses propres usines de munitions, et dix mille personnes à son service.

Quand vint la défaite, il avait accumulé une énorme fortune. Ses protecteurs, pour le récompenser, l'aidèrent à rapporter au Japon un trésor qui contenait dix-onze, outre l'équivalent de soixante millions de francs d'aujourd'hui, un amoncellement de diamants, de platine et d'or. Une partie tomba aux mains des occupants américains.

### De notre correspondant

La route eut une destination inattendue. Entrant d'emblée dans son personnage d'après-guerre, celui de financier et manipulateur secret de la droite politique, M. Kodama remit son trésor à son protégé, M. Hatoyama, homme politique qui allait être premier ministre peu après, pour lui permettre de fonder le parti libéral, première version du parti conservateur (L.D.P.) d'aujourd'hui. Il eut alors quelques amis, il fut emprisonné comme suspect de crimes de guerre, mais s'en tira bien : après trois ans de geôle, alors que d'autres étaient pendus, il fut relâché, pour des raisons encore inexplicables, sans jamais avoir été jugé. Sa fortune et ses relations politiques — encore développées en prison, où il devint ami du futur premier ministre M. Kishi — furent déformées de lui un personnage puissant et redouté, mais il allait rester l'homme invisible qui tire les ficelles sans jamais en être vu.

Il tira en partie sa puissance de ses liens avec les sociétés plus ou moins secrètes d'extrême droite. Certes, elles sont bien loin d'avoir une influence aussi grande qu'avant-guerre, mais elles gardent un certain pouvoir d'influence et de chantage. M. Kodama a-t-il été une partie de ces groupuscules, et il aurait alors, dit-on, sur environ 60 % de leur fortune, une part de vingt millions de dollars.

doute le principal personnage à assurer une liaison entre la classe politique et le « milieu ». La droite est en effet toujours en contact avec les états-majors de gangsters et autres mafiosi japonais.

Lors des attaques antiméricaines de 1950 à Tokyo, à l'occasion de la visite projetée du président Eisenhower, M. Kodama avait mobilisé, et mis au service de la police pour étouffer les émeutes et aux étudiants du Zengakuren, une force de dix mille hommes venus des gangs. Ils furent d'ailleurs pas à intervenir, le président ayant finalement renoncé au voyage.

Grand ami du président Park, dictateur de la Corée du Sud, M. Kodama se situe dans le circuit du business japonais dans ce pays et, dans l'autre sens, de l'étranger, par le biais du lobby pro-coréen au Japon.

Avec l'affaire Lockheed, la puissance financière de M. Kodama s'éclaircit d'un jour nouveau. Ses relations avec Lockheed remontent à 1958 ou 1959. Ses appointements récents étaient de l'ordre de sept cent cinquante mille francs par an, avec une commission personnelle allant jusqu'à quatre cent cinquante mille francs par avion vendu. Sept millions de dollars lui auraient été versés au total, avec mission de promouvoir les intérêts de Lockheed. Où est allé tout cet argent ? A qui ? La question agite tout le Japon.

ROBERT GUILLAIN.

### AUX PAYS-BAS

## Les rumeurs visant le prince Bernhard s'amplifient

Amsterdam. — Tandis que la commission gouvernementale continue son enquête sur l'affaire Lockheed, les rumeurs s'amplifient à propos du prince Bernhard. Les informations du Times de Londres, selon lesquelles le prince de la reine Juliana aurait utilisé 100 000 dollars provenant de Lockheed pour entretenir une ancienne maîtresse à Paris avec sa fille, sont largement reproduits par la presse néerlandaise. C'est une situation contraire à celle de 1956, quand les rédacteurs en chef des grands journaux néerlandais s'étaient volontairement abstenus de parler de l'affaire Great Hoffman. Mme Hoffman, une guérillaise devenue la confidente de la reine, devait quitter la cour après les révélations de l'hebdomadaire allemand Der Spiegel.

Le premier ministre, M. Den Uyl, a reconnu qu'il était au courant des rumeurs provenant de la capitale française, mais le gouvernement se refuse pour l'instant à prendre position. Jamais il n'y avait eu de telles critiques sournoises de la maison royale des Pays-Bas où la position de la monarchie comme symbole de l'Etat paraît se diluer. Les doutes sur le prince Bernhard se multiplient.

Bien qu'un moment tendu quand la princesse héritière Béatrix épousa M. Claus von Amsterg, en 1964, l'image de la reine, Juliana comme souveraine moderne adaptée à son temps était acceptée par la quasi-totalité des Néerlandais. Le vingt-cinquième anniversaire du règne de Juliana, en 1973, avait montré l'attachement des Hollandais à la personne. Maintenant que le prince Bernhard se trouve au centre des discussions, la marge de manœuvre pour le gouvernement Den Uyl devient extrêmement étroite et délicate. Déjà se forment dans les milieux de droite des comités de défense pour le prince Bernhard. Les premières étiquettes anticomunistes : « Nous sommes fermement derrière Bernhard » apparaissent sur les pare-chocs des voitures.

Ces développements sont dangereux pour le gouvernement social-démocrate de M. Den Uyl dans la mesure où une certaine presse et divers milieux le soupçonnent, à tort, de vouloir mener la vie dure au prince.

Dans la situation économique et sociale présente, le gouvernement peut moins que jamais s'offrir le luxe d'une crise monarchique. Comme cela s'est produit déjà lors des différends politiques qui ont opposé la maison royale et le gouvernement depuis 1945, le prince Bernhard a disparu de la scène.

### De notre correspondant

Il apparaît qu'un gouvernement de droite a une grande vis-à-vis de la monarchie qu'un gouvernement de gauche. Le leader du parti socialiste, peut toujours être soupçonné de « républicanisme », bien que le parti socialiste ait déclaré maintes fois que « le meilleur président de la République serait la reine Juliana ».

Si la preuve formelle est apportée par la commission d'enquête que le prince Bernhard est impliqué dans l'affaire des pots-de-vin, il semble que la reine devra abandonner le trône au profit de sa fille, la princesse Béatrix. Dans la pratique du droit constitutionnel néerlandais, le gouvernement peut exiger que la reine abdique, mais une telle décision risquerait de faire écarter la condition gouvernementale actuelle et de couper le pays en deux. Si les preuves ne sont pas formelles, la question devient encore plus épineuse. Le gouvernement veut gagner du temps. Il indique que c'est pour respecter l'indépendance de la commission d'enquête qu'il reste muet.

### Ambassadeur de l'industrie nationale

Le prince Bernhard est-il un naïf ? On pourrait le croire quand on lit ses discours où la liste de ses amis, très liés aux milieux aéronautiques, maintenant mis en cause. Sinon comment comprendre la présence de M. Robert Vesco, banquier américain recherché pour fraude fiscale aux Etats-Unis, à une soirée donnée au palais royal de Soestdijk ? On encaisse l'interview accordée au quotidien N.E.C. Handelsblad, dans laquelle le prince estime qu'un gouvernement fort, moins contrôlé par le Parlement, serait une bonne solution pour les Pays-Bas ?

Le prince, sans fortune personnelle, issu du petit duché de Lippe-Biesterfeld, près d'Essen (maintenant République démocratique allemande), a certainement de temps à autre, des difficultés à se piler au rôle de prince consort. D'autant que le gouvernement néerlandais d'après-guerre lui a refusé le poste de chef des forces armées, alors qu'il avait été commandant en chef des forces de la résistance néerlandaise et cosignataire de l'acte de capitulation des Allemands, en mai 1945. Après 1945, le prince joue de plus en plus le rôle d'ambas-

sadeur de l'industrie néerlandaise. Les gouvernements successifs se félicitent de ses contacts internationaux.

En 1951, il ramène d'Argentine une commande de matériel de chemin de fer de 200 millions de florins. Des hommes d'affaires européens et américains lui demandent de presider la conférence annuelle de Bilderberg. Parmi les participants de l'année 1975 figurent le baron Edmond de Rothschild, M. David Rockefeller, président de la Chase Manhattan Bank ; Giovanni Agnelli, président de Fiat ; Donald Rumsfeld, actuellement ministre de la défense à Washington. Rien ne vient jamais dans la presse de ces réunions, qui ont lieu, tantôt en Europe, tantôt aux Etats-Unis.

Dans les années 70, les milieux politiques néerlandais commencent à se poser des questions sur les activités du prince Bernhard, le principe de son inviolabilité constitutionnelle et la responsabilité du gouvernement pour tous ses actes politiques. La question se pose aujourd'hui de savoir si « l'époux de la femme la plus riche du monde » a vraiment le droit de se lancer dans les opérations qui lui sont reprochées. Mais une volonté d'indépendance vis-à-vis de son épouse aurait pu l'entraîner vers quelques milieux « douteux », les « anciens » milieux des transports. M. Drees, comme toujours, la famille royale passe ses vacances d'hiver à Leob, en Autriche. Ses photos continuent de remplir les colonnes des revues illustrées. La visite du roi Gustav de Suède vient d'être confirmée pour le mois de juin, et le prince Bernhard fera un voyage privé en Amérique latine à la fin du mois de mars. Rien ne paraît changé en apparence dans le « conte de fées » de la maison d'Orange.

MARTIN VAN TRAA.

Les compagnies aéronautiques Lockheed, Northrop et Boeing ont demandé le 1<sup>er</sup> mars avoir versé des pots-de-vin à des officiers de l'armée de l'air américaine en poste à l'étranger dans la loi de les aider à faciliter la vente de leurs avions. Cette accusation avait été lancée le 28 février dans les colonnes d'un quotidien de Phoenix, Arizona, République, par M. Ernest Hauser, qui fut l'un des dirigeants de la société Lockheed. Dans son témoignage, il avait notamment précisé que les bénéficiaires de ces pots-de-vin appartenaient aux « groupes de conseillers de l'aide militaire », qui sont stationnés dans les pays membres de l'OTAN. (A.P.)

### ADMINISTRATION ET INFORMATION

## Le secret du roi

(Suite de la première page.)

Cette intégration de l'INSEE au ministère des finances favorise d'ailleurs la politique. Comme la montre la « querelle des indices », et le récent duel télévisé entre M. Malinvald, directeur de l'INSEE, et M. Meynot, secrétaire de la C.G.T. De même, le contrôle par le ministre des services de prospective fait calmer à certains quelques coups de pouce donnés ici et là aux prévisions.

En vérité, l'information économique et financière ne peut rester cette chasse gardée, ce fief du pouvoir. Qui ne le voit ? Il importe d'assurer pour tous la publicité des informations et la rapidité de leur diffusion. Il importe de garantir l'objectivité, la crédibilité des données, indices et prévisions. En plaçant l'information économique à la disposition, voire sous le contrôle du Parlement, ou tous les grands partis — dont ceux d'opposition — sont représentés.

Ainsi, en Italie, l'Office central des statistiques (Istat) se trouve aussi à la disposition des élus. L'article 145 du règlement de la Chambre des députés précise : « La Chambre et les commissions peuvent requérir du président (de la Chambre) qu'il invite, par l'entremise du gouvernement, l'Institut central des statistiques à effectuer des relevés, des études et des enquêtes statistiques après en avoir défini l'objet et les fins ».

En France, dans son rapport sur le 1<sup>er</sup> Plan, M. Marc Jacquet, alors rapporteur général de la commission des finances, écrivait : « Il conviendrait que les organismes chargés de recueillir les prévisions économiques et de tirer les conséquences des hypothèses retenues puissent être

indifféremment utilisés par le gouvernement et par le Parlement et disposent, à cet égard, de la totale indépendance dont pourrait se prévaloir une « magistrature de l'information économique ».

Dans le même but, pour garantir l'abondance et l'objectivité des indications fournies aux élus, le groupe socialiste de l'Assemblée nationale avait déposé, au début de la deuxième législature, une proposition de loi numéro 553. L'objectif : « Créer un établissement public de caractère particulier qui regrouperait en son sein l'INSEE, le S.E.E.F. et, éventuellement, d'autres services de statistiques ou de prospective économique actuellement dépendant de ministères techniques ».

Ici même, on avait proposé la création d'une agence nationale de données ou d'une agence nationale d'information, avec, pour amorce, la fusion de services déjà existants (INSEE, ex-délégation générale à l'information, etc.). Cette agence serait constituée en établissement public autonome et administrée par un conseil mixte comprenant paritément des représentants du gouvernement et des parlementaires. Elle se consacrerait à la documentation, à la prévision et à l'analyse. Pour livrer des éléments indiscutables et crédibles par tous. Cette agence permettrait d'asseoir le débat public sur des données précises et abondantes, sur des chiffres incontestables (indices des prix, niveau du chômage, endettement extérieur, etc.). Elle serait à la disposition non seulement du gouvernement, mais aussi des parlementaires, des partis et des syndicats. Ceux-ci pourraient la consulter sur tel ou tel point, lui demander des études et des enquêtes, des études statistiques.

### Au cœur du Parlement

Pour assurer à tous les élus — dont ceux de l'opposition — une information libre, rapide et complète, on pourrait encore s'inspirer de l'exemple américain. En développant un appareil d'information perfectionné au sein même du Parlement.

L'imposant Library of Congress emploie plus de trois mille personnes et a obtenu 50 millions de dollars de crédits pour l'année fiscale 1971. L'un de ses services, le Legislative Reference Service, fonctionne comme centre de documents et de recherche du Congrès. Ce L.R.S., qui assemble environ quatre cents personnes, est divisé en sections spécialisées (droit, économie, affaires sociales, etc.). Sur demande, il fournit des précisions, de la documentation ou des analyses sur tout sujet qui intéresse un parlementaire. Dans un état très bref, il peut donner une interprétation juridique, préciser un chiffre ou une statistique, etc.

De plus, chaque commission permanente dispose d'un état-major d'experts et d'assistants, pour compléter son information et l'aider dans sa tâche. Depuis une loi votée en juin 1974, la commission du budget de chaque Assemblée est secondée par un groupe de soixante quinze experts hautement qualifiés, travaillant à plein temps, chapitre par chapitre, sur le document présidentiel. Face au Budget Office de la Maison Blanche, le Congressional Budget Office fait désormais contre-poids.

Enfin, ces commissions parlementaires convoquent très souvent des membres de l'administration. Chacun, en revanche, l'addition des fonctionnaires reste exceptionnelle. Un fonctionnaire ne se rend devant une commission que pour accompagner son ministre ou à celui-ci l'exprimer une autorité à le représenter.

En vérité, il n'y a pas de démocratie sans droit à l'information pour le Parlement et surtout pour l'opposition parlementaire. Nos voisins l'ont compris.

(3) Roger-Gérard Schwartzberg, Le Droit de savoir (Le Monde du 7 mai 1975).

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

Offre de dossier complet sur

POUR UNE AUTRE

UNIVERSITÉ

Envoyez 3 francs (timbres ou chèques) à APRES-DEMAIN

27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris,

et spécifier le dossier demandé

ou 30 F pour l'abonnement annuel (60 F d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce, annuaire.

présidences à la majorité S.P.D.-F.D.P. et seul à l'opposition C.D.U.-C.S.U., dont la présidence de la commission du budget.

Bref, nos voisins considèrent l'opposition non comme un péché ou un blasphème, mais comme un service public. En France, ce serait l'honneur de la majorité d'adopter de telles pratiques. Et ce serait son intérêt. Après tout, en démocratie, la majorité d'aujourd'hui, ce n'est jamais que l'opposition de demain. En définitive, de quoi s'agit-il ? De proclamer pour chacun, le droit à l'information, le droit de savoir. De refuser qu'on interdise sans raison l'accès aux données, aux dossiers et aux documents officiels.

Les choix du présent sont des choix de société. Ils sont trop importants pour être arrêtés sous les ongles et les lambris, dans le secret de quelque cabinet, par une poignée de ministres et de grands commis.

La démocratie doit être une maison de verre. Elle ne peut devenir une société fermée, réservée à quelques privilégiés de l'information, à quelques aristocrates de la décision. La République, ce ne peut être le fait du prince. La République, ce ne peut être le secret du roi.

R.-G. SCHWARTZENBERG.

## M. DOMINATI : M. Mitterrand tombe souvent dans des pièges.

M. Jacques Dominati, secrétaire général des républicains indépendants, a déclaré lundi 1<sup>er</sup> mars, au micro du France-Inter, à propos d'un récent voyage de M. François Mitterrand en Algérie : « Le premier secrétaire du parti socialiste veut bien discuter avec M. Boumedienne (...), mais il ne veut pas se rendre à l'Elysée (...). Quant aux fuites, c'est un mot, à mon avis, très malheureux, car M. Mitterrand, malheureusement, tombe souvent dans des pièges. Dans le passé, il y a eu effectivement quelques pièges dont celui de l'affaire des faits (...). Il est normal qu'un leader de l'opposition soit informé (...) à tous les échelons, sans passer par des fonctionnaires officieux ; qu'il ait accès à certains dossiers le plus normalement du monde ».

N.D.R. — M. Dominati ne connaît pas mieux l'affaire des fuites de 1974 que M. Pompidou. Aucun piège n'a donc été tendu à M. Mitterrand. Une calomnie pure et simple a été alors lancée contre lui, dont les auteurs ont été assez vite découverts.

### Les pressions américaines sur le P.S.

## UNE « OFFENSIVE » DÉCLANCHÉE DES JANVIER

Les rumeurs sautes en France par les démarches américaines auprès de dirigeants du parti socialiste ont en fait les retombées d'une « offensive » diplomatique lancée par M. Kissinger il y a plusieurs semaines, probablement dès janvier. Selon un article du correspondant du New York Times à Bonn, M. Craig Whitely, publié début février (notamment dans l'International Herald Tribune des 7 et 8 février), une « note directive » (guidance paper) avait été envoyée par le département d'Etat aux ambassades américaines en Europe dès avant la conférence des partis socialistes à Bâle, le 12 janvier, recommandant aux destinataires de mettre en garde les dirigeants socialistes européens contre toute association avec les communistes et toute participation de ces derniers aux gouvernements.

Le correspondant croyait pouvoir préciser : « A Paris, l'ambassadeur Kenneth E. Biss et à Claude Estier et Gilles Martinet qui les Etats-Unis « ne tolèrent pas » une participation des communistes à tout gouvernement français ».

C'est cette partie de l'article qui avait motivé la mise au point de l'ambassade des Etats-Unis à Paris publiée au moment de l'affaire Haig (Le Monde du 24 février) et indiquant : « Nous ne pouvons pas comme cela ».

Toujours selon M. Whitely, des démarches analogues ont été

faites auprès de M. Willy Brandt, par les ambassadeurs américains, à qui l'ambassadeur américain à Bonn remit, le 14 janvier, une lettre de quatre pages de M. Kissinger, mais aussi auprès de M. Palme, chef du gouvernement suédois, dont le pays n'est pourtant pas membre de l'alliance atlantique.

M. Kissinger n'avait d'ailleurs pas caché ses intentions. A la suite de son passage à Copenhague qui avait coïncidé avec la rencontre socialiste d'Essen, il disait dans une conférence de presse, le 20 janvier : « Il revient à chaque pays européen de déterminer lui-même son attitude intérieure. D'autre part, lorsqu'on nous demande notre opinion, nous donnons sans la falsifier. Cette opinion est que la participation de partis communistes aux gouvernements européens aura de graves conséquences pour l'OTAN et pour la politique internationale en général ». La seule différence est que le secrétaire d'Etat ne s'est pas contenté d'attendre à être interrogé sur son opinion : il a chargé ses diplomates d'aller la communiquer sans y être invités aux intéressés.

## M. BORD : le général Haig a tenu des propos maladroits.

M. André Bord, secrétaire général du F.O.R., a déclaré, le 1<sup>er</sup> mars, à Strasbourg, que le général américain Haig avait tenu des « propos maladroits ». Il a ajouté : « Les socialistes ont toujours été et seront toujours pointilleux sur ce qui touche à l'indépendance nationale. Nous n'accepterons pas d'ingérence dans les affaires de notre pays ».

M. Pierre Bérégovoy, membre du secrétariat du parti socialiste, a déclaré lundi 1<sup>er</sup> mars, à Berzy (Nord) : « Le parti communiste a bien tort de s'en prendre à notre parti au moment où l'offensive antisocialiste du pouvoir bat son plein, et il n'est vraiment pas adroit de laisser entendre que nous pourrions être complices de la droite parce que nous laissons déclarer entre nos deux partis. On peut ajouter que le parti socialiste n'a jamais condamné le principe de cohabitation commune dans certains cas, mais il faut savoir en créer les conditions en temps utile ».

### A l'Elysée

## TROIS RÉUNIONS DE TRAVAIL SUR L'ENTREPRISE, LE LOGEMENT ET LES INSTITUTIONS EUROPÉENNES

M. Valéry Giscard d'Estaing doit présider ce mardi 2 mars un conseil restreint sur la réforme de l'entreprise. M. Pierre Sudreau, député réformateur du Loiret-Cher, auteur d'un rapport sur cette question, participe à la réunion.

Jeudi matin 4 mars, le chef de l'Etat présidera un conseil central de planification sur le financement du logement, et mardi matin 9 mars un conseil restreint consacré à l'examen des principes d'organisation des futures institutions européennes.

# PETITS CODES DALLOZ

Volumes brochés 10,5 x 15

ÉDITION 1976

## CODE DES LOYERS

Droit commun  
Baux commerciaux  
Baux d'habitation et professionnels  
Baux ruraux  
et DE LA COPROPRIÉTÉ

un volume, suivi d'un formulaire  
48 F (franco 53 F)

ÉDITION 1975/1976

CODE CIVIL  
CODE DE COMMERCE  
CODE PÉNAL  
CODE DE PROCÉDURE PÉNALE ET CODE DE JUSTICE MILITAIRE

(un volume)  
chaque volume  
44 F (franco 48 F)

ÉDITION 1975

CODE ADMINISTRATIF

62 F (franco 67 F)

CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS

90 F (franco 99 F)

## NOUVEAUTÉS

CODES DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE LA FAMILLE ET DE L'AIDE SOCIALE

(un volume)  
64 F (franco 68 F)

ÉDITION 1974

CODE DES SOCIÉTÉS

50 F (franco 54 F)

en vente chez votre libraire  
ou  
**DALLOZ**  
11, rue Soufflot  
75240 PARIS CEDEX 05  
TEL 933 50 60

LISEZ

Le Monde  
des Philatélistes

# POLITIQUE

## M. Marchais : M. Chirac déclare-t-il forfait ?

M. Georges Marchais a déclaré, lundi 1<sup>er</sup> mars, à l'occasion d'un meeting au Palais des sports, que « pour un travailleur le seul vote utile et efficace c'est le vote communiste ». Le secrétaire général du P.C.F. a ajouté qu'il s'agit du « seul vote de classe ». Puis M. Marchais s'est étonné que le premier ministre n'accepte la confrontation publique, qu'il lui avait proposée. « M. Chirac déclare-t-il forfait ? », a-t-il demandé. « Qu'il le dise ! Nous attendons, les Français attendent sa réponse. »

« Nous avons déjà contraint les hommes de la droite à admettre le caractère politique de ces élections : nous avons remporté une victoire ! Il faut maintenant les contraindre à respecter la démocratie et le pluralisme politique ; il faut que cette exigence montre encore plus fort et plus haut : le parti communiste doit, comme les autres, avoir sa place à la télévision ».

Le secrétaire général a en outre reproché une nouvelle fois aux socialistes de ne pas avoir accepté la proposition de candidatures communes dans les cantons où la majorité n'est pas présente. M. Guy Ducloux, député communiste, a pour sa part protesté une nouvelle fois contre les découpages cantonaux, et M. Jean Colpin, membre du secrétariat, a noté : « La gauche n'a pas besoin d'un chef, son union est fondée sur la pluralité démocratique des partis, sur l'égalité de leurs droits et de leurs devoirs, sur la fidélité aux engagements pris en commun. Il ne peut y avoir de parti dominant et de parti dominé ».

M. Colpin a ajouté : « Le marxisme-léninisme a découvert les lois universelles hors desquelles le socialisme est lettre morte. C'est parce que ces lois ne sont pas appliquées que, dans les pays où le pouvoir est aux mains de la bourgeoisie, le socialisme n'est qu'un mot ».

« Il ne peut y avoir de socialisme sans la propriété sociale des grands moyens de production et d'échange, sans le pouvoir de la classe ouvrière et de ses alliés. Cela, la majorité révolutionnaire du Congrès de Tours qui constitua notre parti l'avait compris. Nous laisserons volontiers à François Mitterrand et au parti socialiste l'héritage qu'ils revendiquent, le passé dont ils se réclament ».

## M. PASQUA : les communistes ne sont pas des démocrates.

M. Charles Pasqua, député national de l'O.D.R., a déclaré le 1<sup>er</sup> mars à Euro 1 : « Dans l'opposition il y a deux catégories de gens : les socialistes qui sont des démocrates avec qui on peut ne pas être d'accord au niveau d'une analyse momentanée. Je suppose qu'un jour ils se rendront compte que leur alliance est contre nature. Les communistes, eux, ne sont pas des démocrates ».

« Si j'étais à la place des socialistes, je serais extrêmement inquiet. À partir du moment où les communistes affichent des attitudes nouvelles, cela peut gêner les socialistes. Et c'est à cela qu'est destiné le changement de tactique du P.C. »

« Deux choses ont changé à gauche. D'abord les communistes remettent le manteau du nationalisme. Ensuite, M. Mitterrand, dans la mesure où il déclare qu'il y a une différence entre la composition sociologique et la représentation politique, redécouvre ses origines maurassiennes ».

## M. FABRE : M. Poniatowski confond politique et karaté.

(De notre correspondant régional)

Toulouse. — Venu apporter le soutien du Mouvement des radicaux de gauche aux candidats de la Haute-Garonne, M. Robert Fabre a vivement critiqué la politique de la majorité présidentielle, en particulier celle pratiquée par MM. Chirac et Poniatowski. Du ministre de l'Intérieur il a dit que ce dernier « était revenu aux basses besognes, confondant la politique et le karaté ».

Au cours de son entretien avec les journalistes, le président national du M.R.G. a rappelé la visite qu'il a faite à l'Élysée au moment où M. Giscard d'Estaing parlait de décapitation : « Nous avions fait les premiers pas, mais en vain. Le gouvernement veut faire oublier ses échecs, la baisse du niveau de vie qui est de 20 % chez les agriculteurs, alors que l'industrie automobile augmente ses prix de 50 %. Le pouvoir et la majorité présidentielle veulent transformer la France en un forum permanent ».

## CORRESPONDANCE

« Tout ce qui est national est nôtre » (suite)

A l'occasion du propos tenu par M. Georges Marchais devant le XXII<sup>e</sup> congrès du P.C.F. « Tout ce qui est national est nôtre » (le Monde du 10 février) et au sujet duquel nous avons déjà publié différentes correspondances dans nos éditions datées du 19 février dernier, M. François Boux de Casson, conseiller municipal de Chailly, ancien député de la Vendée (inscrit au groupe de la Fédération républicaine de France), nous précise :

« Les salons de la Gazette par France à Paris réunissent, tous les jours, à l'heure du thé, de nombreux fervents. En 1894, le duc d'Orléans (Philippe VIII) succédant à son père, le comte de Paris, il y eut une discussion entre les nostalgiques du comte de Chambord, qui, lui, avait préféré son principe à tout, et les fervents pleins d'espoir du nouveau prétendant, arrière-petit-fils de Louis-Philippe. Pour conclure, Gustave Janicot déclara : « On s'appuie sur ce qui résiste ; l'idée monarchique demeure la même, tout ce qui est national est nôtre ».

M. Boux de Casson rapporte que Charles Maurras lui-même lui a confirmé l'anecdote.

(N.D.R. — Fondée en 1881 par Richelieu et dirigée à l'origine par Théophile de Bénédictis, la Gazette de France avait été léguée en 1910 par Gustave Janicot à sa nièce, Anne de la Baie, qui la dirigea jusqu'en 1915. Le titre, qui n'a pas paru depuis cette date, appartenait toujours, en copropriété, à l'épouse de M. Boux de Casson.)

## VAL-D'OISE : un scrutin-test

Le conseil général du Val-d'Oise (actuellement composé de dix-sept élus de la majorité et neuf de l'opposition) ne sortira pas bouleversé des élections cantonales. Les changements intervenus dans le département depuis la dernière consultation devaient cependant se concrétiser au sein d'une assemblée dominée jusqu'à présent par son président, M. Adolphe Chaurin (Centre démocrate), sénateur, maire de Pontoise.

Depuis 1970, deux événements ont modifié la vie du département : l'installation de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle et la naissance de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise.

La campagne électorale est marquée par les polémiques autour de l'aéroport, dont les nuisances s'étendent sur le tiers du département. La défense de l'environnement est une des principales préoccupations du Val-d'Oise : l'entrée dans l'arène électorale des « candidats verts » en témoigne.

La ville nouvelle de Cergy-Pontoise, mal acceptée lors de sa création par les élus auxquels elle a été imposée, va entrer au conseil général. Les nouveaux cantons de Cergy et de Cergy ont été créés pour y représenter.

La précédente consultation avait été caractérisée par une « poussée » des républicains indépendants. M. Michel Poniatowski, ministre d'État, ministre de l'Intérieur, qui compte six élus au sein de l'assemblée, et la disparition des socialistes.

## Un nouveau découpage

Le découpage intervenu à la fin de 1970 a confirmé le caractère à la fois rural et urbain du département. Le canton de Luzarches a été créé pour représenter, au conseil général, la zone naturelle d'équilibre récemment créée. Pontoise a été érigée en canton autonome et la circonscription de Sarcelles scindée en deux.

Un certain nombre d'incertitudes planent sur la consultation : le redécoupage cantonal a, en effet, créé huit nouveaux cantons, soit un tiers des circonscriptions. D'autre part, six conseillers sortants ne se représentent pas : MM. Victor Dupont (P.C.), Albert Bettecourt (P.C.), André Roussé (U.D.R.), Robert Bichet (modéré), Jean Vercautmen (R.I.), André Messager (modéré). On verra si la clientèle habituelle de ces élus se reporte sur le parti auquel ils appartiennent.

Les formations de la majorité présidentielle (U.D.R., républicains indépendants, Centre démocrate, divers modérés favorables à la majorité) sont parvenues à un accord pour présenter un candidat commun dans presque tous les cantons, mis à part Beauchamp, dans la vallée du Saumon, Taverny et Herblay (où la majorité ne présente pas de candidat).

L'opposition va à la bataille en ordre dispersé. Le parti socialiste et le parti communiste présenteront des candidats dans chaque canton. Les socialistes entreront sans doute au conseil général, car ils sont bien im-

plantés dans les deux nouveaux cantons de la ville nouvelle. A Cergy, ils devront affronter M. Jean Zigler (R.I.), maire de Manosque ; à Cergy, M. Christian Gourmelon (majorité présidentielle). Les électeurs du nouveau canton de Villiers-le-Bel et ceux de Solay-sous-Montmorency pourraient également leur donner la majorité.

Les deux du second tour devraient opposer dans presque tous les cantons un communiste au candidat de la majorité : ainsi à Sarcelles, où le député-maire, M. Henry Canacos, af-

frontera M. Raymond Lamontagne. A Pontoise, M. Adolphe Chaurin ne devrait pas rencontrer de difficultés devant le candidat des associations de l'environnement, M. Jean Languead et les candidats socialistes et communistes sans passé politique.

La composition politique du conseil général ne sera sans doute pas considérablement modifiée par cette consultation, mais les scrutins des 7 et 14 mars serviront à plusieurs égards de test pour les élections municipales et législatives. — M.C.R.

## VAL-DE-MARNE : un livre noir sur la société libérale

M. Guy Poussé, secrétaire de la fédération du parti communiste du Val-de-Marne, a présenté lundi 1<sup>er</sup> mars, en présence de M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., député du département, un ouvrage d'élus, de militants et de journalistes communistes intitulé : le Livre noir de la société libérale avancée de Cergy-Pontoise. L'ouvrage est fait de témoignages et de récits sur le chômage, les sautes, le sort des personnes âgées, etc., et rappelle des propositions du P.C.F. M. Marchais a dénoncé le « charcutage électoral » opéré dans le

## RHONE : le P.C. porte plainte pour fraude électorale

De notre correspondant régional

Lyon. — La fédération du Rhône du parti communiste a fait déposer, lundi 1<sup>er</sup> mars, une plainte contre X... pour « fraude électorale ». Simultanément, les responsables fédéraux du parti ont saisi par lettre la commission électorale et demandé au préfet qu'il nomme une commission d'enquête. Au cours d'une conférence de presse réunie lundi après-midi au siège de la fédération, à Vénissieux, M. Guy Jacquin, candidat du P.C. dans le troisième canton de Lyon, a expliqué que des personnes auraient eu provisoirement domicilié dans ce canton, aux seules fins d'apporter des voix au candidat de la majorité M. Louis Rigol, adjoint au maire de Lyon et président de l'Office public d'H.L.M. de la communauté urbaine.

Les responsables du P.C.F. précisent qu'ils ont été alertés par la gardienne d'un immeuble H.L.M. qui affirme avoir été

contactée à la fin du mois de décembre 1975 par un inspecteur de l'Office cherchant à lui imposer l'adhésion d'un tiers en vue de son inscription sur les listes électorales. Selon M. Jacquin, il existerait cent cinquante cas litigieux dans ce canton, une faible proportion seulement de ces « transferts » pouvant correspondre à une réalité justifiée. Les responsables du P.C.F. ont cité à l'appui de leurs accusations l'exemple d'un concubinage d'H.L.M. qui accueillerait ainsi dans sa loge cinq personnes. Ils ont évoqué l'existence d'un 72 occupé par trois couples, dont l'un au moins disposerait d'un appartement dans un autre quartier de l'agglomération lyonnaise.

En 1973, dans le douzième canton (canton du troisième), le candidat de la majorité, M. Bertrand, avait emporté de cent quarante-cinq voix sur le représentant communiste.

## Les « candidats verts » : des catalyseurs

« Un candidat qualité de la vie. » C'est ainsi que M. Philippe Marescaux se présente aux électeurs de Polisy (Yvelines).

« Je suis devenu candidat vert le jour où je me suis aperçu que l'environnement n'était pas pris en considération par les élus en place et qu'il n'intéressait pas non plus les candidats de l'opposition qui se présentent dans mon canton ».

Durant des années, les maires de la région parisienne, qui connaissent de l'intérieur les conséquences de leurs décisions sur l'environnement ? Notre raison d'être disparaît le jour où les élus prennent réellement en compte la qualité de la vie. »

Ces candidats sont aux cantonales ce que M. René Dumont était aux élections présidentielles. Un candidat vert a sans doute son utilité, mais à quel service un élu vert ? Pour quoi n'existerait-il pas dans les assemblées locales un « empêcheur » qui demanderait à ses collègues d'étudier les conséquences de leurs décisions sur l'environnement ? Notre raison d'être disparaît le jour où les élus prennent réellement en compte la qualité de la vie. »

● M. Jacques Doménati, secrétaire général des républicains indépendants, a déclaré lundi 1<sup>er</sup> mars, au micro de France-Inter : « Là où il y a un candidat communiste et un socialiste, j'ai dit qu'il fallait voter pour le socialiste. Pourquoi ? Parce que, souvent, le candidat socialiste est un ancien élu que l'on connaît bien, qui a travaillé avec nous, qui travaille avec la majorité et qui ne suit pas forcément les instructions du parti ».

● M. Valéry Giscard d'Estaing votera dimanche 7 mars à Charente (Cuy-de-Dôme) dans le canton de Saint-Amant-Talende.

● GARD. — Rectificatif : c'est à Nîmes II et non dans le canton de Nîmes I, que se présente M. Surinnetto, secrétaire général de la fédération des socialistes démocrates, qui a notamment face de lui Mme France Schwartz (P.S.) et un candidat du P.C. Le conseiller sortant est M. Tondut (U.D.R.), qui ne se représente pas.

# les nouveaux coupés Renault

## RENAULT 17

Le nouveau Coupé Renault 17 est équipé de sièges intérieurs du type "pétale". La calandre et le tableau de bord ont été entièrement redessinés. Renault 17 TS - Tracção AV - Boîte 5 vitesses : 54.000 F. 5.4 l pour 100 km à la vitesse stabilisée de 90 km/h. 7.9 l pour 100 km à la vitesse stabilisée de 120 km/h. 10.8 l pour 100 km sur l'essai type urbain. Existe en version GORDINI : 41.500 F. (\* prix clés en main au 1.3.76).

Renault préconise elf

سكنا من الاموال



# POLITIQUE

## La préparation des élections cantonales

### ALLIER ET PUY-DE-DOME : les modérés sur la défensive

Clermont-Ferrand. — L'Allier et le Puy-de-Dôme ont plus d'un point commun. Ces deux départements d'Anvergne ont hérité d'une longue tradition « républicaine » qui a assuré à la gauche, au cours du dernier quart de siècle, une suprématie indiscutée, en particulier dans les deux métropoles, Moulins et Clermont-Ferrand, et dans les assemblées départementales. Or, il y a quelques années, les deux conseils généraux ont vu basculer leur majorité au profit de personnalités centristes : en 1970, dans l'Allier, M. Jean Cluzel (C.D.P.) a évincé M. Georges Rougeron (P.S.) du fauteuil de président ; en 1973, dans le Puy-de-Dôme, M. Georges Marignier (Centre républicain) a succédé à M. André Boulay (P.S.), qui avait remplacé trois ans auparavant M. Gabriel Montpied (P.S.). On s'est aperçu en ces deux circonstances que les notables socialistes avaient vieilli pendant que les « modérés » renouvelaient leurs cadres. L'enjeu du prochain scrutin est donc clair : dans des terres qui lui sont, en principe, favorables le P.S. parviendra-t-il à retrouver sa primauté d'antan ?

Dans le Puy-de-Dôme, où la gauche a mieux résisté à l'effacement de ses positions, ses chances de succès sont excellentes. M. Giscard d'Estaing, qui depuis vingt ans s'efforce de rallier à sa cause ce département rétif et qui continue de l'élire, a en observant attentivement les nuances, a certes obtenu, avec 52,17 %, la majorité des suffrages à l'élection présidentielle, mais il n'a pu empêcher les socialistes d'y monopoliser la représentation parlementaire, à une exception près : le siège de député que M. Giscard d'Estaing a obtenu à son suppléant, M. Moreillon. Les socialistes n'ont pas oublié qu'en 1973 celui qui n'était alors que ministre de l'économie et des finances — et conseiller général de Rochefort-Montagne — soulignait la « signification politique » du changement de majorité : ils avaient bien provoqué un nouveau renversement dont la portée ne serait pas moins manifeste.

La majorité disposant au conseil général de 26 voix contre 24 des communistes et 21 socialistes, à la gauche, il s'agit de celle-ci d'enlever deux sièges pour inverser le résultat, à condition, bien entendu, de conserver les trois qu'elle met en jeu. Elle a peu d'espoir de conquérir le canton de Rochefort-Montagne, où M. Pierre Madet (r.p. ind.) a succédé à M. Giscard d'Estaing, laisse la place, pour raisons personnelles, à M. Claude Woit, maître de cabinet des communes thermales du département (canton dont les principales villes sont La Bourboule et Le Mont-Dore). Personnellement appuyé par M. Giscard d'Estaing, qui lui a transmis la mairie de Chamalières et qui vient de le recevoir à l'Élysée, M. Woit — battu il y a trois ans de 69 voix par M. Roger Quilliot, maire socialiste de Clermont-Ferrand, dans le canton nord de cette ville — bénéficie d'une position dans la circonscription dont M. Moreillon est actuellement le député. Le candidat socialiste, M. Marcel Bony, malgré sa bonne implantation, ne paraît pas en mesure de le mettre en échec.

Le P.S. en revanche, s'estime capable de gagner dans trois cantons détenus par la majorité : à Ardes-sur-Couze, M. Robert Dupré, pharmacien et maire du chef-lieu de canton, menacera sérieusement M. Jean Garnier, un vétérinaire radical qui n'a été élu il y a six ans que par 89 voix ; à Châtelon, M. Michel Cluzel, un professeur de dessin industriel de trente-neuf ans, tentera de rendre aux socialistes un siège gagné en 1970 par M. Roger Roche, un négociant républicain indépendant en 1970 ; à Pontgibaud, M. Robert Bernard-Laurant, un jeune républicain indépendant, aura fort à faire pour conserver le siège qu'abandonne M. Henri de Larroque-Montlosier (élu en 1970 avec 3 voix d'avance) et que convoite, au nom du P.S., M. Charles Lecuyer. Un quatrième canton peut revenir au P.S., celui d'Ollignac, où M. Lucien Dronot, radical élu il y a six ans avec les voix de la gauche au second tour, trouvera sur son chemin un employé socialiste, M. Jean Benoit.

La majorité, pour sa part, en dépit d'un certain pessimisme,

#### De notre envoyé spécial

croit possible de profiter du retrait de deux sortants socialistes, MM. Jean-Michel Bard à Saint-Gervais-Lembrun et Henri Nenot à Vertaizon, pour imposer ses candidats. M. Gérard Renard, un agriculteur de vingt-neuf ans, et M. Albert Duham, un négociant en vins de soixante et un ans : au premier, le P.S. opposera un directeur de C.E.G., M. Maurice Bonnet, et au second, un autre négociant en vins, M. Jean Prunier. Un troisième canton socialiste sera très disputé, celui d'Auzat, où M. Jean Chevalier (r.p. ind.) essaiera de déloger M. Alphonse Fournier (P.S.), élu avec 45 voix d'avance en 1970.

À Clermont-Ferrand, deux personnalités universitaires, MM. Dominique Turpin, assistant à la faculté de droit, président des clubs d'Étudiants de la ville, et Henri Doupeux, maître assistant à l'école de chimie, livreront un combat perdu d'avance contre les deux candidats socialistes, MM. Maurice Pourchon, adjoint au maire, et Arsène Boulay, député. Mais ils préparent l'avenir. Dans le premier de ces deux cantons se présente, sous l'étiquette P.S.U., un prêtre-ouvrier, M. Jean Lajoussière, récemment inculpé de coups et blessures pour une affaire — une bagarre entre grévistes et non-grévistes dans une entreprise de boissons en gros — remontrant au mois d'août dernier (le Monde du 26 février).

Le parti communiste, qui sera présent dans tous les cantons, devra garder ses deux sièges rattachés à Moulins (contre un bon candidat de la majorité, M. Michel Pinel, avocat parisien) et à Saint-Dier-d'Anvergne.

#### Une image de « centre gauche »

Dans l'Allier — où M. Mitterrand a obtenu 54,67 % des suffrages en 1974 — le recul des socialistes a été plus accentué et la relève plus lente à se dessiner : le P.S. qui possède encore sept conseillers généraux, a perdu son unique député en 1968 et ses deux sénateurs en 1971. Il lance dans la bataille des cantonales de jeunes militants encore peu connus dont l'objectif avoué est moins de gagner que d'affirmer la présence du nouveau parti socialiste. Celui-ci, en effet, se heurte à deux difficultés qu'il ne rencontre pas dans le département voisin du Puy-de-Dôme. La première est que la « majorité départementale » a réussi à se donner une image de « centre gauche » qui lui permet d'occuper une partie du terrain revendiqué par le P.S. : ses « leaders », M. Jean Cluzel, qui participe, sous le gaulisme, au mouvement des clubs et qui continue d'animer, dans son département, le club Positions ; M. Gabriel Fournier, président du parti radical et secrétaire d'État à la fonction publique ; M. Maurice Brun, député non inscrit et maire de Montluçon, membre de la Fédération des socialistes démocrates, qu'annonce M. Eric Hintermann, se placent résolument à l'aile gauche de la majorité, dont ils n'hésitent pas à se démarquer.

Seule exception : M. Hector Rolland, député U.D.R. et maire de Moulins, dont l'indépendance ne dépasse pas toutefois les limites de la circonscription. Deuxième difficulté pour le P.S. : la puissance du parti

### GIRONDE : poussée socialiste probable

L'avance dont dispose la majorité au conseil général de la Gironde — trente-deux sièges contre vingt-cinq à la gauche — ne semble pas tout à fait suffisante pour la prémunir contre tout risque de renversement au sein de l'assemblée départementale. Les socialistes paraissent en effet bien placés pour ramporter plusieurs sièges supplémentaires. Ce pourrait être le cas à Saint-Foy-la-Grande et à Grignols, dont les conseillers sortants sont tous deux indépendants, voire à Saint-André-de-Cubzac et à Fronsac.

Dans le canton de Blanquefort, le sortant, M. Dusséaux, U.D.R., retrouve son adversaire radical de gauche, M. Julien, qu'il n'avait devancé que de fort peu en 1970. Les résultats seront à examiner de près, car ce canton constitue la partie urbaine de la circonscription où M. Aymar Achille-Poulé avait été élu député avant de devenir secrétaire d'État. On prête en effet à ce dernier, depuis qu'il n'appartient plus au gouvernement, l'intention de briguer un nouveau mandat législatif après une démission que son suppléant, M. Guy Anquet, réformateur, semble très disposé à lui offrir.

Des onze cantons renouvelables tenus par la majorité, quatre-vingt sont en péril. En premier lieu, celui d'Ebreuil, où le général Joseph Kats (U.D.R.), élu en 1970 avec 217 voix, se heurte à un indépendant, M. Guy Rossi (ce sera la seule « primaire » de la majorité dans le département), et les deux candidats de la gauche.

Autre siège menacé, celui de M. Fernand Bizebard, à Montmarault : suppléant de M. Cluzel au Sénat, M. Bizebard ne l'avait emporté que de 130 voix en 1970, avec l'appui des socialistes. Pour les autres cantons, les appréciations diffèrent. La majorité se dit assez inquiète pour M. Gérard Bertocat (U.D.R.) à Varennes-sur-Allier, et surtout pour M. Guy Talbourdet, un ancien socialiste, adjoint au maire de Montluçon et, comme lui, membre du mouvement de M. Hintermann, à Montluçon-Sud. Elle va même jusqu'à avouer une légère crainte pour M. Hector Rolland à Moulins-Sud.

La gauche, pour sa part, s'estime bien placée à Chevagnes contre M. Maurice Lalot (ind. O.D.P.) et à Garzat contre M. Yves Machelon (dém.-chrétien). Mais quelle gauche ? À cet égard, le duel qui mettra aux prises, dans chaque canton, soit un socialiste et communiste ne sera pas moins acharné que le combat qui les opposera à la majorité.

Dans l'Allier comme dans le Puy-de-Dôme, les « modérés » sont sur la défensive. Ils font cependant observer avec espoir que « la vinda se fera bien », ce qui peut, dans ces deux départements, d'ailleurs, calmer les éventuelles ardeurs contestataires des électeurs.

THOMAS FERENCZI.

### HÉRAULT : les divisions radicales

Si, globalement, il n'est guère de grands changements à attendre dans la composition du conseil général de l'Hérault, les élections cantonales pourraient cependant permettre d'éprouver la solidité des positions radicales qu'il se réclame après plusieurs reculs successifs depuis la libération. Il est vrai qu'une exception près — celle de M. Yves Pietra-Santé, radical de gauche, candidat à Mézès — aucun sortant des cinq cantons dont le siège appartient aux radicaux ne précise clairement s'il se réclame des valoisens ou des amis de M. Robert Fabre.

La division de la famille radicale apparaît particulièrement à Béziers. Dans le premier canton de cette ville, M. Pierre Brousse, conseiller

sortant, sénateur (Gauche démocratique) et maire, n'a pas obtenu, malgré sa démission des radicaux de gauche, l'investiture que le parti radical a accordée à l'un de ses adversaires, M. Jean-Charles Baux : la fédération de l'Hérault avait désigné son candidat avant la décision de M. Brousse et n'a pas voulu revenir sur son choix. En revanche, M. Brousse a obtenu le retrait de M. Burges (R.I.).

À Lodève aussi, deux vice-présidents de la fédération de l'Hérault des radicaux de gauche s'opposent : le sortant, M. Jean Mercadier, qui appartient à une vieille famille radicale locale et dont la tendance a toujours été proche de celle de M. Brousse, a en face de lui M. Daniel Maillet, maire de Lodève.

### PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : bataille pour la succession

M. Pierre de Chevigné, ancien ministre et président du conseil général depuis 1964 (Cent. dém.), ne se représente pas dans le canton de Sauveterre-de-Béarn dont il est l'élu depuis 1945 : la bataille pour sa succession est donc ouverte. M. Guy Ebrard, ancien député, vice-président de l'assem-

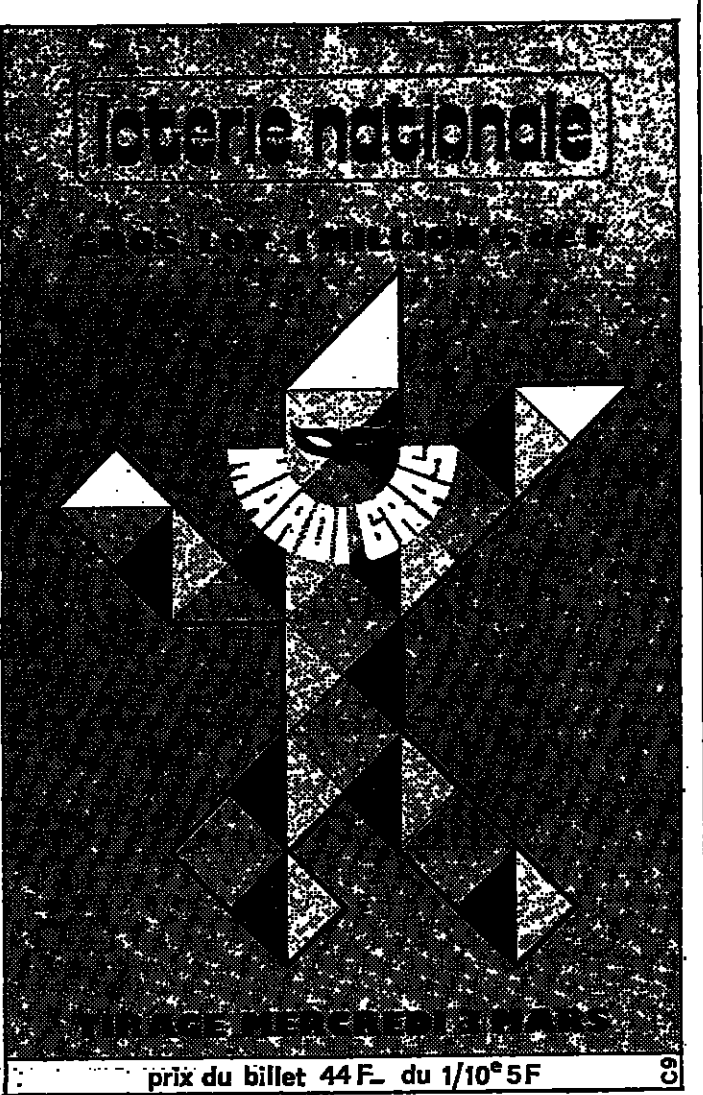
blée départementale depuis 1964, paraît bien placé pour la recueillir : président de la Fédération thermique et climatique française, président de la Fédération internationale du thermalisme et du climatisme, M. Ebrard abandonne le canton d'Arudy, dont il était l'élu depuis 1963, pour se présenter, sous l'étiquette du parti radical et avec le soutien des républicains indépendants, dans celui de Pau-Sud, conquis il y a trois ans par M. Urieta (P.S.) avec 52 voix d'avance sur son adversaire indépendant. Outre le conseiller sortant, il trouvera en face de lui un candidat U.D.R., M. Palluza. On prête à M. Ebrard, qui est actuellement maire d'Oloron-Sainte-Marie, mais qui ne cache pas son intention de renoncer à ce mandat avant les prochaines élections municipales, le projet de briguer dans un an la mairie de Pau que détient M. Labarre, député socialiste.

En attendant, la présidence du conseil général pourrait donner lieu à une rivalité entre Basques et Béarnais, alors que l'idée d'un département basco-béarnais depuis quelque temps par des personnalités de la région. En tout cas, M. Guy Petit, sénateur, maire de Biarritz (C.N.R.P.), peut également prétendre à la succession de M. de Chevigné.

### ISÈRE : le P.S.

#### veut compter ses voix

Sur les vingt-cinq sièges renouvelables, douze sont détenus par la gauche, douze par l'U.R.C.I. (Union républicaine et centriste de l'Isère, qui regroupe les républicains indépendants, les indépendants et les centristes) et un par l'U.D.R. A Grenoble IV, M. Christian de Batistis, ancien responsable de l'U.D.R., qui a rompu avec ce parti après avoir refusé de soutenir M. Giscard d'Estaing à l'élection présidentielle, se représente comme candidat du P.S. (en 1973 il avait battu, aux cantonales, M. Hubert Dubedout, député socialiste, maire de Grenoble). M. Aimé Paquet, ancien président du groupe des députés R.I., se représente à Tignes, mais sans étiquette, en raison des fonctions de médiateur qu'il exerce. Le parti socialiste présente des candidats dans tous les cantons pour compter ses voix.



## les nouveaux coupés Renault



**RENAULT 15** Le nouveau Coupé Renault 15 GTL est équipé de sièges intégraux du type "poteau". La calandre et le tableau de bord ont été entièrement redessinés. Renault 15 GTL : 7 CV-Traction AV. : 29.000 F. 6,8 l pour 100 km à la vitesse stabilisée de 90 km/h. 9,3 l pour 100 km à la vitesse stabilisée de 120 km/h. 10,6 l sur l'essai type urbain. Existe en version TL. Renault 15 TL : 27.500 F. (prix clés en main à 13.78)

Renault préconise elf

### GERS : une majorité qui tient à deux sièges

Cinquante-deux candidats briguent, dans quinze des trente-et-un cantons du Gers, les suffrages des électeurs. Deux scrutins retiennent particulièrement l'attention. Le premier mettra face à face M. Abel Sempé, sénateur socialiste et conseiller général sortant d'Aignan, et un communiste, son seul adversaire. Le second est celui qui, à Mauvezin, opposera M. Pierre de Montéquiou, député réformateur, à deux candidats de gauche. Dans plusieurs autres cantons, les résultats du vote seront très attendus : la majorité dispose de dix-sept sièges à l'assemblée départementale. Il suffirait de deux changements de titulaire en faveur de l'opposition, qui compte quatorze conseillers, pour que celle-ci devint majoritaire.

## L'ÉVÉNEMENT

## LES ÉLECTIONS CANTONALES

Les « trois échelons de la vie locale » que sont, selon M. Giscard d'Estaing, la commune, le département et la région, les citoyens sont représentés par des assemblées élues : conseils municipaux, généraux, régionaux. Les 7 et 14 mars, dans chaque département, les conseils généraux seront renouvelés par moitié (soit mille huit cent huit sièges, auxquels s'ajoutent quatorze sièges vacants du fait du décès de leurs titulaires et quarante et un nouvellement créés). Les

conseillers généraux représentant chacun un canton, les électeurs seront appelés à voter dans un canton sur deux. Ce sera la première consultation au suffrage universel depuis l'élection présidentielle de 1974. A ce titre, le scrutin prendra une valeur de test politique d'autant plus intéressante qu'il intervient à un an des municipales et à deux ans des législatives.

Il est vrai que les attributions des conseils généraux ne sont pas à proprement parler

politiques. Le président de la République vient de rappeler que ceux-ci « traitent des problèmes de l'équipement départemental, des infrastructures, des routes, du remembrement, de l'aide sociale ». « Dans tout cela, a-t-il ajouté, le n'importe pas de très grands débats de doctrine politique. » Les contraintes financières qui pèsent sur les assemblées départementales limitent, de toute évidence, la portée des débats qui s'y déroulent.

Les élections apporteront cependant d'utiles indications sur la force des différents partis en présence. Un changement de majorité peut se produire dans une douzaine de conseils dont les présidents ont été élus ou réélus en 1973 avec quelques voix d'écart. Les abstentions sont toujours nombreuses à l'occasion des élections cantonales : elles confirment tous les trois ans, la nécessité de la réforme des collectivités locales que vient de promettre le chef de l'Etat.

## DES POUVOIRS QUI NE SONT PAS NÉGLIGEABLES

DES sa création, en 1790, le département a été doté d'un conseil élu, qui devait par la suite devenir « général ». Ainsi se trouvait affirmée à côté de la vocation administrative de cette nouvelle circonscription (au sein de laquelle allaient s'exercer les compétences des services de l'Etat) son caractère de collectivité locale.

Le statut actuel des conseils généraux est, pour l'essentiel,

tellement satisfaisant aux adversaires du centralisme (qui réclamaient un exécutif départemental élu), est désigné par le conseil général en son sein chaque année, à la fin de la seconde session ordinaire. Elle comprend quatre à sept membres qui ne doivent être ni des parlementaires ni le maire du chef-lieu du département. Ses pouvoirs sont surtout consultatifs, en particulier pour la préparation du budget et pour la surveillance de son exécution.

## Le contrôle du budget

C'est en effet à l'occasion du vote du budget départemental que s'exerce l'essentiel du pouvoir des conseils généraux, qui ont ainsi à répartir entre différents postes de dépenses une somme qui représente environ 10 % du budget de l'Etat : très exactement 20 milliards 583 millions de francs en 1975 pour l'ensemble des départements.

Le budget du département préparé par le préfet et exécuté par lui après adoption par le conseil général prévoit, en recettes annuelles, le produit des impôts locaux et de l'exploitation des domaines départementaux, auquel s'ajoutent les subventions de l'Etat ; les dépenses sont réparties en deux sections : investissements et frais de fonctionnement.

Ainsi l'assemblée départementale se trouve-t-elle maîtresse, dans certaines limites, de la création et de l'organisation des services publics dans son ressort territorial. Ces limites sont celles qu'impose le caractère obligatoire de certains de ceux-ci, parmi lesquels l'hygiène et l'aide sociale, ainsi que le service de la voirie départementale, qui est une des dépenses les plus importantes mises à la charge du département. En outre, le conseil général contrôle la gestion du patrimoine départemental — ce qui ne le conduit pas seulement à décider l'achat ou la vente, la construction ou la destruction de certains immeubles publics, mais aussi à fixer les conditions des marchés passés par le préfet — et assure la rémunération du personnel employé par le département. Les conseils, qui sont tenus d'approuver un plan de transports départemental (soit par création d'un service public, soit par concession avec des transporteurs privés), participent aussi, par des subventions accordées à des communes ou à des groupements de communes, à la réalisation d'équipements

publics (constructions scolaires, ensembles sportifs, etc.).

Le conseil général a d'autre part, des pouvoirs d'incitation économique qui ne sont pas négligeables. D'abord parce qu'il doit être consulté par le gouvernement sur les priorités du plan : éducation, développement urbain, communications, logement, santé, etc. Ensuite et surtout parce que ce sont les élus cantonaux qui organisent ou favorisent l'aménagement de certaines parties du territoire des communes, comme les zones industrielles, et peuvent accorder des avantages fiscaux, parfois importants, aux entreprises qui acceptent de s'y installer.

De même l'assemblée départementale intervient éventuellement en matière de rénovation de l'habitat rural et urbain, d'aménagement touristique (notamment pour les stations de sports d'hiver) et de remembrement. En outre, ses pouvoirs ont été élargis par différents décrets en date du 11 janvier dernier, s'agissant de voirie et de construction scolaire, puisque l'utilisation de certains crédits d'Etat dans ces deux domaines a été transférée des organes centraux ou locaux de l'administration aux conseils généraux.

Enfin, la loi du 5 juillet 1972 créant et organisant les établissements publics régionaux a confié aux conseils généraux le soin de désigner en leur sein une partie des membres des conseils régionaux.

On ne saurait donc sous-estimer la maîtrise que les conseils généraux ont sur les décisions de l'Etat : si les délibérations de ceux-ci ont en effet force exécutoire, elle peuvent être, dans certains cas importants, soumises à l'approbation financière du pouvoir central. De plus, le préfet peut toujours déférer dans les dix jours une délibération du conseil général au gouvernement, qui peut l'annuler par décret pris en Conseil d'Etat (mais seulement pour illégalité).

Sans répondre aux vœux de tous leurs membres, les pouvoirs des conseils généraux ne sont cependant pas négligeables. C'est du moins ce qu'il faut en penser, en se représentant ou se représentant aux différents scrutins cantonaux, les deux cent cinquante et un députés et les cent soixante-quatre sénateurs qui y siègent actuellement.

## QUARANTE ET UN NOUVEAUX CANTONS

TROIS CENT DIX-HUIT cantons ont été créés en 1973 en province. En 1976, quarante et un cantons nouveaux font leur apparition dans la région parisienne : neuf dans l'Essonne (00, en contrepartie, un a été supprimé), six dans le Val-de-Marne, huit dans le Val-d'Oise, six dans Seine-et-Marne, six dans la Seine-Saint-Denis, six dans les Yvelines.

Ce découpage, justifié par l'accroissement démographique des dix départements, a été dénoncé par la gauche comme une « immense tricherie ». Les trois parts électorales du programme commun ont estimé que le gouvernement tentait ainsi « par tous les moyens » d'empêcher une représentation de la gauche correspondant au nombre de ses électeurs. « Pourquoi la voix d'un électeur vaut-elle trois fois moins que celle d'un autre ? », a demandé Mme Edeline, sénateur communiste, à M. Poniatoewski en lui faisant observer que le canton de l'Île-Adam — commune dont il est maire — est scindé en deux pour quinze mille habitants, tandis qu'à Argenteuil un seul canton est maintenu avec vingt-deux mille habitants. « Un conseiller général de gauche représentera quarante mille habitants », a lancé au ministre de l'Intérieur M. Dupuis, député communiste, « alors que, pour votre ami, M. Grillettery, par exemple, vous préparez une circonscription qui ne contiendra que près de vingt mille habitants ».

Réponse de M. Poniatoewski : « Nous nous efforçons de faire le rapprochement entre les cantons les plus peuplés et les moins peuplés : voilà la pure et simple vérité. (...) Il y a un équilibre toujours difficile à établir entre population et superficie. »

## LE CAS DE PARIS

LES Parisiens ne votent pas aux élections cantonales triennales. Le Conseil de Paris, qui tient lieu tout à la fois de conseil municipal et d'assemblée départementale, est en effet élu tous les six ans, en même temps que les autres conseils municipaux de France.

Selon la loi, le Conseil de Paris exerce pour le département de Paris « les attributions dévolues aux conseils généraux dans les conditions du droit commun ». La situation particulière de la Ville de Paris entraîne cependant quelques différences : le maire prévu par la nouvelle loi fera office de président de conseil général et surtout, à la différence des conseils généraux, qui ne sont pas des assemblées permanentes et tiennent deux sessions par an, le Conseil de Paris se réunit comme il l'entend. Enfin, la délimitation des compétences départementales et des compétences municipales du Conseil fait l'objet de difficiles mises au point. La loi prévoit que la ville disposera à la fois d'un budget et d'un personnel départementaux distincts du budget et du personnel communaux : les décrets d'application préciseront les modalités de cette séparation.

## Un reflet de la réalité politique

Le conseil général n'est pas, en principe, une assemblée politique. En effet, en vertu de l'article 51 de la loi du 10 août 1871, « tous vœux politiques lui sont interdits ». « Néanmoins, ajoute ce même article, il peut émettre des vœux sur toutes les questions économiques et d'administration générale. » Distinction subtile qui faisait dire au ministre de l'Intérieur de l'époque : « Il faudrait que les conseils généraux fussent bien maledroits pour ne pas arriver, lorsqu'ils en auront envie, à émettre tous les vœux politiques qui leur conviendront. »

Politiques, les assemblées départementales le sont même à un point tel que, selon la loi du 15 février 1972, « si l'Assemblée nationale ou celle qui lui succéderont viennent à être illégalement dissoutes ou empêchées de se réunir, les conseils généraux s'assemblent immédiatement de plein droit. (...) Le conseil général pourvoira d'urgence au maintien de la tranquillité publique et de l'ordre légal ». Ultime garantie de la légitimité démocratique, les conseils généraux se trouvent ainsi investis d'une responsabilité éminente pour assurer, en cas de crise exceptionnelle, la continuité de l'Etat.

Il reste vrai, cependant, que la « politique » partisane s'y manifeste beaucoup moins que dans les autres assemblées. Les « raz de marée » provoqués par l'émigration soudaine de courants nationaux y sont inconnus, ne serait-ce que parce que la législature, dans sa prudence, les a mis à l'abri par le système du renouvellement par moitié. En outre, il n'est pas rare que des partis qui obtiennent de réels succès à l'occasion d'autres consultations nationales connaissent des échecs aux élections cantonales : ce fut, par exemple le cas de l'U.D.R., qui n'a jamais réussi, sous la présidence du général de Gaulle, à s'implanter dans les assemblées départementales comme elle l'a fait dans les villes ou dans les circonscriptions. De même tel canton qui a voté à gauche lors d'un scrutin législatif ou présidentiel maintiendra éventuellement sa confiance à un élu modéré.

## Le royaume des « modérés »

Les questions de personnes jouent donc un rôle plus important qu'en d'autres circonstances. Il en résulte une représentation politique un peu faussée par rapport aux grandes tendances nationales. Les conseils généraux sont traditionnellement le royaume des « modérés » qui se présentent sans étiquette, pour « l'action locale » ou « la défense des intérêts du canton ». Les partis ne sont évidemment pas représentés selon leur force réelle : même si les statistiques en la matière sont imprécises, il apparaît que les 349 cantons qui découpent le territoire métropolitain avant la création des nouveaux cantons de la région parisienne étaient représentés par 323 communistes ou apparentés, 673 socialistes, 193 radicaux de gauche, 565 U.D.R., 390 républicains indépendants, 733 réformateurs (chiffres fournis par les partis) et, par soustraction, plus de 600 « modérés », « centre gauche », « divers gauche » ou autres sans parti. Comme, de surcroît, les partis ont plutôt tendance à s'annexer les élus qu'ils estiment proches d'eux, le nombre de ces conseillers généraux sans étiquette est sans doute plus élevé. Ces chiffres, aussi sujets à caution soient-ils, montrent en tout cas la sous-représentation du parti communiste (qui a 170 sortants, est absent d'une vingtaine de conseils généraux et ne détient qu'une présidence, celle de la Seine-Saint-Denis) et la surreprésentation des divers centristes, réformateurs déclarés ou « modérés » sans étiquette.

Faut-il en conclure que les élections cantonales n'ont pas la portée nationale que la gauche, invariablement, leur prête et que la majorité, inlassablement, leur conteste ? Ce serait aller trop loin. Les conseils généraux sont en effet un reflet, déformé mais significatif, de la réalité politique du pays. D'une part, les déformations liées au « facteur personnel » ne sont pas propres à ce

scrutin, même s'il l'amplifie : les élections législatives offrent des exemples comparables. D'autre part, et surtout, le phénomène tend progressivement à s'atténuer. La stabilité souvent constatée laisse place à des mouvements, d'ampleur variable, toujours en rapport avec les flux et reflux de la politique nationale : forte poussée de la gauche en 1964 et en 1973, un an avant des élections présidentielles qui devaient confirmer la tendance, ou nette progression de l'U.D.R. un an après l'élection de Georges Pompidou.

De même, le parti communiste gagne régulièrement des voix d'une consultation à l'autre, tandis que les modérés en perdent tout aussi régulièrement. Tout se passe comme si les élections cantonales s'alignaient celles qui lui succéderont viennent à être illégalement dissoutes ou empêchées de se réunir, les conseils généraux s'assemblent immédiatement de plein droit. (...) Le conseil général pourvoira d'urgence au maintien de la tranquillité publique et de l'ordre légal ». Ultime garantie de la légitimité démocratique, les conseils généraux se trouvent ainsi investis d'une responsabilité éminente pour assurer, en cas de crise exceptionnelle, la continuité de l'Etat.

## La démocratie locale

Enfin, le rôle des conseils généraux est l'un des aspects du débat actuel sur le développement de la démocratie locale, qui sera, selon M. Giscard d'Estaing, une des actions majeures du septennat. « Renforcer la capacité locale de décider et d'agir », a dit le chef de l'Etat le 24 novembre à Dijon, tel est bien le problème essentiel. C'est également au nom de la défense des libertés locales que la gauche fait campagne. Les défauts du système sont connus.

## MOINS

## D'AGRICULTEURS ET PLUS DE CADRES MOYENS

L'ÉVOLUTION de la répartition des conseillers généraux par catégories socioprofessionnelles montre que les « professions libérales et cadres supérieurs » maintiennent une nette prédominance : ils représentaient 37,15 % des élus en 1955, 35,14 % en 1964 et 35,13 % en 1974.

En revanche, le nombre des agriculteurs est en baisse rapide (22,14 % en 1955, 18,33 % en 1964, 13,59 % en 1974) et celui des « patrons, industriels et commerçants » en diminution sensible (22,33 % en 1955, 20,05 % en 1964, 15,30 % en 1974).

La plus forte progression est enregistrée chez les « cadres moyens », qui ont passé de 5,70 % en 1955 à 7,01 % en 1964 et à 17,42 % en 1974, et chez les non-actifs, qui étaient 8,05 % en 1955, 10,59 % en 1964 et 13,11 % en 1974. Les ouvriers ont augmenté dans le même temps de 0,93 % à 1,32 % et à 1,72 %, les employés de 1,75 % à 3,24 % et à 3,53 %.

En valeur absolue, les agriculteurs propriétaires exploitants sont encore les plus nombreux (ils étaient 451 en 1974), suivis par les médecins (365), les rentiers, pensionnés, retraités civils (323), les instituteurs (187) et les professeurs du second degré et de l'enseignement technique (169).

M. Alain Peyrefitte les a énumérés dans le Monde (daté 23-24 novembre 1975) : « Ecrasée surpopulation rurale, qui incite les villes à régler directement leurs problèmes avec Paris : vieillissement et parfois médiocrité des personnels politiques ; dépendance des collectivités locales par rapport aux services techniques et des services techniques par rapport aux administrations parisiennes ; éloignement des forces vives pour ces structures archaïques. » L'ancien ministre en conclut que « les institutions départementales ont besoin d'être profondément rénovées », et propose, comme le fait le programme commun de la gauche, que le département devienne maître de son exécutif.

L'enjeu politique des élections cantonales pourrait être quelque peu relevé par ces prises de conscience convergentes.

PAGE ETABLIE PAR BERNARD BRIGOULEIX ET THOMAS FERENCZI

## VOTE : DEUX CHANGEMENTS

DEUX changements ont été introduits dans la législation depuis la dernière consultation.

— L'âge de la majorité a été fixé à dix-huit ans par la loi du 5 juillet 1974 : « Sont électeurs les Français et Français, âgés de dix-huit ans accomplis, jouissant de leurs droits civils et politiques et n'étant dans aucun cas d'incapacité prévue par la loi. » Les listes électorales ont été revues du 1<sup>er</sup> septembre au 31 décembre dernier : les personnes qui atteignent l'âge de dix-huit ans avant le 1<sup>er</sup> mars prochain ont été invitées à s'inscrire.

— La vote par correspondance a été supprimé par la loi du 11 décembre 1974. Il a été remplacé par le vote par procuration, qui permet à un électeur éloigné de son domicile, s'il appartient à certaines catégories fixées par la loi (militaires, fonctionnaires en déplacement, personnel navigant de l'aéronautique, citoyens français hors de France, etc.), de se faire représenter au bureau de vote, le jour du scrutin, par un autre électeur de son choix inscrit sur la liste électorale de la même commune. Chaque mandataire ne peut disposer de plus de deux procurations, établies par acte dressé devant des magistrats ou officiers de police judiciaire, dont la liste est affichée dans les mairies, tribunaux d'instance, gendarmeries et commissariats de police.

défini par la loi du 19 août 1871. Les conseillers sont élus au suffrage universel direct, chacun dans le cadre d'un canton. Il y en a 3 629 en métropole et 124 dans les départements d'outre-mer. Élus pour six ans, les conseils généraux sont renouvelés par moitié tous les trois ans : les cantons ont été répartis en deux séries par tirage au sort. C'est au mois de mars, précise l'art. 192 de la loi, que le scrutin a lieu.

Le scrutin est uninominal à deux tours. Pour être élu au premier tour, il faut avoir réuni la majorité absolue des suffrages exprimés et le quart au moins des électeurs inscrits ; au second tour, est élu celui qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages, quel que soit le nombre des votants et des candidats.

En 1970, l'âge d'éligibilité a été abaissé de vingt-trois ans à vingt et un ans. Sont éligibles au conseil général tous les électeurs inscrits, domiciliés dans le département ou qui, au moins, figurent sur le rôle d'une des contributions directes au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du scrutin (cette dernière catégorie, toutefois, ne peut dépasser le quart de l'effectif total du conseil).

Un certain nombre d'incompatibilités (architectes départementaux, ingénieurs des travaux publics de l'Etat, etc.) et de cas d'indéligibilité (préfets, sous-préfets, ingénieurs des ponts et chaussées, inspecteurs d'académie, directeurs des postes et télécommunications, etc., en fonctions dans le département) sont prévus par la loi. Le contentieux de l'élection est du ressort des tribunaux administratifs, avec appel en Conseil d'Etat.

Le mandat de conseiller général n'est pas rétribué. Il existe seulement des indemnités de déplacement et pour frais de séjour. Le conseil général ne peut se réunir que dans les délais fixés par la loi. Ainsi sont prévues deux sessions ordinaires annuelles : quinze jours au maximum entre le 1<sup>er</sup> et le 30 avril ; 30 jours entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 15 janvier de l'année suivante. Mais des sessions extraordinaires peuvent être organisées à l'initiative du gouvernement, du préfet, de la commission départementale ou des deux tiers au moins des membres du conseil. Dans tous les cas, les séances sont publiques.

La commission départementale, créée en 1871 pour donner par-

## COURS RAY

Enseignement secondaire privé mixte

PENSIONS dans VILLAS avec jardin à NICE

organise comme chaque année :

## ● Pour les VACANCES de PAQUES

(Lundi 22 mars au samedi 3 avril 1976)

en vue du BACCALAURÉAT

des RÉVISIONS intensives dans les matières principales

LE MATIN : Cours

- T.A. : Philo, math., langue 1
- T.B. : Philo, math., Sc. Econom.
- T.C. : Philo, math., Physique
- T.D. : Philo, math., Physique, S. Nat.

avec choix possible par matière pour les externes.

L'APRÈS-MIDI :

- Contrôle des connaissances, études surveillées ;
- Sport : disciplines prévues au Baccalauréat - cheval, tennis.

## ● Pour les VACANCES d'ÉTÉ

(1<sup>er</sup> août au 4 septembre 1976)

COURS DE RATTRAPAGE OU DE PERFECTIONNEMENT

- ÉTUDE le matin ;
- SPORT l'après-midi (ski nautique, cheval, tennis, montgolfier).

Renseignements et inscriptions :

12, rue Caffarelli, 06000 NICE - Tél. : (93) 88-48-43.

11 MODELES

6 cylindres

ESSAI DE TOUTE LA GAMME

BMW

267-31-00

25, rue cardinet

PARIS 17<sup>e</sup>

CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF

GAP

WAGRAM

صكنا من الاما



## LE GRAND RISQUE

(Suite de la première page.)

Changer la vie : c'était pour- tant, sous diverses formes, le slogan de tous les candidats à l'élection présidentielle, cela reste l'ambition de tous les partis. C'est encore une nécessité profondément ressentie, au moins en théorie, au niveau des principes et des exigences d'un bon gouvernement, par une bonne partie des Français. Et surtout le changement est là, il s'opère tous les jours sous nos yeux, et très vite, qu'on le regrette ou s'en réjouisse, qu'on le juge trop lent ou trop rapide, qu'on l'aime ou le déteste.

Où, la vie change et la politique, rétrospectivement par nature, doit, bon gré, mal gré, en tenir compte. Ces réformes ajournées, ces transformations différées, ces bouleversements pour l'instant refusés, parce qu'ils dérangeraient, parce qu'ils seraient fatalement mal reçus par une fraction de l'électorat, parce que la crise les rend plus difficiles et hasardeux, tous ceux-là et bien d'autres, ils sont inévitables, ils sont inéluctables, aussi sûrement inscrits dans l'avenir que l'usage dans la main. S'ils tardent trop, le couvercle un jour sautera. S'ils ne sont pas indéfiniment renvoyés à plus tard et sont entrepris pendant qu'il en est temps encore, ils s'entraî- neront l'un l'autre, comme les rouages d'une machine et dessineront une nouvelle France pour de nouveaux Français.

Dans les deux cas, c'est le président de la République qui, le premier, subira le choc de ces bouleversements, et il ne l'ignore pas. Il sait aussi que ces transformations-là ont également un certain nombre de caractéristiques communes. Comme c'était le cas pour les réformes déjà acquiescées, mais d'une tout autre espèce et même exactement opposée. Elles coûteront cher. Elles atteindront de plein fouet des intérêts puissants. Elles débou- cheront sur des conflits tendus, des oppositions acharnées, des ruptures sévères. Car elles ten- dent toutes peu ou prou à accélérer et à accentuer une certaine socialisation, non plus seulement de l'économie, de l'acti- vité, du travail, mais de la vie quotidienne.

Un exemple, choisi volontai- rement en dehors des grands pro- jets en débat ou à l'étude. Il existe actuellement plusieurs sys- tèmes informatiques qui nous enserrent : identité, sécurité sociale, soldes et fichiers policiers, et judiciaires, etc. De nouveaux réseaux naissent et s'en- richissent chaque jour dans des domaines aussi divers que l'assu- rance, le logement, la santé

publique, la banque, les commu- nications et les transports, etc. Nous sommes, on le dit souvent, en carte, et de toutes les façons, réduits à une succession de nu- méros. L'idée et la possibilité matérielle de relier entre eux tous ces ordinateurs, de centraliser tous ces renseignements encore épar- sés, existent et sont actuellement dis- cutées. La tentation est grande pour le pouvoir et l'adminis- tration : tous les citoyens, du berceau à la tombe, réduits à une fiche informatisée, ce serait si commode. Mais la liberté indi- viduelle et toutes les libertés — d'entreprendre, de se déplacer, d'agir et de penser — en rece- vraient un coup très rude, peut- être fatal. La démonstration a été faite à maintes reprises.

Or la décision appartient en définitive au président de la République. Il semble douteux qu'il puisse s'opposer longtemps à la constitution de cet irrem- placable outil de gouvernement. S'il est une mesure de nature à renforcer considérablement l'organisation collective de la vie quotidienne, c'est bien celle-là.

On aboutit donc à ce para- doxe : champion du libéralisme avancé, élu pour l'essentiel par les éléments conservateurs éclairés ou non, M. Giscard d'Estaing va se trouver inévitablement poussé, qu'il le veuille ou non, à appe-

santir la contrainte, l'encadre- ment, la collectivisation de la vie des Français. Toutes les réformes envisagées ou en préparation vont dans ce sens. Toute l'évolution, en France comme ailleurs, va dans ce sens. Et même si le régime se durcit ou au contraire se défait, qu'il assume ou refuse le change- ment et le progrès, il ne peut échapper à cette fatalité qui le dépasse.

C'est la grande, sans doute la principale question posée au pou- voir pour les prochaines années. C'est par ses conséquences, et quoi qu'on fasse ou ne fasse pas, la cause, l'objet et l'enjeu de la prochaine crise nationale.

Car il y aura crise, et crise grave, à ce sujet, à un moment ou à un autre. La collectivisation du pays et de la vie quotidienne de ses habitants n'est pas un moindre accident historique que la décolonisation qui a provoqué, dix années durant, tant de soubre- sauts. Elle est sans commune mesure avec la fièvre étudiante, le « ras-le-bol » de la jeunesse, qui fut le détonateur de mai 1968. Est-ce à dire qu'une fois de plus le pays cherchera quelque homme providentiel ou quelque solution miraculeuse, changera une fois de plus la Constitution et le numéro de la République, verra une fois de plus une partie des citoyens défier l'autorité et se soulever ou,

au contraire, l'autorité se renfor- cer au point de déboucher sur un régime autoritaire ? Cela, nul ne peut le dire, nul ne peut se hasarder à prédire le jour que prendra un conflit qui n'en est pas encore, ou à peine, au stade de la prise de conscience. Ce qui est sûr, c'est qu'un président

libéral, élu des conservateurs, va devoir diriger face à une opposi- tion qui revendiquera pour elle seule le droit de se dire socialiste, une certaine socialisation du pays. Et que ce ne sera pas de tout repos.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

### AVIS DE CONCOURS

Le Ministère de la Justice, recrute

## 100 EDUCATEURS

Postes à pourvoir à PARIS

Concours le : 5 mai

ouvert :  
- aux titulaires du baccalauréat ou d'un diplôme équivalent  
- âgés de 18 à 35 ans.  
Ces fonctionnaires seront chargés de l'animation  
socio-éducative dans les établissements pénitentiaires et de  
l'assistance sociale aux détenus pour faciliter leur adaptation  
à une vie normale.  
Promotion importante possible par concours interne.  
Pour tous renseignements, écrire à Pierre LICHOU S.A. -  
sous référence 6715, 10, rue de Louvois - 75003 Paris cédex  
02 qui transmettra.

# Darty vous présente ses Arts Ménagers

Faute de place, il nous est impossible d'illustrer ici nos 250 grandes marques,  
nos 5.500 modèles et toutes nos nouveautés. Mais nous vous invitons à les découvrir  
dans nos 20 magasins, où vous les trouverez tous aux prix DARTY.

## Les arts ménagers à la Darty ça ne se copie pas.

Home-Centers Darty et Réal regroupant :

Darty, spécialiste de l'électroménager, Hi-Fi, TV

et Réal, spécialiste en ameublement, décoration et cuisines.

75 - PARIS 11<sup>e</sup> : 25 à 35, bd de Belleville - M<sup>o</sup> Couronnes..... ⑨

75 - PARIS 14<sup>e</sup> : Centre Commercial Gaité-Montparnasse..... ⑨ 14

80, av. du Maine - Entrée directe par le M<sup>o</sup> Gaité..... ⑨ 14

93 - BAGNOLET : Pte de Bagnolet. M<sup>o</sup> Gaité..... ⑥ 8

Au pied du Novotel..... ⑥ 8

93 - BONDY : 123 à 155, av. Gallieni. RN 3..... ⑤ 8 10

95 - CERGY-PONTOISE : Centre Régional "3 fontaines"..... ④ 9

92 - CHATILLON : 151, av. Marcel-Cachin. RN 306..... ① 2 ③ ④ ⑤ 10

93 - PIERREFITTE : 102-114, av. Lénine. RN 1..... ⑤ 8 10

76 - ROUBEN : 47, av. de Caen..... ⑥ 2 11



Magasins Darty spécialiste de l'électroménager, Hi-Fi, TV.

75 - PARIS 8<sup>e</sup> : Darty-sous-la-Madeleine. Parking place de la Madeleine..... ⑨

75 - PARIS 13<sup>e</sup> : 168, av. de Choisy. M<sup>o</sup> Pl. d'Italie..... ② ⑧ 11

75 - PARIS 18<sup>e</sup> : 128, av. de St-Ouen. M<sup>o</sup> Pte de St-Ouen..... ② ⑧ 11

75 - PARIS 20<sup>e</sup> : 3-5-7, av. de la Pte de Montreuil..... ② ⑧ 11

M<sup>o</sup> Pte de Montreuil..... ② ⑧ 11

78 - ORGEVAL : Centre Commercial "Art de Vivre"..... ⑥ 8 12

91 - THIAIS-RUNGIS : Centre Régional de la "Belle Epine". RN 7..... ④ 9

92 - ASNIERES : Carrefour des 4 Routes. RN 309/RN 186..... ② ⑧ 11

94 - CHAMPIGNY : 12, av. R.-Salengro. La Fourchette. RN 4..... ⑦ 10 15

94 - CRETEIL : Centre Régional "Créteil-Soleil"..... ④ 9

69 - LYON : Centre Commercial de la Part-Dieu. 3<sup>e</sup> niveau..... ⑥ 8 14

4.300 places de parking..... ⑥ 8 14

69 - LIMONEST : Route Nationale 6..... ⑥ 8 14

78 - PARLY 2 : Centre Commercial..... ④ 9

① Nocturne le Mardi jusqu'à 21h30 - ② Nocturne le Mercredi jusqu'à 21h30 - ③ Nocturne le  
Jeudi jusqu'à 21h30 - ④ Nocturne le Vendredi le Samedi et le Dimanche jusqu'à 22h00 -  
⑤ Nocturne le Vendredi jusqu'à 21h30 - ⑥ Nocturne le Samedi jusqu'à 22h00 - ⑦ Ouvert

⑧ Demande matin - ⑨ Ouvert le Dimanche toute la journée - ⑩ Fermé le Dimanche - ⑪ Fermé  
le Lundi - ⑫ Fermé - ⑬ Ouvert matin - ⑭ Fermé le Mardi - ⑮ Fermé le Mercredi - ⑯ Nocturne  
le Mardi jusqu'à 22h00 - ⑰ Nocturne le Vendredi jusqu'à 21h00.







## SPORTS

DANS LE NORD ET LE PAS-DE-CALAIS

### Plusieurs milliers de personnes ont participé au «cross du cœur»

De notre correspondant

Lille. — Le bois de Boulogne à Lille battait la chamade en ce dimanche 29 février qui, sous un soleil aussi éclatant qu'insolite, devait bien être le premier jour du printemps 1979. Par centaines, par milliers, ils se pressaient dans les allées : les uns dormant le torse et agitant les bras comme des athlètes du cross, d'autres plus dévoués et soufflant, d'autres enfin traînant la jambe. Que de participants pour le «cross du cœur», même si certains étaient venus tout simplement en marcheurs.

C'est ainsi d'ailleurs que les organisateurs avaient cette fois baptisé cette journée sportive ouverte à tous. L'an dernier, sous une pluie froide, l'initiative de la fondation régionale de cardiologie avait été très fortement suivie par le public : près d'un millier de participants au «cross du cœur» dans ce même bois de Boulogne, à quelques encablures de la vieille citadelle de Vanban. Pour cette deuxième expérience, la fondation avait reçu un renfort important de la direction de la jeunesse et des sports et de la jeune chambre économique.

Dès 8 h. 30 la foule se pressait vers l'esplanade comme si son équipe préférée, celle du LOSC, allait disputer un derby ! Hommes en majorité, femmes nombreuses, tout de même, un «papy» de soixante-dix ans, tenant par la main un garçonnet, sans que l'on sache bien lequel des deux conduisait l'autre vers la piste ; pantalons et pull-overs, jeans et maillots de corps, survêtements multicolores ; cela tenait à la fois de la kermesse et de la fête champêtre. Le 43<sup>e</sup> R.I. avait prêté son concours pour dresser trois tentes, l'une pour les vestiaires, l'autre pour les inscriptions, une autre enfin pour la Croix-Rouge.

Dimanche matin, chacun pouvait donc à sa fantaisie participer à un «cross» ou tout sim-

plement à un «parcours». Mais le seul mot de cross était tout de même un parfum de compétition : ainsi, sur 2 kilomètres, sur 4 kilomètres ou 8 kilomètres on vit les plus jeunes mais aussi quelques concurrents d'un âge certain foncer comme si la présence du champion Michel Bernard dans chacune des épreuves les appelait à sprinter.

Le gros du peloton, pourtant (900 participants sur les deux kilomètres, 1 500 sur les 4 kilomètres et 1 100 sur les 8 kilomètres, au total trois fois plus qu'en 1978), allait sagement son petit bonhomme de chemin.

Cette manifestation a pris cette année une nouvelle dimension. Elle ne s'est pas cantonnée à Lille seulement, puisque dans quelques villes du Nord et du Pas-de-Calais, de Dunkerque à Maubeuge, d'Auchel à Cambrai, on a connu les mêmes rassemblements. Les cross et parcours du cœur ont surtout l'avantage de sensibiliser l'opinion publique à l'exercice physique, ne serait-ce que pour la place importante qui leur est accordée dans la presse et sur les ondes régionales. «Il est faux de croire qu'il faut toujours manger la soupe», dit le directeur Henri Delbecq, de la Fondation régionale de cardiologie.

GEORGES SUEUR.

## PRESSE

### Le conflit du «Parisien libéré» entre dans sa deuxième année

Il y a un an débutait le conflit opposant les ouvriers du Livre C.G.T. à la direction du «Parisien libéré».

Dans un communiqué, le comité intersyndical du Livre parisien C.G.T. appelle les ouvriers de la presse à «venir nombreux le mercredi 3 mars 1979 au métro Varenne, pour se rendre en délégation auprès du ministre du travail, M. Michel Durafour, afin de soutenir les ouvriers du Parisien libéré, accompagnés de leurs femmes et enfants qui risquent, après un an de lutte, de se trouver privés de la Sécurité sociale et des allocations familiales».

«Le président de la République, son premier ministre, M. Chirac, et son ministre du travail, font la sourde oreille à toutes les démarches entreprises par la C.G.T. et la Fédération française des travailleurs du Livre et de sa-

jet, ajoute le comité intersyndical. Oubliant-ils compromettre la vie et la santé des femmes et des enfants en les privant de la Sécurité sociale en cas de maladie, d'accident, d'hospitalisation, en refusant aux femmes enceintes la couverture sociale à laquelle elles ont droit, les remboursements de la Sécurité sociale ? »

Dans le cadre de cette «semaine anniversaire» M. Roger Lancry, secrétaire général du comité intersyndical, annonce plusieurs formes d'action : manifestation des ouvriers du Livre au cours d'épreuves sportives, distribution de tracts dans toutes les gares parisiennes, «journée d'action» à Saint-Etienne, dont le maire est M. Durafour.

## JUSTICE

A LILLE, LORS D'UN PROCÈS POUR INJURES PUBLIQUES A L'ARMÉE

### Les tribunaux d'exception n'ont jamais été, en France ou ailleurs l'honneur de la justice, déclare le représentant du ministère public

Lille. — Directeur de la revue mensuelle «Cité nouvelle», M. Ambroise Monod comparait lundi 1<sup>er</sup> mars

devant la sixième chambre correctionnelle de Lille. Il était poursuivi pour avoir publiquement injurié l'armée sur

une affiche placardée dans les rues de Lille le 18 juin 1975, et constituant un supplément au périodique qu'il dirige.

De notre envoyé spécial

L'acte d'accusation décrit ainsi le corps du délit : «Lesdites affiches commencent par ces mots : «Les tares de la justice, plus les tares de l'armée, ça fait beaucoup», comportant sur fond les de vin la caricature d'un militaire en uniforme dont le visage présente les stigmates de l'alcoolisme chronique, tandis que son attitude évoque un état d'ivresse des plus manifestes attesté en outre par des onomatopées traduites dans la partie supérieure droite de l'affiche par le visage du sujet par ces mots : «Oh-eh-oh-eh-eh».

Cette description, qui mit en joie l'assistance, évoquait les œuvres de Courbet dont plusieurs témoins rappelleront le caractère subversif. Mais s'il ne s'agit que de rire, y aurait-il eu poursuites ? Dès lors qu'il se trouvait au banc des prévenus, M. Monod estima qu'il avait été cité non pour une caricature, mais pour les idées qu'il défend. Il lui restait à s'en expliquer, autant devant le tribunal que devant un auditoire particulièrement important.

L'affiche, dira-t-il, est en fait l'agrandissement d'un dessin de Cabu extrait de l'illustration d'une brochure intitulée La justice militaire, ce qu'il faut en savoir.

Avec M. Monod, le pasteur Cassin, qui se présente comme officier de réserve, engagé volontaire, ancien combattant de la Résistance, et ancien amonier militaire, insistera sur le caractère répressif des tribunaux militaires. Il rappellera qu'en Allemagne fédérale, après la guerre, la France obtint la suppression de toute justice militaire. «Ce qui paraissait utile pour la sauvegarde de la démocratie allemande devrait être valable pour la France, où subsistent deux ou trois justices», dira-t-il.

Les autres témoins, qu'il s'agisse de M. Alain Krivine, du dessinateur Cabu, de M. Bertrand Julien, militant du mouvement d'information des droits du soldat (I.D.S.), de M. Denis Berger, directeur de la Croix en l'air, ou de M. Jean-Pierre Delarue, membre des comités de lutte objecteurs (C.L.O.), ne se placeront pas sur un autre terrain que celui de la contestation du pouvoir militaire.

«Le citoyen doit intervenir»

Écoutés sans être interrompus par le président, M. Jean-Bernard Michelon, ils motiveront, en revanche, la véhémence de M. Jean-Marie Dupuis, substitut du procureur de la République, qui mit tout son talent à dénoncer ceux qui voulaient utiliser la barre des tribunaux pour en faire une tribune. De son propre aveu, le magistrat s'était préparé pour un autre débat où l'humour aurait eu ses droits. Il ne cacha pas son dépit d'avoir à répondre à un grand débat d'idées, et n'évita pas d'objecteurs (C.L.O.), ne se placèrent pas sur un autre terrain que celui de la contestation du pouvoir militaire.

A la reprise de l'audience, M. Michelon laissa rentrer les perturbateurs, et M. Dupuis put reprendre son réquisitoire. Tout en indiquant ne pas vouloir donner son opinion sur le fond, le représentant du ministère public

n'en affirma pas moins que «les tribunaux d'exception», sans exception, n'ont jamais été, en France ou ailleurs, l'honneur de la justice. Mais, estimant que l'action publique se trouvait ici fondée sur le droit objectif, il réclama une peine de 1 000 francs d'amende.

Il n'y a pas insulté à l'armée quand il y a défendu des libertés essentielles, plaidera M. de Felice, défenseur de M. Ambroise Monod, tribunal permanent des forces armées, que les juges appartiennent au corps qui poursuit, dira-t-il. Il n'est pas étrange que le peuple français réagisse et que les efforts de quelques-uns, dont la protestation par voie d'affiches n'est qu'une modeste

riposte, ne soient pas réduits à néant.

L'avocat rappela l'existence de dizaines de jeunes, objecteurs de conscience ou insoumis, qui sont actuellement en prison parce qu'ils défendent des idées, communes à bien d'autres. «Le citoyen doit intervenir», affirma-t-il. Comme on aimerait que la véhémence de monsieur le procureur serve à interpellier l'opinion sur ce point, au tribunal de ne pas les réduire, Déplorant que les espaces d'expression se réduisent de jour en jour, M. Ambroise Monod souhalta, en dernier lieu, que la liberté d'expression soit défendue comme un principe et demanda au tribunal de ne pas la réduire, lui et ses amis, à la clandestinité. La réponse lui sera fournie le 8 mars.

FRANÇOIS SIMON.

### Les armes et le citoyen

N'est-il pas dérisoire de voir à quoi paraît tenir le respect de la conscription : la peur de la prison ? N'est-il pas inquiétant de constater que l'armée se révèle, au regard de dizaines de milliers de conscrits paisibles, incapable d'imaginer la solution d'un problème qui ne concerne que quelques centaines de personnes : ceux qui, coincés dans une lacune de la loi, ne sont ni objecteurs ni «non-objecteurs» de conscience ? S'il n'y a qu'une loi d'ailleurs peu satisfaisante, soit qu'ils l'aient ignorée, puisque sa diffusion (on ne rappellera jamais assez cette extravagance juridique sans précédent), soit, sa publication sont interdites.

Il faut donc, une fois encore, poser la question de l'ordre public que les rétractés à l'armée maîtrisent en cause. En premier lieu, l'armée ne saurait qu'abusivement être présentée comme un synonyme de défense nationale : les soldats de l'an II, les vainqueurs de Valmy, n'étaient ni des soldats ni des conscrits, mais des citoyens.

Or le citoyen qui défend sa patrie n'a pas forcément les armes à la main. Qui refuse les armes n'est pas par définition un mauvais citoyen, en un mot, un lâche ; il est, le plus souvent, volontaire pour s'exposer autant que celui qui a un fusil à la main.

Ensuite, si l'armée est à la merci d'une poignée de mécontents, elle est à l'agonie. Ce qui n'est pas. L'énorme majorité des jeunes Français consentent de fort bonne grâce l'impôt du temps, la forme ultime des corvées héritées de l'Ancien régime : ces prestations en nature, qui n'ont d'ailleurs pas totalement disparu de nos lois, mais qui ne sont que des survivances, en un mot des curiosités sans conséquences pratiques.

Est-il besoin de faire observer qu'un procès devant les tribunaux permanents des forces armées — dont la crédibilité s'affaiblit chaque jour davantage — crée plus de désordre qu'un objet qui obtient sans peine, sans juridisme, le bénéfice d'un statut qui doit être plus étendu que ne le prévoit la loi actuelle. L'armée allemande, qui l'admet largement, est-elle moins opérationnelle, moins forte que l'armée française ?

Une fois de plus on est trappé d'un paradoxe : le facteur de trouble est aussi celui qui exige, contre toute réalité, le respect d'une loi qui, dès sa promulgation, était inadaptable aux maux qu'elle prétendait guérir. Ce n'est pas une nouveauté, c'est une preuve de trop.

PHILIPPE BOUCHER.

## POURQUOI 600 SOCIÉTÉS INTERNATIONALES\* ONT-ELLES CHOISI D'IMPLANter EN IRLANDE LEUR CENTRE DE PRODUCTION POUR L'EUROPE ?

**Parce que** la politique du gouvernement de la République d'Irlande (Membre de la CEE) repose sur une volonté délibérée de développer la fabrication de produits destinés à l'exportation en les rendant compétitifs.

**Parce que** la République a su maintenir un équilibre harmonieux entre le patronat et la main-d'œuvre. Les produits fabriqués en Irlande bénéficient sur les marchés internationaux d'une compétitivité accrue grâce au coût raisonnable de la main-d'œuvre et des charges sociales.

**Parce que** la République apporte aux sociétés qui créent des industries exportatrices une aide financière inégalée en Europe. Leurs bénéfices ne sont pas imposés.

Une large part du montant des investissements est couverte par des subventions non remboursables. Les taux de leasing sont exceptionnellement bas. La constitution du capital et du fonds de roulement peut être réalisée à peu de frais. Ces avantages peuvent également s'appliquer à certaines sociétés de services.

### LES BONNES NOUVELLES VIENNENT D'IRLANDE

IDA Ireland, chargée d'exécuter le programme d'industrialisation massive prévue par le gouvernement, peut vous faire une proposition détaillée (avec plan de financement) adaptée à chaque projet.

\* Quelques-unes de ces sociétés : Essilor, Pociain, Digital, Syntex, Gillette, Courtaulds, Asahi, Snia Viscosa, Akzo, Borg Warner, Plessey, Pfizer, etc. Liste complète sur demande.

IDA IRELAND, 45 rue Pierre-Chartron, 75008 PARIS  
Tél. 359.77.67 - Téléc. 660.416.  
Veuillez m'envoyer tous les renseignements concernant le programme de financement exceptionnel proposé par la République d'Irlande.

nom : \_\_\_\_\_  
fonction : \_\_\_\_\_  
société : \_\_\_\_\_  
adresse : \_\_\_\_\_

**IDA Ireland**  
INDUSTRIAL DEVELOPMENT AUTHORITY

Siège social : Lansdowne House, Dublin 4 - 77, rue Joseph II, Bruxelles 1040 - 28, Bruton Street, Londres W1X7DB - 5, Köln Marienburg 51, Bayenthalgürtel 13, Cologne - Nyropsgade 47, 1602 Copenhague V.

صلى الله عليه وآله وسلم





COLLECTION « SOLARAMA »

LES POINTERS, LES CHATS,  
LES POISSONS ROUGES, LES CANARIS

Présentés par le Dr Philippe de WAILLY

Après nous avoir fait connaître dix races différentes de chiens, Solarama complète cette série avec « LES POINTERS, chiens d'arrêt par excellence ». C'est essentiellement un sport pour qui le besoin d'exercice est presque vital. Le pointer doit chasser. Il en a la passion, l'instinct. Ce guide vous donnera tous les conseils nécessaires pour le garder en grande forme.

Et puis, toujours présentés par le docteur-vétérinaire Philippe de Wailly, trois ouvrages indispensables à ceux qui aiment les animaux et qui veulent donc les soigner et les élever convenablement : « LES CHATS », animal noble et secret, qui ne se laisse pas toujours aborder facilement. Ce Solarama « LES CHATS » vous fait apprendre à connaître leurs besoins, leurs exigences et leurs goûts.

LES POISSONS ROUGES si beaux et si appréciés ne nécessitent peut-être pas autant de soins que les chiens ou les chats, mais il est toutefois indispensable de savoir comment les nourrir et surtout comment aménager et entretenir leur aquarium.

LES CANARIS dont le chant et les couleurs nous enchantent n'ont pas, eux non plus, de grands besoins, encore faut-il savoir quelle nourriture leur proposer et comment aménager leur cage.

Ces quatre manuels Solarama, « LES POINTERS », « LES CHATS », « LES POISSONS ROUGES » et « LES CANARIS » répondent à toutes les questions qui se posent à tous ceux qui ont envie de posséder ou qui possèdent déjà ces animaux chez eux.

Editions SOLAR

12 F TTC

Le Monde réalise chaque semaine  
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

Révisée aux lecteurs résidents à l'étranger

Numéro spécimen sur demande  
5, rue des Nations, 75027 PARIS cedex 05

CARNET

Naissances

— Bernard Coffin et Béatrice, née Martin, sont heureux d'annoncer la naissance de  
Charlotte,  
le 18 février 1976.  
193, rue Saint-Jacques,  
75005 Paris.

Décès

— Mme Maxime Adde,  
M. et Mme Louis Balier et leurs enfants,  
Mme Maurice Valency,  
M. Jacques Goetich,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. Maxime ADDE,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1914-1918.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.  
1, rue de Clémence,  
75008 Paris.  
18, rue Ancelle,  
92 Neuilly.

— Le professeur Henri Bonnet,  
M. et Mme Michel Lesme,  
M. et Mme Henri Desmonts,  
M. et Mme Antoine Desmonts,  
Mlle Moreau,  
Les familles Collas, Karsenna,  
Beaujon, Lusselle, Eshaler,  
ont la douleur de faire part du décès de  
Mme Henri BONNET,  
née Odette Collas,  
survenue le 28 février 1976.  
L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité à Courzon (Creuse).  
Le Gersant,  
38000 Pailhau-sur-Indre.

— M. et Mme Jean de Dainville et leurs enfants,  
Mme Marie-France de Dainville et ses enfants,  
sa sœur, ses frères, ses beaux-frères et belles-sœurs, ses neveux et nièces,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. Jean de DAINVILLE,  
officier de la Légion d'honneur,  
médaille de la Résistance,  
décédé le 27 février, muni des sacrements de l'Eglise.

Le service religieux sera célébré dans l'intimité, le mardi 2 mars, à 10 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de La-Salle, 8, rue du Docteur-Bon, Paris (19).

— On nous prie d'annoncer le décès de  
M. Gilbert BRUNET,  
maître-assistant à l'université de Paris X - Nanterre,  
survenu le 27 février 1976, dans sa cinquante-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame de Chateaufort (78), le jeudi 4 mars 1976, à 8 h. 45.

De la part de Mme Gilbert Brunet et de ses enfants.

— Les enseignants de l'U.E.R. de langues romanes de l'université de Paris X - Nanterre,  
Les enseignants des instituts d'études des universités parisiennes,  
Les membres de la Société des Italiens de la région parisienne,  
ont le profond regret d'annoncer le décès de leur collègue et ami  
Gilbert BRUNET,  
maître-assistant à l'université de Paris X - Nanterre,  
survenu le 27 février 1976, dans sa cinquante-troisième année.

— Mme Augustin de Dainville,  
M. et Mme Jean de Dainville et leurs enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. Augustin de DAINVILLE,  
officier de la Légion d'honneur,  
ancien conseiller culturel près l'ambassade de France en Espagne,  
professeur honoraire de l'université de Toulouse, docteur « honoris causa » de l'université de Séville,  
leur père, grand-père et arrière-grand-père.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité à Melun, 01770 Saint-Basme-de-Jole.

— M. et Mme Paul Guinard, leurs enfants et petits-enfants,  
M. et Mme François Guinard et leurs enfants,  
M. et Mme Joaquin Ramu et leurs enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. Paul GUINARD,  
officier de la Légion d'honneur, ancien conseiller culturel près l'ambassade de France en Espagne,

professeur honoraire de l'université de Toulouse, docteur « honoris causa » de l'université de Séville, leur père, grand-père et arrière-grand-père.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité à Melun, 01770 Saint-Basme-de-Jole.

— Mme F. Bonneau et ses fils,  
Mme E. Lasserre-Bigoux et ses enfants,  
M. et Mme L.A. Dicks-Miroux et leurs enfants,  
M. et Mme P.A. Sauvage et leurs enfants,  
M. et Mme J. Delorme et leurs enfants et petits-enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de  
Mme Anne-Marie DELOREME JULES-SIMON.

Leur mère, grand-oncle, neveu, belle-sœur, tante et grand-tante.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 3 mars, à 8 h. 30, en l'église Saint-Germain-des-Près, Paris-6.

M. fleurs ni couronnes.

— On annonce la mort de  
M. André GODARD.  
L'enterrement a eu lieu le 1er mars 1976, à Paris, dans la plus stricte intimité.

— M. et Mme Paul Guinard, leurs enfants et petits-enfants,  
M. et Mme François Guinard et leurs enfants,  
M. et Mme Joaquin Ramu et leurs enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de  
M. Paul GUINARD,  
officier de la Légion d'honneur, ancien conseiller culturel près l'ambassade de France en Espagne,

professeur honoraire de l'université de Toulouse, docteur « honoris causa » de l'université de Séville, leur père, grand-père et arrière-grand-père.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité à Melun, 01770 Saint-Basme-de-Jole.

— On nous prie d'annoncer le décès de  
M. Paul PERRET,  
avocat au barreau de Bayonne, survenu le 28 février 1976, à Bayonne, dans sa soixante-troisième année.

De la part de  
Mme. et Mlle Jean-Marie, Aline, Michel, André, André, Philippe, Fernand, Vincent Perret, ses enfants, Mme Michel Perret, sa belle-fille, Flavie, sa petite-fille,  
Des familles Perret, Watrin et Delabre.

Les obsèques ont eu lieu à la cathédrale de Bayonne le 2 mars, à 14 heures.

— Mme André Simon,  
M. et Mme Pierre Simon,  
Charles, Catherine, Frédéric, Sophie Simon,  
Mlle Edith Moulin,  
Et toute la famille,  
ont la très grande tristesse de faire part du décès de  
M. André SIMON,  
professeur honoraire, ancien élève de l'Ecole Niedermeyer, survenu à Paris, le 26 février, dans sa quatre-vingt-quatrième année, 200, rue de Javel, 75015 Paris.

— M. Jean-William Variot, son père,  
Mme Jacqueline Allot, sa mère, ont la douleur de faire part du décès de leur fils  
Bertrand VARIOT,  
survenu, le 27 février 1976, dans sa dix-neuvième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 2 mars, à La Ferté-sous-Jouarre.

L'inhumation a eu lieu ce jour dans le caveau familial, à Gérardmer (54400), dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part. 20 A. Petersbergstrasse, 83 Bonn, Bad-Godesberg (R.F.A.), 27, rue de Condé, 77280 La Ferté-sous-Jouarre.

— Une messe sera célébrée le 12 mars, à 18 heures, en l'église Saint-François-Xavier, à la mémoire de  
Gilbert SPIRE.

Ses amis sont conviés à y assister ou à avoir une pensée pour lui en ce jour.

— Une pensée est demandée par l'Association des familles des victimes pour les disparus de la catastrophe aérienne survenue à Ermenonville le 3 mars 1974.

Remerciements  
— Mme Pierre Moraux, ses enfants, et toute sa famille, profondément touchés des marques de sympathie et d'affection qu'ils ont reçues lors du décès de leur époux, père et grand-père.

M. Pierre MOROUX, prend tous ceux qui se sont associés à leur profonde douleur de bien vouloir trouver ici l'expression de leur très sincère gratitude.

Communications diverses  
— L'Association de Paris des mouvements français pour le planning familial informe ses adhérents que l'assemblée générale annuelle se tiendra le vendredi 12 mars, à 20 heures, 94, boulevard Masséna (13<sup>e</sup>), tour Maitou, 9, villa d'Esté, premier étage.

Le SCHWEPPE'S Bitter Lemon. Une boisson et un style.

RIDEAUX VOILAGES  
Marcel SELGER  
Maître Artisan Tapissier  
1, Impasse Druirot  
Paris-12 628.35.30

BHV Rivoli.

Un nouveau signe de ralliement: "4<sup>ème</sup> Décoration"!

Un étage entièrement consacré  
au décor de votre maison. A réaliser vous-même.  
Tout pour ceux qui ont des idées.  
Toutes les idées pour ceux qui ont des envies.  
Et toujours des conseils.

4<sup>ème</sup> décoration. Le plaisir commence au 4<sup>ème</sup>!



Le plaisir? C'est celui de décorer soi-même sa maison. Avec autant de goût et de savoir-faire qu'un décorateur.

D'abord, parce qu'un 4<sup>ème</sup> décoration tout est réuni pour réaliser et harmoniser votre décor : moquette et tissus, voilages et cannelures, lits, peintures, papiers peints, coussins. Plus de foussie note, puisque vous pouvez tout choisir en même temps.

Ensuite, parce qu'un 4<sup>ème</sup> décoration, tout est réuni pour tout réussir : des stands d'idées coordonnées et des brochures techniques gratuites, l'assistance et les trucs pratiques des conseillers spécialistes du BHV. Enfin, un service d'études pour votre installation. Et des équipes qualifiées pour sa réalisation.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « Carnet de Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Avis de messe

— Une messe sera célébrée le 12 mars, à 18 heures, en l'église Saint-François-Xavier, à la mémoire de  
Gilbert SPIRE.

Ses amis sont conviés à y assister ou à avoir une pensée pour lui en ce jour.

— Une pensée est demandée par l'Association des familles des victimes pour les disparus de la catastrophe aérienne survenue à Ermenonville le 3 mars 1974.

Remerciements

— Mme Pierre Moraux, ses enfants, et toute sa famille, profondément touchés des marques de sympathie et d'affection qu'ils ont reçues lors du décès de leur époux, père et grand-père.

M. Pierre MOROUX, prend tous ceux qui se sont associés à leur profonde douleur de bien vouloir trouver ici l'expression de leur très sincère gratitude.

Communications diverses  
— L'Association de Paris des mouvements français pour le planning familial informe ses adhérents que l'assemblée générale annuelle se tiendra le vendredi 12 mars, à 20 heures, 94, boulevard Masséna (13<sup>e</sup>), tour Maitou, 9, villa d'Esté, premier étage.

Le SCHWEPPE'S Bitter Lemon. Une boisson et un style.

RIDEAUX VOILAGES  
Marcel SELGER  
Maître Artisan Tapissier  
1, Impasse Druirot  
Paris-12 628.35.30

Pour être sûr de bien choisir.

BHV  
BAZAR DE L'HÔTEL DE VILLE RIVOLI

صبراً من الامم









AU MASSACHUSETTS INSTITUTE OF TECHNOLOGY ET A FONTENAY-AUX-ROSES

## Américains et Français obtiennent des résultats encourageants en fusion thermonucléaire contrôlée

Au moment où les Européens se querellent sur le choix d'un site pour leur future machine expérimentale à fusion thermonucléaire contrôlée, au moment où Soviétiques et Américains s'apprêtent chacun à mettre en fonctionnement une grande installation pour continuer leurs travaux, les techniciens du Massachusetts Institute of Technology et ceux de Fontenay-aux-Roses (France) viennent d'annoncer des résultats encourageants. Dans une machine de taille assez modeste dénommée Alcator, les Américains ont réussi à approcher d'assez près les conditions dans lesquelles la fusion en chaîne des atomes pourrait s'opérer. Ce succès, rendu public récemment en Floride, attend cependant de nouvelles confirmations expérimentales.

Depuis 1945, les chercheurs américains, soviétiques et européens s'acharment à contrôler les réactions de fusion d'atomes légers, qui libèrent une grande quantité d'énergie. Si ces réactions étaient maîtrisées, il se pourrait que des réacteurs à fusion fournissent un jour de l'électricité comme les réacteurs à fission aujourd'hui.

Malgré, avant de songer à démontrer la rentabilité de réacteurs à fusion, il faut d'abord franchir la première étape et montrer qu'il est possible de réaliser la fusion d'atomes légers. Depuis trente ans, la route a été longue, semée d'obstacles et entrecoupée de périodes de découragement. Les résultats brillamment obtenus par les Soviétiques à partir de 1969 avec leur nouvelle machine Tokamak ont rendu espoir aux spécialistes, qui ne se font pas faute d'expliquer, depuis quelque temps, que la solution finale à la crise de l'énergie est de parvenir à réaliser la fusion contrôlée. D'où des appels répétés à la puissance publique, surtout aux États-Unis, pour qu'elle finance la réalisation de machines plus puissantes.

### Un facteur dix de gagné

Pour obtenir la fusion des atomes, il faut les chauffer au moins jusqu'à 50 millions de degrés. La seule toute la difficulté. Aucune parole métallique ne résiste à pareille température. Pour l'instant, on ne sait d'ailleurs pas chauffer autant des atomes que l'effet de la chaleur, ceux-ci se dissocient, en effet, en électrons d'un côté et noyaux ou ions de l'autre. Si les électrons légers se laissent assez bien porter à haute température, il n'en va pas de même pour les ions et le mélange est inégalement chauffé. Il faudra parvenir à mieux chauffer les noyaux avant de parvenir au but. Pour l'instant, le chauffage est obtenu en faisant passer de fortes décharges électriques

**RECTIFICATIF.** — L'IRMADE (Institut de recherche de mathématiques de la décision) nous signale que l'ENSAE qui participe à ses travaux est l'école nationale de statistiques et de l'administration économique et non l'école nationale supérieure de l'aéronautique et de l'espace comme nous l'avons indiqué par erreur dans le Monde du 25 février 1976.

dans la matière dont on veut faire fusionner les atomes. Les physiciens français viennent d'expérimenter une nouvelle technique d'injection des atomes dans leur Tokamak de Fontenay-aux-Roses, ce qui permet de beaucoup mieux chauffer les ions. Deuxième difficulté de taille : il faut confiner la matière ainsi chauffée et la contrôler. Or les électrons et les noyaux portés à haute température sont agités de mouvements désordonnés et tendent à s'échapper des machines. Beaucoup d'énergie est ainsi perdue. Pour maîtriser cette matière, il faut créer de puissants champs magnétiques. Encore faut-il obtenir la bonne intensité de champ au bon endroit ; ainsi, grâce à de puissants aimants, on crée un champ longitudinal et un champ vertical dans les machines Tokamak. Ces deux champs viennent s'ajouter au champ magnétique créé par la décharge électrique.

### I et quatorze zéros

Les physiciens ont résumé les conditions nécessaires à l'obtention des réacteurs de fusion en une formule simple : une fois la température de 50 millions de degrés atteinte, il faut que le temps de confinement exprimé en secondes multiplié par la densité de la matière exprimée en nombre d'atomes par centimètre cube soit au moins égal à 1 suivi de quatorze zéros. On peut donc soit confiner

une matière assez dense pendant un temps assez court, soit partir d'un mélange plus dilué et le confiner plus longtemps.

Les physiciens du MIT ont d'abord réussi à porter la température du mélange électrons-noyaux d'atomes à environ 10 millions de degrés, alors qu'avec leur Tokamak-3 les Soviétiques avaient atteint pareille température pour les électrons, les noyaux restant deux fois moins chauffés, à 5 millions de degrés. La technique française d'injection expérimentée à Fontenay-aux-Roses a permis d'aller même plus loin, jusqu'à quinze millions de degrés pour l'ensemble du mélange lors d'électrons.

Mais Alcator a surtout permis d'obtenir un produit temps de confinement-densité d'atomes dix fois supérieur à celui obtenu jusqu'à présent dans les meilleurs Tokamak. La densité était de 6,5 suivi de quatorze zéros, alors que le temps de confinement a dépassé 22 millions de secondes. Avec leur Tokamak, les Soviétiques obtiennent un temps de confinement analogue ou supérieur, mais la densité de matière est dix fois moindre. Les Américains sont parvenus à un produit temps de confinement-densité d'atomes auquel il ne manque plus qu'un zéro pour atteindre les quatorze zéros fatidiques.

L'Alcator est une machine qui diffère légèrement des Tokamak, dont on cherche surtout à augmenter les

dimensions. Il n'a qu'un diamètre de 54 centimètres, au lieu de 98 centimètres pour le Tokamak français et le T-3 soviétique. Mais il permet de conserver une matière très pure, et surtout le champ magnétique est très élevé, 75 kilogauss contre 35 pour le T-3 et 60 pour le Tokamak de Fontenay. C'est ce champ élevé qui a permis aux Américains d'augmenter la densité du mélange. Les physiciens ont aussi constaté, sans trop bien l'expliquer, que le temps de confinement augmente quand la densité croît.

Les machines américaines et soviétiques qui vont prochainement entrer en service seront nettement plus grandes que l'Alcator. Le T-10 soviétique de l'Institut Kurchatov de Moscou a un diamètre de 1,5 mètre et un champ de 55 kilogauss. Le nouveau Tokamak de Princeton a des dimensions analogues, mais le courant électrique de chauffage est un peu supérieur (1,4 million d'ampères au lieu de 1 million).

Les nouvelles machines vont sans doute avoir de nouveaux problèmes. Leurs dimensions sont telles, en effet, que les particules vont de plus en plus faire l'aller et retour entre les zones où les champs magnétiques sont les plus élevés. Ce phénomène, négligeable jusqu'à présent, provoquera probablement de nouvelles instabilités, et donc limitera le temps de confinement. L'Alcator a déjà laissé entrevoir ces difficultés.

DOMINIQUE VERGÈSE.

## UN COLLOQUE A FLAINE

### Anneaux de collisions et particules nouvelles

Flaine. — Depuis 1968, un maître de conférences du C.N.R.S., M. Jean Tran Thanh Van, organise chaque année les « Rencontres de Montroult » qui réunissent des physiciens théoriciens et des physiciens des particules expérimentateurs. Ces rencontres permettent à chaque participant de s'informer des préoccupations des autres et facilitent la collaboration entre expérimentateurs et théoriciens ; elles sont doublées, depuis six ans, par une rencontre « généraliste » réunissant des biologistes, ce qui donne lieu à d'intéressants contacts interdisciplinaires.

Le C.N.R.S. a décidé pour 1976 de faire précéder la rencontre — qui se tient cette année

à Flaine (Haute-Savoie) — d'un colloque international consacré à « La physique au-delà des anneaux de collisions ». Le colloque a réuni du 22 au 28 février, environ quatre-vingt-dix participants dont les deux tiers venaient de quatorze pays étrangers. Il fut en pratique essentiellement axé sur la discussion des propriétés des « nouvelles particules ». Depuis novembre 1974, une nouvelle famille de particules élémentaires a fait son apparition, que ne prévoyait pas les schémas alors en vigueur. L'interprétation de ces découvertes n'est pas encore claire et, au cours du colloque, la vigueur de certains débats a bien fait ressortir la divergence des opinions.

### De notre envoyé spécial

Une telle particule (le Monde du 30 décembre 1975). Une observation, analogue — on ne sait encore s'il s'agit de la même particule — fut faite peu après au laboratoire Fermi, près de Chicago.

### Une particule contestée

Enfin, au début février 1976, une autre équipe de ce même laboratoire annonçait une particule très lourde, deux fois plus que le proton ; si elle est confirmée, cette particule pourrait avoir des implications profondes sur la théorie. Mais il s'agit d'une existence fragile, et d'une doute subsiste sur la matérialité de la découverte. Un membre de l'équipe est venu commenter cette expérience au colloque de Flaine, où étaient d'ailleurs représentées toutes les équipes responsables des travaux de l'an passé.

Les discussions furent courtoises, mais vives. Et si objectifs que veulent être les physiciens, des raisons psychologiques viennent plus ou moins renforcer leur conviction. Pour certains physiciens d'origine — Atlantique, « made in America » — est un label de qualité même en matière de particules ; les Européens ont une sensibilité différente.

Moins tendues furent les séances consacrées aux futurs anneaux de collisions, ces machines où l'on précipite l'un contre l'autre deux faisceaux de particules. C'est sur celui de Stanford que furent faites les découvertes les plus importantes en matière de nouvelles particules. Deux machines plus puissantes que l'anneau actuel sont projetées, l'une à Stanford même, l'autre à Hambourg, en Allemagne, qui devraient entrer en service vers 1980. Les deux projets ont franchi le cap le plus dangereux : celui du financement.

A l'horizon 2000, les questions de coût seront sûrement les plus difficiles à résoudre. Sans progrès technologiques importants, les extrapolations conduisent à d'irréalisables machines de plusieurs centaines de kilomètres de long. Des solutions de remplacement sont envisageables, mais restent fort chères. Une séance fut consacrée à ces problèmes, au cours de laquelle les physiciens de l'infiniment petit réunis à Flaine virent apparaître sur le tableau noir des unités peu familières, comme le mégadollar par kilomètre de machine, que des économistes rattachaient volontiers à l'infiniment grand.

MAURICE ARVONNY.

## CEGOS

Séle-CEGOS spécialiste dans le Groupe CEGOS du conseil aux entreprises pour les études de fonctions et carrières, pour le recrutement de cadres et dirigeants en France et à l'étranger, recommande les situations présentées ci-dessous.

### Président du Directoire

250.000F +

Un groupe international d'origine européenne a décidé dans un nouveau programme d'expansion de développer encore davantage sa place sur le marché français, implanté dans une grande ville universitaire relativement proche de Paris. L'entreprise a pour objet les études, la recherche, la formulation et la production des spécialités pharmaceutiques ainsi que leur commercialisation au plan national et à l'étranger. L'importance et la notoriété du groupe et de ses produits, notamment en matière de recherche, est de nature à favoriser dans les meilleures conditions le développement prévu.

Le Président du Directoire recherché aura la Direction complète de la filiale française du groupe. Agé d'au moins 40 ans, Docteur en médecine, pharmacien ou diplômé d'études supérieures, il aura acquis obligatoirement dans un laboratoire pharmaceutique et durant plusieurs années, l'expérience d'une Direction effective dans un ensemble « Production-Distribution » comprenant plusieurs centaines de personnes, et de sa gestion rigoureuse.

Il déterminera la politique générale de l'entreprise, en fixera les objectifs, en contrôlera les résultats, et animera, au niveau de sa direction, les principaux responsables déjà en place et très qualifiés.

Il aura le goût du travail en équipe et la personnalité nécessaire pour représenter l'entreprise, auprès de la maison-mère, et assurer en France toutes les relations professionnelles à haut niveau.

La connaissance de l'une ou l'autre de ces langues : anglais, allemand est très souhaitée, compte-tenu des nombreuses relations internationales. La rémunération annuelle dépendra essentiellement de la valeur, de l'expérience et de la personnalité du candidat retenu.

Ecrire à M. Fr. ROUSSEAU - Réf. M/6023

### Secrétaire Général

Paris 150.000F

Un Organisme Public, dont la vocation au plan régional est d'assurer à ses adhérents (80.000 environ) un service complet et spécialisé dans le cadre de leur branche professionnelle, pour la promotion des entreprises et la formation de leurs effectifs ainsi que la défense de leurs intérêts propres, recherche pour son siège à Paris un Secrétaire Général.

Dependant du Président dont il sera le collaborateur direct, il aura pour mission telle que précisée dans les statuts en vigueur, de diriger, d'animer et de contrôler l'ensemble des services et d'en assurer le bon fonctionnement. Il apportera son concours personnel dans le cadre des différentes commissions techniques existantes et en rendra compte au Président. Il sera responsable des effectifs correspondants, tant en ce qui concerne ceux du siège, que ceux appartenant aux services extérieurs dépendant de celui-ci.

Ce poste sera confié à un diplômé d'études supérieures (Droit, Sc. Po, Sc. Eco...) 35 ans minimum, ayant déjà l'expérience de la direction et de l'animation de services pluridisciplinaires, de leurs effectifs, et habilité à mettre en application des décisions. De grande rigueur morale, il devra s'imposer auprès des responsables des différents services par son autorité mais aussi et surtout par une compétence technique dont dépendront son intégration, son admission et sa réussite.

Au plan professionnel, aucune difficulté particulière n'est envisagée pour un candidat titulaire par l'ensemble des problèmes relevant d'un tel organisme au service de ses adhérents.

Ecrire à M. Fr. ROUSSEAU - Réf. M/6021

### Directeur de Magasin

Région Rhône-Alpes 150.000F +

Une Société Française de grande renommée spécialisée d'une part dans l'édition et d'autre part dans la commercialisation de détail de livres, de la papeterie et du disque, crée dans le cadre de son expansion un poste de Directeur d'un magasin dont la surface de vente est importante, et situé dans l'une des grandes métropoles universitaires régionales du secteur ci-dessus précisé.

Le titulaire aura l'entière responsabilité du fonctionnement, des effectifs et des résultats dont il rendra compte à la Direction Générale. Il devra, par son expérience, sa rigueur de l'organisation, de la gestion et ses aptitudes d'animation et de coordination, maintenir et assurer le développement de ce magasin avec un souci constant de sa rentabilité.

Ce poste sera confié à un diplômé d'études supérieures commerciales, option comptabilité-gestion, (anglais très apprécié) - 35 ans minimum - Une expérience de plusieurs années dans un magasin de détail de ce type et spécialisé dans ce genre d'articles ou non, serait vivement souhaitée mais non indispensable.

Il aura déjà dirigé, animé et contrôlé des effectifs de vente en magasin et devra avoir une maîtrise effective de la gestion, des achats et des stocks. En plus de la rémunération annuelle fixe, il est prévu un intéressement aux résultats.

L'Entreprise aidera à la recherche d'un logement.

Ecrire à M. Fr. ROUSSEAU - Réf. M/6022

Adresser lettre man. + C.V. détaillé en indiquant la référence à SÉLÉ-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92153 SURESNES qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

SÉLÉ  
CEGOS

## semaine de la CHAUSSURE du mardi 2 au mardi 9 mars



- MOCASSIN noir ou couleur, avec bride semelle cuir. 129 F
- non représentés
- DERBY couleur, semelle cuir. 139 F
- Bout golf couleur, semelle cuir. 149 F
- RICHELIEU couleur, semelle gomme. 159 F

MADELIOS

MAURICE ARVONNY.

## Cinéma

M. Jahn Halvorsen, ambassadeur de Norvège en France, à l'audience, devant l'Académie des sciences morales et politiques, une communication sur l'économie norvégienne et le pétrole de la mer du Nord.

Les gisements découverts qui commencent à être exploités sur les côtes de la mer du Nord (environ 850 milliards de tonnes de pétrole et 750 milliards de mètres cubes de gaz, la totalité des ressources est estimée à 1 à 2 milliards de tonnes de pétrole et 1 000 à 2 000 milliards de mètres cubes de gaz) vont rendre la Norvège plus riche.

Une telle production excéderait les besoins nationaux et créerait un accroissement de recettes doit entraîner un changement des structures de la transformation.

Cette transformation, a dit l'orateur, j'ai pu la définir et la vouloir, et puis l'étaler dans le détail. Mais on ne peut en tirer que des problèmes à résoudre, la stabilité sociale et politique du pays. Puisque la transformation politique, la société est une question politique, les régimes politiques, les institutions démocratiques, les institutions démocratiques. La-



# ARTS ET SPECTACLES

## Expositions

### Les ombres colorées de Tomasello

L'œuvre cinématique de Luis Tomasello, Argentin de Paris, du groupe des peintres de la galerie Denise René, n'est pas de celles qui vous éblouissent le regard et vous laissent des images qui brillent longtemps encore derrière les paupières baissées. C'est une recherche chromatique et lumineuse à partir du blanc, autour du blanc surtout, calme et apaisante. Et ce depuis les premières propositions de tableaux-reliefs, il y a plus de quinze ans.

Une recherche qui offre une certaine diversité, mais pas d'évolution spectaculaire — rien n'est spectaculaire chez Tomasello. Les principes sont toujours les mêmes, les matériaux aussi. Il n'est en fait question que de nuances, de raffinement, à travers des œuvres simples dans leur principe : des rangées de petits cubes ou de cylindres fichés dans le support, de petits carrés de bois légèrement découpés du fond. Les variantes viennent de leur dimension, de leur orientation, et de la couleur qui, pour introduire les effets d'animation, compose avec la lumière indirectement, par réflexion, en se mêlant à l'entrecroisement des ombres portées : dans une infinité de gammes de gris-blanc qu'elle qu'elle pigmente.

Dans les plus anciens tableaux, le couleur recouvrait la face extérieure des cylindres et des cubes pour donner naissance à tout un clignotement de pastilles et de carrés. Maintenant, elle est toujours appliquée sur les faces cachées ou latérales des petits volumes. Rouge, vert, bleu, jaune, orange, elle travaille avec la complémentarité de la lumière qui s'accroche aux volumes, à l'élaboration d'un milieu mouvant, vibrant, immatériel, en contraste avec les arêtes vives des volumes géométriques.

Les déplacements du spectateur révèlent toute la subtilité des métamorphoses possibles des figures, par exemple du carré dans le losange au carré dans le carré, à devenir plutôt qu'à voir.

Tout récemment, Tomasello développe les possibilités de plans, lignes ou carrés légèrement découpés et parallèles au support, qui laissent apparaître la coloration de celui-ci par des rainures. La lumière circule toujours, ordonne, range et dérange, mais c'est plus simple, plus paisible encore. Chez Tomasello, la rigueur géométrique à fleur de peau est capable d'envelopper d'une substance poétique les surfaces les plus strictes. Une aptitude particulière qui a trouvé à s'exprimer aussi dans les réalisations architecturales.

GENEVIEVE BREERETTE.  
\* Musée d'art moderne de la ville de Paris, jusqu'au 14 mars. L'exposition sera présentée en Belgique en mai-juin, à La Haye en mai-juin.

## En bref

### Cinéma

#### « La Trahison »

Ce film d'origine autrichienne doit à l'Angleterre la présence inquiétante de Dirk Bogarde, aux États-Unis l'inséparable beauté d'Ava Gardner, à la France la jeunesse et la langue de Nicole Calfan, et à un pays imaginaire le ressort de son intrigue. Un proscrit, chef du « Parti de la liberté », a décidé de rentrer dans sa patrie. Tapi dans l'ombre, tirant les ficelles du changement, de la menace, de la concussion et même de l'extorsion sentimentale, un mystérieux individu s'ingénie à empêcher ce retour. Il sait tout. Il voit tout. Il semble tout-puissant, mais il ne peut empêcher la rébellion de ceux qu'il utilise. Alors l'histoire s'embrouille épouvantablement.

Très classiquement filmée par Cyril Frankel, cette histoire a l'avantage de se dérouler sur les rives apaisantes d'un lac autrichien. On y respire le bon air venu des montagnes, on traverse des forêts de mélèzes, on voit couler des rivières à truites. Cela repose des efforts que nécessite la reconstitution du puzzle. Dirk Bogarde est toujours le merveilleux comédien que nous aimons tant chez Losey. Et tandis que les vivants s'entraînent, nous saluons, grâce à Ava Gardner, le fantôme de la comtesse aux pieds nus. — J. B.

### Récital

#### Kun-Woo Paik

Un récital de piano entièrement consacré à Moussorgski, voilà qui rompt agréablement avec l'habitude du panache qui n'évite une certaine monotonie que pour mieux en cultiver une autre : l'éclectisme artificiel où se devine le désir de se faire valoir de différentes façons.

Pour débiter son premier concert à Paris, salle Cortot, un jeune Coréen, Kun-Woo Paik, avait choisi dix pièces de Moussorgski, pratiquement inconnues, sinon des pianistes du moins de ceux qui se produisent en public, et qui ont fait pourtant le meilleur effet. Souvenir d'en-

fance, Réverie, Douma, Une larme, Gopak, autant de petits chefs-d'œuvre dont le seul mérite n'est pas d'annoncer Debussy ou Bartok ; Kun-Woo Paik a su, par un toucher délicat et un léger rubato, en rendre à la fois le brillant et la mélancolie.

Pourquoi faut-il qu'après l'entracte les interprètes éprouvent le besoin de se surpasser ? On aurait volontiers oublié la durée de l'italienisme en fin de première partie si elle n'était réapparue dès la Promenade qui ouvre les Tableaux d'une exposition. Une certaine brusquerie, des traits précipités, vers la fin, la recherche de l'effet pour l'effet, et voilà les passages poétiques réduits à servir de contraste entre deux explosions plus ou moins réellement contrôlées.

On peut s'offusquer de voir un récital prometteur tourner brusquement au mal, ou évoquer la jeunesse d'un artiste réellement doué qui, à vingt-sept ans, a encore tout l'avenir devant lui ; on peut aussi regretter de ne pas partager l'enthousiasme d'un auditoire peu sensible aux charmes amers de l'insatisfaction. — G. C.

### Variétés

#### « Holiday on ice »

Le succès populaire d'Holiday on ice ne se dément pas. Pour la vingt-sixième année consécutive, la superproduction américaine présentée au Palais des Sports, jusqu'au 2 mai, un spectacle dont le coût global s'élève à plus de 1 million de dollars et qui s'ouvre, bien entendu, cette année sous le signe du bicentenaire des États-Unis.

Comme toujours, la revue, qui a une troupe de danseurs sur glace exceptionnelle, parmi lesquels d'anciens champions olympiques du patinage, contient tous les éléments nécessaires à la constitution d'un grand spectacle familial : les patinettes, les couleurs et les feux d'artifices, le cascadeur, le fantaisiste et les caniches, l'évocation rétrospective en chansons et en images de Londres au début du siècle, l'exotisme, les personnages de dessins animés et même un ballet sur une musique « soul » de Steve Wonder. — C. F.

## MONDIAL MOQUETTE

LE PLUS GRAND SOLDEUR DE MOQUETTE

**VOUS PROPOSE**

**SUPER VELOURS MOQUETTE BOUCLEE**

disponibles en six magnifiques coloris

**32,50** F le M<sup>2</sup>

GRANDE LARGEUR

APPROPRIEZ VOS DIMENSIONS

MOQUETTE STRUCTUREE

ICI EN OFFRE une qualité exceptionnelle à un PRIX TRÈS BAS

**39** F le M<sup>2</sup>

IMBATTABLE à Qualité égale DISPONIBLE EN 5 COLORIS MODERNES

OUVERT : Lun. Mar. Mer. Jeu. Ven. 9 h à 21 h. Sam. Dim. Fêtes 9 h à 20 h.

SAINT-DENIS : 73, rue de la République. Tél. : 820.90.99

BAGNOLET : 191-193, rue Pasteur - 5<sup>e</sup> arr. 14<sup>e</sup> arr. Tél. : 658.00.49

BOULOGNE : 82 bis, rue Gallieni. Tél. : 605.45.12

CORNIÈRES (H. 10), près Trappes : route du Port-d'Audoux. Tél. : 461.70.12

POISSY-SUR-SEINE : Zone Industrielle de Poissy. Prox. gare S.N.C.F. Tél. : 471.03.44

MAISON-ALFORT : 123, rue Jean-Jaurès - R.N. 5 Tél. : 368.44.70

SARCELLES : 29, av. Division Leclerc - R.N. 16 Tél. : 950.00.77

PARIS 13<sup>e</sup> : 40, quai d'Amsterdam - Face gare d'Amsterdam Tél. : 331.72.28

PARIS 14<sup>e</sup> : 10, bd Jourdan 53 m. Porte d'Orléans Tél. : 539.35.62

PARIS 19<sup>e</sup> : 144, pl. de La Villette, M<sup>o</sup> Colonel Fabien et J. Jaurès. Tél. : 203.00.70

**PARIS 18<sup>e</sup> : 114 rue DAMREMONT**  
Tél. : 606.05.73

## DEMAIN

### Venez rire avec

## Mandoline qui tombe amoureuse

de tous les polyvalents qu'elle rencontre

GAUMONT DISTRIBUTION présente

BERNARD MENEZ  
MARIE-HELENE BREILLAT

DANS UN FILM DE  
MICHEL WYN

**OUBLIE-MOI MANDOLINE**

d'après le roman de JACQUES FAIZANT

avec JEAN-PIERRE DARRAS / HENRI GARCIN  
ANDRÉ POUSSE / PIERRE TORNADE  
MARION GAME / GINETTE GARCIN / MONIQUE LEJEUNE

SUZY DELAIR  
EASTMANCOLOR

PRODUCTION 2000  
ALAIN POIRÉ

**THÉÂTRE DES VARIÉTÉS**

**PAUL MEURISSE**

**1 Autre Valse**

de FRANÇOISE DORIN

28 jours à l'avance  
**TRIOMPHE de la SAISON**

Tra. 1. 20 h. 30, et dim. et lundi  
Mat. dim. 15 h. - 18 h. 30

Mardi 2 mars 1976  
à 21 heures

Musique, instrument, politique

**Concert avec le GERM**

Début avec  
O. Ravault d'Alonzo, J.-P. Faye  
E. Sprague - D. Minet  
F. Popper - P. Barbaud

PORTES DE LA SUISSE  
11 bis, rue Scriba, Paris (9<sup>e</sup>)

**Calendrier des  
organisateur  
de concert**

**Festival MOZART**

**REQUIEM**

SYMPHONIE n° 41 - "Jeune"  
CONCERTO EN UT MAJEUR  
Sol. G. ANGELESICO  
Chœurs de la Trinité  
Orchestre Philharmonique  
- "Des Moines" de Paris

Dir. Trajan Popesco

Gaveau

Une heure avec  
**GHOPIN**  
et Madelon

**DE VALMALETE**

Valmalette

INSTITUT  
NEERLANDAIS

121, rue  
de Lillo  
Jeu  
4 mars  
à 20 h. 30  
(P.A. Valmalette)

6 CONCERTS  
ELISES  
SAINT-ROCH  
Vendredi  
5 mars  
ST-GERMAIN-  
DES-PRÉS  
Dimanche 7  
14 h. 45  
ST-SEVERIN  
Mercredi 10  
SAINT-ROCH  
Samedi 11  
ST-SEVERIN  
Mercredi 17  
mars  
à 20 h. 45  
(P.A. Werner)

THÉÂTRE  
de la  
MADELEINE  
Samedi 6 mars  
à 17 heures  
(P.A. Werner)

AMIS MUSIQUE DE CHAMBERE  
Suna KAN  
Alain MOTARD

Réclat à deux places  
**WALLY KARVENO**  
et son élève  
**NANCIE MARDONE**  
Piano - Clavier

**TROIS SIÈCLES  
DE MUSIQUE**

(de Luigi à Mahalia Jackson)  
4 CONCERTS STERÉOPHONIQUES  
AVEC LUMIÈRES PROGRAMMÉES  
présenté par le  
**R.-P. Emile MARTIN**

THÉÂTRE  
des CHAMPS-  
ÉLYSÉES

Mardi  
16 mars  
à 20 h. 30  
(Valmalette)

LE NOUVEAU  
**QUATUOR  
HONGROIS**

La 15 : BERTHOUD  
La 17 : BRAHMS

Dernière VENDREDI

**"le Juif de Malte"**

théâtre de Gennevilliers

41, avenue des Grésillons — 793.21.63

Métro Porte de Clichy

Autobus 139 ou 140 (arrêt place Voltaire)

**CONCERTS**

Radio France

**SAISON LYRIQUE**

HAYDN  
**ORFEO ED EURIDICE**  
sol. J. Pongas, W. Wurm, L. Bruchmann, A.-M. Rodin, E. Adam, E. Angot  
NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE

Dir. L. de FROMENT

**ORCH. NATIONAL DE FRANCE**

Dir. Nello SANTI

sol. Roger WOODWARD  
Tchikowski - Brahms

**NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE**

Dir. Emman. KRIVINE

sol. A. Nicollet, E. Krivine, B. Dreyfus  
**J.S. BACH, MOZART**

**PERSPECTIVES DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE**

RADIO-FRANCE

Samedi  
13 mars

Dir. J.M.F.  
Entrée libre

**Amour de IVO  
MALEC**

10 h. : répétition publique  
14 h. 30 : Concert-débat  
"POUR UN PRINCIPLE  
D'ORGANISATION"  
DE LA MUSIQUE -  
20 h. 30 : Concert  
M. Chén, Moussorgsky,  
L. Molec, Gesualdo, P. Henry

**CYCLE D'ORGUE**

6<sup>e</sup> concert  
**Michel CHAPUIS**  
BUXTEHUDE, J.-S. BACH

**SAISON LYRIQUE**

ZANDONAI  
**FRANCESCA DA RIMONI**  
I. Ligabue, B. Biondo,  
A. Pizzi, P. Pizzi,  
M. Scavone, J.-C. Bonnet  
ORCHESTRE NATIONAL  
DE FRANCE

Dir. Nello SANTI

Location : Radio-France, salle et agences

Dans le cadre du  
Festival International du Son

**ORCHESTRE  
DE PARIS**

SOCIÉTÉ DES CONCERTS DU CONSERVATOIRE

Hommage à Charles Münch

**DANIEL  
BARENBOÏM**

**BRAHMS**

les quatre symphonies

PALAIS DES CONGRÈS  
Mardi 16 mars, 20 h. 30  
Symphonies n° 1 et n° 2  
Jeudi 18 mars, 20 h. 30  
Symphonies n° 3 et n° 4

Location : Palais des Congrès

**MONSIEUR  
CHASSE !**

avec  
**HENRI LABUSSE**  
**PIERRE MIRAT**  
**MARTIN LARTIGUE**  
**ANNE VILLIERS**  
**ODILE MALLET**

606 49 24 et AGENCES

**LA PRIME**

un film de SERGEI MIKHAÏLOV  
avec EVGUEN LEONOV

LA CLEF  
21 rue de la Clé 5<sup>e</sup>

**LERIRE  
DU  
FOU**

De Gabriel GARRAN

**THEATRE DE LA COMMUNE**  
Centre Dramatique National  
93 AUBERVILLIERS  
réservation : 833 16-16 et Agences

**THEATRE D'ORSAY**

**CHERNAUD-BARRAULT**

les nuits de Paris  
dernières

Harold et Maude  
dernières

des journées entières  
dans les arbres

**RETOURSAV**

Pas moi  
la dernière bande  
dernière

Portrait de Dora  
création

7, quai Anatole-France - tél. 548.65.90

**l'atelier**

**JEAN-MARC THIBAUT**  
**COLETTE BROSSET**  
**ROBERT DHÉRY**

dans  
**MONSIEUR  
CHASSE !**

avec  
**HENRI LABUSSE**  
**PIERRE MIRAT**  
**MARTIN LARTIGUE**  
**ANNE VILLIERS**  
**ODILE MALLET**

606 49 24 et AGENCES

39 millions  
de citoyens soviétiques ont vu  
**LA PRIME**  
un film de SERGEI MIKHAÏLOV  
avec EVGUEN LEONOV

LA CLEF  
21 rue de la Clé 5<sup>e</sup>

**ALEXANDRE LAGOYA**  
Guitariste  
Sur scène et sur écran géant  
Régul et Cours de Technique  
WEISS - ALBENIZ - TARRAGA  
SOR - TORROBA - VILLA LOBOS

**PIERRE COCHEREAU**  
Organiste  
Vu et entendu en direct des  
Grandes Orgues de Notre-Dame  
COUPERIN - BACH - VIERNE  
DUPRÉ - IMPROVISATION

Location : PALAIS DES CONGRÈS - Places 25 F (15 F moins 25 ans)

**SPECTACLES**

**théâtres**

**Les salles subventionnées**

Opéra, 19 h. 30 : La Fureur du destin.  
Châliet, Grand Théâtre, 20 h. 30 :  
Divines paroles. - Foyer, Poney, de  
14 h. à 18 h. : Théâtre.  
Foyer, 18 h. 30 : Quatuor Arcadia.  
- Voir aussi Théâtre de la Banlieue.

Odéon, 20 h. 30 : La Nuit des rois.  
TSE, 20 h. 30 : Don Juan revient  
de guerre.  
Petit TSE, 20 h. 30 : Une belle  
journée.

**Les salles municipales**

Châtelet, 20 h. 30 : Le Pays du  
souci.  
Nouveau Carré, 21 h. : Lucrèce  
Borgia ; 20 h. 45 : Maurice Benin.  
Châtelet, 20 h. 30 : Grand-père  
et vintre du TIR Balch ; 22 h. :  
Mourir beau.  
Nouveauté, 21 h. : Les Deux Vies.  
Géva, 21 h. : Monsieur Klebs et  
Bouche.  
Folies-Bergère, 20 h. 30 : La Cage aux  
folies.  
Folies-Montparnasse, 20 h. 45 : La  
Cavalcade d'Alphonse.  
Renaissance, 20 h. 30 : N'écoutez  
pas, mécontents !  
Folies, 20 h. 45 : Soleil de glace ;  
le Fantôme.  
Théâtre Campagne-Frémère, 20 h. :  
Zouze ; 22 h. 30 : Copé.  
Théâtre de la Cité Internationale,  
le Rensu, 21 h. : Variation sur  
Macbeth. - Grand Théâtre, 21 h. :  
Inde et Bangladesh.  
Théâtre des Deux-Frères, 20 h. 30 :  
le Chant du facteur.  
Théâtre de Dix-Heures, 20 h. 15 :  
Théâtre Val.  
Théâtre d'Orsay, 20 h. 30 : Les Nuits  
de Paris. - Petite salle, 20 h. 30 :  
Pas moi la dernière bande.  
Théâtre de Paris, 21 h. : Des souris  
et des hommes.  
Théâtre Paris-Nord, 20 h. 45 : Dora.  
Théâtre de la Pépiche, 20 h. 45 :  
Groupe Image, folk.  
Théâtre Présent, 20 h. 30 : le Chae-  
seur fatigué.  
Théâtre Trévis, 20 h. 30 : Basse  
André ; 22 h. 30 : Concert à la  
carte.  
Troisième, 22 h. : l'Inconfortable.  
Variétés, 20 h. 30 : l'Atelier Valse.  
Aubervilliers, Théâtre de la Com-  
mune, 20 h. 30 : le Rire du fou.  
Boulogne, Gymnase Maurice-Bonquet,  
20 h. 30 : Malicorne.  
Cité, Maison des arts, 21 h. :  
Cécile, Cécile.  
Gennevilliers, salle des Grésillons,  
20 h. 30 : le Juif de Malte.  
Ivry, Studio d'Ivry, 21 h. : Grandeur  
et Dece du royaume d'Arles. -  
Salle des films de la mairie, 21 h. :  
Cahiers.  
Kremlin-Bicêtre, Antenne culturelle,  
21 h. : Pulvis.  
Versailles, Théâtre Montebaud,  
14 h. 15 et 21 h. : Don Juan.

**CHAILLOT**

THEATRE NATIONAL

GRAND THEATRE

**VICTOR  
GARCIA**

Divinas Palabras  
par la Compagnie

**NURIA ESPERT**

jusqu'au 14 Mars

GENIER

**MARCO  
PATRICE MESTRAL**

Le triangle  
Frappé Encore

du 9 au 27 Mars

RENAISSANCE

**BERNARD SOBEL**

Le Juif  
de Malte

de Marlowe  
par le Théâtre  
de Gennevilliers

du 10 Mars au 10 Avril

727.81.15

**MERcredi**

BRAND REX vi • ÉLYSÉES CINÉMA vi • MIRAMAR vi • MAGE CONVENTION vi • USC GORELINS vi  
LES 3 MUBAT vi • SAINT-MICHEL vi

Périphérie : ULIS 2 Orsay • CYRANO Versailles • C21 Saint-Germain • ARTEL Nogent • ARTEL Villeneuve St-Georges  
CARREFOUR Pantin • RAHMA Argenteuil • DAME BLANCHE Suresnes • PARISSON Aubrey • STUDIO rue  
PARAMOUNT ÉLYSÉE 1 La Collé St-Cloud • CERGY Fontaine

**LES AVENTURIERS  
DU LUCKY LADY**

un film de STANLEY DONEN

GENE MINNELLI BURT  
HACKMAN REYNOLDS

avec STANLEY DONEN, WILLARD HUYCK, GLORIA KATZ, RALPH BURNS

Pour tous renseignements concernant  
l'ensemble des programmes ou des salles

**- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -**

704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures,  
sauf les dimanches et jours fériés)

**Mardi 2 mars**

**Les autres salles**

Antoine, 20 h. 30 : le Tuba.  
Atelier, 21 h. : Monsieur Chasse !  
Athènes, 20 h. 30 : Lulu.  
Midi-Opéra, 22 h. : l'Aurore  
boréale.  
Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : la  
Cavalcade d'Alphonse.  
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre  
de l'Aquarium, 20 h. 30 : Marouzo.  
- Théâtre de la Tempête, 20 h. 30 :  
Phénomène football.  
Comédie Caumartin, 21 h. 10 :  
Sous le soleil.  
Comédie des Champs-Élysées,  
20 h. 45 : A vos souhaits.  
Danton, 21 h. : Monsieur Masure.  
Europe, 21 h. : la Baraka.  
Fontaine, 21 h. : Jacques Martin.  
Gaité-Montparnasse, 20 h. 45 : le  
Roi des coms.  
Gymnase - Madat-Bell, 20 h. 30 :  
Haut-Vance-Mogador, 20 h. 30 :  
Rochette, 20 h. 45 : la Cantatrice  
chance ; la Légende.  
International House, 20 h. 30 : Pares.  
La Bruyère, 21 h. : la Mouche qui  
tousse.  
Madelaine, 20 h. 30 : Peau de vache.

**Le music-hall**

Bobino, 20 h. 30 : Marcel Amont.  
Élysée-Montmartre, 20 h. 45 : His-  
toire d'Orléans.  
Olympia, 21 h. 30 : Véronique  
Sanon.

**Les opérettes**

Porte-Saint-Martin, 20 h. 30 : May-  
flower.

**Les chansonniers**

Caveau de la République, 21 h. :  
Fric Bory.  
Deux-Anes, 21 h. : Serre-va compris.  
Dir-Reurs, 22 h. : Vally, François,  
Georges et les autres.

**Les concerts**

Volc Chaillot.  
Palais des congrès, 18 h. 30 : Musique  
et musiciens (Mozart, Doppler,  
Brahms).  
Salle Gaveau, 20 h. 30 : I Solisti  
Aquilani, dir. V. Antonelli (Co-  
relli, Viraldi, Mozart, Buschi,  
Mazzoni, Biondelli).  
Salle de la Trinité, 20 h. 30 :  
Orchestre Pro Musica de Paris,  
dir. T. Popesco (Mozart).  
Salle Cortot, 20 h. 45 : M. Taglia-  
ferro, piano (de Bach aux con-  
temporains).  
Salle des Blancs-Manteaux, 21 h. :  
O. Ballu, orgue, et M. Henry,  
harpe (Franchet, Gluck, Fur-  
cell, Beethoven).  
Salle Saint-Jouvenot, 21 h. :  
Les Petites Contes de la Vierge  
Noir, avec l'Orchestre de l'école  
César-Franck, dir. C. de Lencques-  
sieu, de Lencques, Orléans,  
Bonnigat, Giroux, Corbes).

**MAISON DES ARTS**  
et de la Culture **ANDRÉ MALRAUX**  
place de l'École-de-Ville - CRETIL  
Tél. : 839-94-30  
Métro : ligne n° 3 - CRETIL PREFECTURE

**CAROLYN CARLSON**  
et le  
Groupe de Recherche Théâtrale de l'OPÉRA DE PARIS  
présente deux programmes de Ballets

**MARDI 2, MERCREDI 3 A 20 H. 30**

**X LAND**  
VENDREDI 5 A 20 H. 30 - SAMEDI 6 A 21 H.

**SPAR - DENSITE 21,5 - THETA**  
**MARCHE ÉGYPTIENNE**

Location - Réservations :  
MAISON DES ARTS et TOUTES AGENCES PARISIENNES  
Place : de 7 à 35 F.

**LES AVENTURIERS  
DU LUCKY LADY**

un film de STANLEY DONEN

GENE MINNELLI BURT  
HACKMAN REYNOLDS

avec STANLEY DONEN, WILLARD HUYCK, GLORIA KATZ, RALPH BURNS

سورة من القرآن















OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	36,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

## ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

### emplois internationaux

#### EXPANSIAL

Recherche pour Société Nationale en Algérie

#### SECTEUR TRAVAUX ROUTIERS ingénieurs

- G.C. directeur de gros chantiers REF. 2114
- Entretien Matériel T.P. REF. 2115
- Calculateur B.A. fondation et ouvrages REF. 2123
- Conception et calcul ouvrages B.A. et C.M. REF. 2129
- Exploitation de carrières REF. 2130
- Méthodes et prix de revient REF. 2131
- Etudes routières REF. 2132

#### techniciens supérieurs

- Exploitation de carrières REF. 2117
- Montage et entretien matériel carrières REF. 2116

#### conducteurs de travaux

- Terrassement et béton travaux routiers REF. 2118

Pour tous ces postes :  
Il est exigé : Une solide formation  
Une expérience minimum de 5 ans  
Il est offert : Une bonne rémunération  
Divers avantages sociaux  
Adressez : c.v. détaillé sous référence correspondante à :  
EXPANSIAL 6, rue Halévy 75009 Paris.

SE TUNISIENNE recherche  
— POUR UN  
département INFORMATIQUE  
INGÉNIEURS  
ANALYSTES  
PROGRAMMEURS

— POUR UN  
département GENIE CIVIL  
INGÉNIEURS travaux publics  
bâtiments, structures, pontons,  
RESIDENCE A TUNIS

Ecrire avec C.V. et prétentions  
à : 429 L.T. 31, bd Bonne-  
Nouvelle, Paris-20, qui transmet.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE  
FABRICATION ET VENTE  
DE PRODUITS CHIMIQUES  
POUR  
L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE

recherche  
pour son bureau  
de BRUXELLES

#### CADRE COMMERCIAL

POSTE :  
Le titulaire, à l'issue d'une  
période de formation com-  
plémentaire nécessaire à la  
connaissance de son pro-  
duit, sera appelé à promouvoir  
ses ventes en France  
avec possibilité de voir ses  
activités croître à Paris  
dans les deux années.

PROFIL :  
Le candidat devra pouvoir  
justifier :  
— D'une connaissance approfondie de l'anglais ;  
— D'une formation technique (chimiste ou ingénieur) ;  
— D'une expérience de l'industrie française des hydrocarbures.  
Réponses à envoyer :  
ROSEL  
Regis Publications  
31, rue Royale 112  
B-1000 BRUXELLES, qui transmet.

### emplois régionaux

#### MICHELIN

recherche dans le domaine  
CONTROLE ET ASSISTANCE TECHNIQUE  
A LA FABRICATION  
quelques jeunes  
INGÉNIEURS CHIMISTES

Après une période de formation à Clermont-Fd  
ils seront amenés à assurer d'importantes  
responsabilités au sein de différentes unités  
de production du groupe en France ou à l'étranger.

Sur le plan technique, ils auront à garantir la  
qualité des produits semi-finis ou finis par une  
action de contrôle et d'assistance technique  
à chaque stade de la fabrication.

Cette fonction exige, en plus de solides  
connaissances scientifiques sanctionnées par  
un diplôme d'ingénieur, de réelles qualités  
humaines : rigueur dans le jugement, esprit de  
décision, honnêteté intellectuelle, autorité et  
surtout capacité d'animer un groupe important  
de techniciens qualifiés.

Les possibilités d'évolution ultérieure sont  
nombreuses et fonction des aptitudes dont  
ils auront fait preuve, de leurs goûts et de  
leur personnalité.

Envoyer Curriculum Vitae à :  
MICHELIN - Service du Personnel - SP 33-5  
63040 CLERMONT-FD Cedex  
Discrétion assurée.

Banque privée recherche pour son  
Siège Social situé dans le  
Midi de la France.

#### cadre de banque

pour diriger le service des crédits  
et du secrétariat.

Ce poste exige :  
— une bonne expérience bancaire ;  
— de l'autorité ;  
— un âge de 35 ans au moins.

Env. C.V. man. avec photo, sous réf. 3.800 M. à :  
O.C.B.F., 56, r. de la Chaussée-d'Antin, 75009 PARIS.

Importante Société de Bauxite, basée  
à LILLE, recherche un excellent ingénieur  
de marque pour la conduite de ses projets,  
recherche

#### cadre commercial

spécialiste exportation  
chargé du développement  
des ventes à l'étranger

— Sous l'autorité du Directeur Commercial, il lui sera confié dans un premier  
temps les responsabilités de l'entretien  
des différents agents ou représentants,  
du contrôle et du développement du C.A.  
export, dans le cadre des marchés Alle-  
mand et Anglaises.  
— A cet effet, il devra posséder une solide formation (ESG par exemple)  
et/ou avoir acquis une expérience de la  
vente d'articles manufacturés destinés au  
de l'exportation. Le candidat devra être  
posséder les qualités de dynamisme et de  
rigueur nécessaires au bon accomplisse-  
ment des missions qui lui seront confiées.  
Le candidat devra posséder une maîtrise de  
l'allemand et être capable de travailler dans  
la région de Lille.  
Env. C.V. photo et prétentions réf. 241M  
Cabinet Jean Claude MAURICE  
Consultant en Gestion du Personnel  
42, rue Legendre 75017 PARIS

#### LE PORT AUTONOME DE ROUEN

recherche

#### UN INGÉNIEUR

chargé des études électriques et radio-électriques.

La tituler du poste sera :

le CONSEIL des différents services  
exploitant des matériels électriques :  
— ENGINES DE MANUTENTION,  
— MATERIEL DE TRAGAGE,  
— RESEAU RADAR.

Il aura la charge :  
— de concevoir et d'étudier les installations élec-  
triques et radio-électriques nouvelles ;  
— d'étudier l'amélioration et l'automatisation des  
installations existantes ;  
— d'assurer et de contrôler les services utilisateurs  
ou l'exploitation et la maintenance des appareils.

LE CANDIDAT RECHERCHÉ  
est diplômé d'une Ecole Supérieure d'électricité  
et d'électronique.

Il a de bonnes connaissances d'anglais et/ou  
d'allemand.  
Il possède une expérience de 3 à 5 ans dans  
les domaines de l'électricité, de l'électronique  
de puissance et de radio-transmission.  
Le salaire de début ne sera pas inférieur  
à 55.000 francs par an.

Env. avec curriculum vitae détaillé au  
PORT AUTONOME DE ROUEN,  
Service du Personnel  
34, bd de Bois-Guilbert, 76037 ROUEN CEDEX.

#### PS Conseil

Importante société métallurgique, spécialisée dans  
les techniques d'élaboration et de mise au point de  
toutes et toutes pour des équipements à haute  
modernité, recherche un

#### INGÉNIEUR DE LABORATOIRE MÉTALLURGIE

Répondant au Directeur Général, il sera responsable  
des mises au point des procédés de traitement des  
alliages et des différents procédés techniques de  
fabrication. Il suivra l'évolution des produits auprès  
de la clientèle et préparera le développement de  
nouveaux produits ou procédés. Ce poste convient  
à un ingénieur diplômé d'une grande Ecole (Alaise,  
Clermont, etc.) ou d'université (D.E.A. Métallurgie) âgé  
d'au moins 27 ans et possédant une première  
expérience industrielle. Le poste est à pourvoir  
dans l'Est de la France.

Adressez C.V. sous réf. A/2393 M. à :  
PS CONSEIL  
8, rue Bellin - 75782 Paris Cedex 16  
Discrétion assurée

#### SFENA CHATELAINAULT (85)

recherche un

#### ANALYSTE- ORGANIQUE

PROFIL SOUHAITÉ :  
• Formation I.U.T., E.T.S. informatique ou ni-  
veau équivalent.  
• Deux à trois ans d'expérience en gestion de  
production.

• Maîtrise française exigée.  
• Une situation stable au sein d'une entreprise  
en développement constant.

• Un salaire et des avantages sociaux intéressants.  
Envoyer C.V. et prétentions à : J. ANDERAN -  
SOFRA, 80, rue de France, 75019 PARIS.

LE PDG D'UNE ENTREPRISE DE BATIMENT,  
TRAVAUX PUBLICS ET GENIE CIVIL,  
appartenant à un groupe important, cherche  
pour MULHOUSE, comme adjoint direct

#### un ingénieur, directeur de travaux

Il a autorité sur l'ensemble des chantiers ; est  
responsable des travaux et du contrôle de ges-  
tion ; participe aux études ; assure les rela-  
tions technico-commerciales avec les clients.  
C'est actuellement un ECP, TP, AM, de 30 ans  
minimum avec 4 ans d'expérience de chantiers  
dans une grande entreprise de bâtiment,  
travaux publics.

A moyen terme, s'il réussit bien, il prend en  
charge des responsabilités plus larges et peut  
accéder à la direction générale.

Ecrire à D. BARRÉ ss réf. 342 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.  
10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON  
PARIS - LILLE - GENÈVE - ZÜRICH - BRUXELLES

#### Gillette France ANNECY

recherche pour renforcer son Département  
AUDIT opérationnel

#### auditeur interne

Formation HEC - ESSEC - ESC ou équivalent  
1 à 2 ans d'expérience dans fonction similaire.  
Bonne connaissance de l'anglais.

Résidence : ANNECY  
Le candidat pourra évoluer ultérieurement  
vers un poste de responsabilité dans  
les divers secteurs de l'entreprise.

Adressez lettre, CV et photo à la Direction  
du Personnel, GILLETTE FRANCE  
BP. 26 - 74010 ANNECY.

#### IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIES CHIMIQUES et MATIÈRES PLASTIQUES

recherche

pour Etablissements PROVINCE

#### INGÉNIEURS DÉBUTANTS

on quelques années expérience pour  
atelier fabrication procédés extrudés.

Formation souhaitée :  
GENIE CHIMIQUE, A. & M., I.D.M.

Envoyer curriculum vitae et photo à :  
ZAVAS CONTACT, 156, boulevard Beaumais,  
75006 PARIS 6<sup>e</sup> arr. 20.182, qui transmettra.

Large international corporation has openings for tire  
rubber technologists with the following qualifications

#### GRADUATE OR POST GRADUATE DEGREES IN CHEMISTRY OR CHEMICAL ENGINEERING

Specialization in inorganic chemistry or rubber technology  
preferred.

Tire industry experience in research, development or  
manufacturing.

Speak and write English.

Agreeable to locate in Western Europe or the U.S.A.

Applicants write to:

FIDUCIAIRE GENERALE S.A.  
Attn. Dr. WIKI  
Bleicherweg, 22  
CH - 8022 ZURICH.

Application will be transmitted with prior agreement of  
candidate only.

#### DAR AL-HANDASAH Consultants

(Bureau d'Etudes International)  
demande d'urgence pour sa branche du  
Caire

#### Jeunes URBANISTES Francophones

de préférence Architectes, ayant  
ou minimum 3 ans d'expérience.  
Les intéressés doivent adresser  
leur C.V. détaillé à :

DAR AL-HANDASAH consultants  
Shair and Partner (U.K.) Ltd.  
91, New Cavendish St-London W1 M7FS  
Grande-Bretagne.

Conditions intéressantes  
pour personnes dynamiques

OPÉRANT DANS LE DOMAINE DE LA  
DIRECTION ET L'ASSISTANCE TECHNIQUE DE  
L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ET PÉTROCHIMIQUE  
NOUS RECHERCHONS POUR L'AFRIQUE

- Ingénieurs Sécurité
- Ingénieurs du Froid Industriel
- Ingénieurs Civils
- Ingénieurs Mécaniciens
- Ingénieurs Télécommunications

Ayant au moins 10 ans d'expérience  
Connaissance courante de l'anglais  
Veuillez envoyer curriculum vitae détaillé à :  
THE CLERS CORPORATION S.A.  
20, avenue Général-de-Gauleville, 1150 Bruxelles

Mais priez les lecteurs répondent aux  
« ANNONCES DOMICILIÈRES » de vouloir  
bien indiquer clairement sur l'enveloppe le  
numéro de l'annonce les intéressés et de  
vérifier l'adresse, mais qu'il s'agit de  
« Monde Publiée » ou d'une agence.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

# ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,38
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19

(chaque mercredi et chaque vendredi)

## emplois régionaux

Pour poste Direction d'un centre de Formation Professionnelle région lyonnaise (officiel et personnel) recherche :

**UN INGÉNIEUR EXPÉRIMENTÉ**

Formation A.M. ou équivalente. Disponible immédiatement.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 885 à : IFIM, 48, rue Troyon, 69210 SEVERES.

CENTRE DE TRAITEMENT ÉLECTRONIQUE INTERCARRIÈRES SECURITE SOCIALE

recherche

**UN DIRECTEUR**

30 ans minimum. Formation supérieure (ingénieur ou diplôme universitaire en sciences), références antérieures de gestion d'un centre informatique agréé (5 ans minimum). Connaissances ordinaires 3<sup>e</sup> génération (configuration, bandes et disques). Formation complémentaire Sécurité sociale sans assurance par la suite.

Salaires annuel brut de début : 85 000 F.

**LIEN DE TRAVAIL : LILLE-EST.**

Date de disponibilité souhaitée : 1<sup>er</sup> mai 1976.

Pour renseignements complémentaires, écrire d'urgence à M. le Président du Comité de Gestion du Centre, C.P.A.M. LILLE.

S.P. 3013 9004 LILLE CEDEX.

(Date limite de dépôt des candidatures 3 semaines à dater parution de cette annonce.)

IMPORTANT GROUPE D'EXPERTISE COMPTABLE

Offrant des services complets (Audit, Comptabilité, Fiscalité et Financière) recherche pour sa direction de

**TOULOUSE**

**UN (E) FISCALISTE**

connaissant bien le droit des Sociétés. Cadre supérieur avec expérience dans un Cabinet de Conseil Fiscal, Juridique. (Responsabilité d'association).

Scr. à S.N.P.I., 10, rue de Monceau, 75008 PARIS.

Société à fort taux d'expansion, C.A. 25 millions, veut assurer la succession de son :

**directeur commercial**

- Il faut animer une force de vente nationale
- Coiffer l'Administration des Ventes
- Gérer la publicité et le budget commercial

Pour info. compl. écrire sous réf. 6152 A, à :

**CAOUEST**

11, Bd G. Guis, 44000 NANTES

Société Immobilière (Bureaux à ROUEN)

Filiale d'un grand groupe recherche pour NORMANDIE

**INGÉNIEUR**

**DÉBUTANT OU CONFIRMÉ**

A.M. EXBOURGS

Pour animation d'études et de travaux en bâtiment et en V.E.D.

Adr. C.V. détaillée, photo et prétentions manuscrites au n° 228.912, BOULEVARD PRESSE 85 bis, rue Béarnais, Paris (20), qui transmettra

Jns Société MARSEILLE rech. pour projet incrimination offshore. INGÉNIEUR 27 à 30 ans. Angl. cour. Env. C.V. prêt. ROUÏE PRESSE, n° 7 04.28 M 85 bis, rue Béarnais, Paris-20.

SIN IOREM rech. immédiat. 1<sup>er</sup> prior. de trav. expérimenté. Bne conn. de l'O.S. occas. 1<sup>er</sup> post. experim. connaissant nat. I.S.A.M. - non O.S. Env. C.V. manuscrit et prêt. à Havas MARSEILLE 4638.

EXPERT COMPTABLE POITOU CHARENTES offre (septembre 1976) responsabilités niveau direction à cadre diplômé. Rémunération correspondante. Ecr. n° 5.115, 146 Monde à Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-6.

**BANQUE AFFAIRES LYON**

recherche

**ADJOINT**

**SERV. ADMINISTR.**

Niv. D.E.C.S. expér. professionnelle. Ecrire av. C.V. et prétentions à HAVAS LYON 1355.

Asses. Calculateur et la France offre situation stable et d'avenir dans un groupe important à :

**ATTACHES CCAUX**

Possibilité d'atteindre rapidement salaire élevé si dynamisme et aptitudes. Région parisienne, Nord-Ouest et Normandie.

Société NORMANDE H.B.M. La Pont-de-Rouillard - 78201 Vermeil-sur-Seine - 774-50-56.

possibilité d'atteindre rapidement salaire élevé si dynamisme et aptitudes. Région parisienne, Nord-Ouest et Normandie.

Société NORMANDE H.B.M. La Pont-de-Rouillard - 78201 Vermeil-sur-Seine - 774-50-56.

## offres d'emploi

**STE. DE PRESSE**

recherche pour piges

**JOURNALISTE**

TECHNICIEN dans l'arme, connaissant bien problèmes bureaux d'études

Tel. 280-01-73

**SOCIÉTÉ MULTINATIONALE**

offre très important poste

**D'INSPECTEUR**

**VI-GROUPE**

pour PARIS et la région NORD

à personne ayant :

- Solides connaissances professionnelles
- Age minimum 30 ans.

Le réseau en place d'agents généraux et de courtiers d'une exceptionnelle qualité fait de ce poste une situation de premier plan.

L'inspecteur disposera d'un bureau avec secrétaire.

Transmettre C.V. et n° 44.383, CONTEXTE PUBLI, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1<sup>er</sup>.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ PARISIENNE EMPLOYANT 2.800 PERSONNES**

recherche

**DIRECTEUR DU PERSONNEL**

connaissant parfaitement l'administration, le code du travail, les lois sociales et ayant l'expérience des relations sociales. IL SERA CHARGÉ DES SERVICES :

- Recrutement
- Administration du personnel (embauche, licenciement), social, médical, de la sécurité des études (études des salaires, qualification), format, profess.

**QUALITÉS REQUISES :**

- partielles connaissances de son métier, allant le sens de la négociation, à l'essai de l'efficacité.
- Adresser lettre manuscrite de candidature avec photo à n° 55.379 B, BLEU, 17, rue Lefebvre, 93001 VINCENNES.

**BANQUE SPÉCIALISÉE**

recherche

**DEUX REDACTEURS**

**CONTENTIEUX**

- Députés des O.M.
- Libéraux en Droit Privé.
- Ayant du goût pour la procédure judiciaire et ses applications à l'immobilier.

Scr. av. C.V. photo et prêt. n° 1961 Publicité pour BLEU, 101, r. Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

**SOCIÉTÉ FRANÇAISE 800 PERSONNES - MATÉRIEL DE CONSTRUCTION - UN DES LEADERS DANS SA BRANCHE - RECHERCHE POUR L'INTÉGRER AU SEIN D'UNE ÉQUIPE DE DIRECTION DYNAMIQUE**

**INGÉNIEUR A.M. OU ÉQUIVALENT**

**CHEF DES SERVICES**

**ENTRETIEN - BE**

**TRAVAUX NEUFS**

**POSTE IMPLIQUANT DYNAMISME, INITIATIVE, ORGANISATION, POUVANT CONVENIR à un candidat ayant 5 à 10 ans d'expérience industrielle acquise de préférence en industrie lourde (chimie, verrerie, mécanique, sidérurgie, papeterie, etc.), capable d'animer un effectif d'une centaine de personnes et de participer pleinement à l'efficacité et au développement de la production.**

Ville MAUREBOUE. Facilités de logement.

Ecrire sous référence LV 379 AM.

## offres d'emploi

**etap**

**GROUPE LAFARGE**

offre possibilités intéressantes de carrière à

**INGÉNIEURS**

**HAUT POTENTIEL**

POLYTECHNIQUE - MINES - E.C.P. - A.M. I.C.A.M. - E.C.A.M. - E.S.E. (option électrotechnique) - SEVRES

**SITUATIONS D'AVENIR POUR CANDIDATS DE PREMIER PLAN**

acceptant une grande mobilité tant géographique qu'en niveau des fonctions exercées.

Ecrire sous référence SC 385 CM.

**CABINET CONSEIL JURIDIQUE ET FISCAL RATTACHÉ A GROUPE DE SOCIÉTÉS - AFRIQUE NOIRE - RECHERCHE**

**CONSEIL DE SOCIÉTÉ**

ayant de bonnes connaissances en fiscalité, droit des sociétés et si possible droit du travail et disposant d'une expérience professionnelle.

**INTÉRESSANTES PERSPECTIVES DE CARRIÈRE**

Ecrire sous référence EE 383 AM.

**SOCIÉTÉ FRANÇAISE 800 PERSONNES - MATÉRIEL DE CONSTRUCTION - UN DES LEADERS DANS SA BRANCHE - RECHERCHE POUR L'INTÉGRER AU SEIN D'UNE ÉQUIPE DE DIRECTION DYNAMIQUE**

**INGÉNIEUR A.M. OU ÉQUIVALENT**

**CHEF DES SERVICES**

**ENTRETIEN - BE**

**TRAVAUX NEUFS**

**POSTE IMPLIQUANT DYNAMISME, INITIATIVE, ORGANISATION, POUVANT CONVENIR à un candidat ayant 5 à 10 ans d'expérience industrielle acquise de préférence en industrie lourde (chimie, verrerie, mécanique, sidérurgie, papeterie, etc.), capable d'animer un effectif d'une centaine de personnes et de participer pleinement à l'efficacité et au développement de la production.**

Ville MAUREBOUE. Facilités de logement.

Ecrire sous référence LV 379 AM.

## offres d'emploi

**SOCIÉTÉ FILIALE D'UN DES PREMIERS GROUPE INDUSTRIELS FRANÇAIS**

Paris, proche banlieue Nord - recherche

**INGÉNIEUR**

**SERVICE LICENCES**

**ATTACHÉ A DIRECTION ÉTRANGÈRE**

Situation d'avenir pour candidat ayant 5 à 10 ans d'expérience en propriété industrielle (secteur mécanique) capable assure dans le monde entier, négociations et gestion de CONTRATS DE LICENCES.

Excellente anglais, lu, écrit, parlé, indispensible.

Ecrire sous référence RS 384 CM.

**DORR OLIVER PARIS**

**MATÉRIEL D'ÉQUIPEMENT POUR INDUSTRIES RECHERCHE**

**INGÉNIEUR DE VENTES**

Ce poste peut convenir à un ingénieur GRANDE ÉCOLE ou formation équivalente, 35 ans minimum, ayant acquis

**SOLIDE EXPÉRIENCE VENTE DE MATÉRIELS D'ÉQUIPEMENT PRÉS-INDUSTRIELS VARIÉS (PAPIER - CHIMIE - MÉTALLURGIE) ANGLAIS INDISPENSABLE.**

Situation intéressante et avenir dans firme en développement.

Ecrire sous référence JT 377 AM.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE RATTACHÉE A UN GROUPE INTERNATIONAL - PARIS BANLIEUE IMMÉDIATE NORD-EST - RECHERCHE**

**INGÉNIEUR**

**EN ORGANISATION**

Ce poste peut convenir à un candidat ECP - AM - ENGI, détenant ou un à deux ans d'expérience industrielle (si possible dans l'industrie mécanique) et "démontre" l'aptitude à l'analyse et à la synthèse, permettant de concevoir et d'implémenter des méthodes d'organisation et d'analyse éventuellement à des responsabilités de chef de projet.

**SITUATION INTÉRESSANTE PERMETTANT UNE ÉVOLUTION ULTÉRIEURE DE CARRIÈRE APRÈS QUELQUES ANNÉES D'ORGANISATION AU SEIN D'UNE FIRME PRATIQUANT MÉTHODES MODERNES DE GESTION.**

Connaissances de l'anglais nécessaires.

Ecrire sous référence KU 378 AM.

## offres d'emploi

**LABORATOIRE MÉTALLURGIQUE**

PARIS (75016), recherche :

**CONSEILLER**

Expér. informatique, comptabil. 1<sup>re</sup> ach. Espr. d'analyse, dynamique.

**AIDE-CONSEILLER**

Expér. 1<sup>re</sup> ach. Espr. d'analyse, dynamique.

Scr. 4912 CONTEXTE PUBLI, 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>.

**FIRME INTERNATIONALE PARIS**

recherche

pour son service informatique un ingénieur expérimenté d'un important système IBM 370

**ANALYSTES PROGRAMMEURS**

Les candidats devront justifier :

- de leur connaissance des ordinateurs 370 sous OS
- de 3 à 5 années de pratique de la programmation COBOL
- d'une bonne expérience de l'ANALYSE ORGANISME et des probl. de gestion administrative et humaine

Ecrire à M. ROGER, 7, bd Richard-Lenoir, 75011 PARIS, qui transmettra.

**Importante Société 1<sup>er</sup> Art. Recherche**

**PROGRAMMEUR**

**L.B.M. EXPÉRIMENTÉ**

- 2 ans de pratique minimum Assembler et / ou COBOL

Ecrire à M. ROGER, PUBLICITÉS REUNIS, 115, boulevard Voltaire, 75011 PARIS, qui transmettra.

**Constructeur Bâti d'Équipement Paris-Ouest**

**CHEF COMPTABLE**

35 ans minimum D.E.C.S. 5 ans direction comptabilité générale et analytique. Formation fiscale et juridique nécessaire pour assurer la responsabilité des services administratifs de 3 sociétés, groupant 400 personnes. O.V. à m. 150 e. Indispensable esprit de création et d'efficacité.

Ecrire avec C.V. et prétentions n° 4497 CONTEXTE PUBLI, 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, c. 2.

**Importante Société d'Entreprise**

Filiale d'un des premiers GROUPE EUROPEENS recherche un

**Directeur chargé d'animer les Actions Commerciales**

des Responsables Opérationnels (bénéficiaire d'une gestion très décentralisée) et susceptibles de prendre à terme d'importantes RESPONSABILITÉS DE GESTION.

(C.A. 75 : 300 MF)

Ce poste conviendrait à

**Ingénieur ECP, A&M**

ou équivalent

35 ans minimum, pouvant justifier d'expériences d'animation commerciale et de gestion dans le secteur des Entreprises de Second Œuvre.

La rémunération sera liée à l'expérience et aux qualités individuelles.

Résidence PARIS. Nombreux déplacements, en général de courte durée.

Les dossiers de candidatures - sous R.E.M. 1134 - préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

**DÉVELOPPEMENT**

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

**GROUPE S.G.F.**

**CHAPPEE - JACOB - DELAFON**

recherche :

- pour son usine de SOISSONS (52)

**UN CHEF DE FONDERIE**

Formation S.G.F. - équivalent E.N.S.A.M. ou équivalent - Age minimum : 30 ans.

Les candidats devront avoir une expérience confirmée en fonderie ou sidérurgie dont quelques années en Bureau des Méthodes.

- Pour se joindre d'OUTREAU (59), BELVOTE (59) et SARGOSSE en Espagne.

**DES INGÉNIEURS**

**DE FABRICATION CÉRAMISTES**

Diplômés de l'EN.S.C.I.

Quelques années d'expérience souhaitées.

Adr. C.V. et prêt. à S.G.F. - services du Personnel, 4, place d'Alsace - PARIS (16).

Poursuivant son expansion, une Banque spécialisée dans le Crédit à la Consommation recherche pour Paris et importantes villes de province

**jeunes diplômés**

de formation commerciale supérieure.

**Mission :**

Une fois leur formation technique assurée, ils feront leurs preuves dans l'une ou l'autre activité de la société, dans la perspective d'accéder ultérieurement à des postes de responsabilité dans le réseau d'agences.

**Profil :**

Goût du contact et de la vente. Sens de l'organisation et de l'animation d'équipe. Dérivé de se créer une situation d'avenir dans un groupe important.

**Rémunération :**

élevée en fonction de l'âge et de l'expérience.

Adresser C.V. + photo sous réf. 58522 à Havas Contact 156 bd Haussmann 75008 Paris.

**PRODUITS D'ENTRETIEN**

Filiale d'un GROUPE TRES PUISSANT (N° 2 mondial dans sa spécialité principale) recherche pour PARIS

**JEUNE CHEF DE PRODUITS**

**FORMATION SUPÉRIEURE**

Grande École ou Université

**EXPERIENCE**

2/3 ans minimum

Produits de grande consommation

**AMBITION JUSTIFIÉE**

Vocation à devenir à terme - si réellement capable - Directeur du Marketing.

SC garantit une discrétion absolue

Lettre manuscrite, C.V. détaillée, rémunération et photo (net), n° réf. 3416 à

**SC sélection conseil**

6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

**ADMINISTRATION TECHNIQUE PARIS**

recherche

**Cadre Comptable**

(CONFIRMÉ)

Pour participer au développement de son système comptable.

Ce poste peut convenir à un diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESCP, HECJF maîtrise de gestion), ayant acquis une expérience professionnelle de quelques années en organisation comptable.

Adresser C.V. détaillée manuscrite photo et prétentions sous réf. 6049 à L. T. P. 31 Bd, Bonne Nouvelle 75002 PARIS qui tr.

**Société ÉLECTRONIQUE**

banlieue Sud-Est

recherche

**INGÉNIEUR**

**Grandes Ecoles**

CONFIRMÉ dans les Techniques du vide, pour diriger un groupe d'ingénieurs et techniciens, orientés vers le développement et la fabrication en petites séries de tubes électroniques.

Adr. C.V., présent. et photo, sous le n° 45.002 à : CONTEXTE PUBLI, 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr.

**LE CHEF DU BUREAU D'ETUDES**

Société d'études et de réalisations de grands ensembles industriels, pour faire face à notre expansion rapide nous créons le poste de chef de notre bureau d'études "Installation Générale et Tuyauterie".

L'homme que nous recherchons, qui de préférence sera diplômé d'une école d'ingénieurs, sera chargé de l'animation, de l'organisation ainsi que de la gestion technique et budgétaire.

L'efficacité qu'il encadrera est aujourd'hui de quarante personnes, mais doit prochainement passer à soixante.

Pour cette fonction, une expérience de plusieurs années de la direction d'un B.E. d'ingénierie style pétro-chimie est indispensable. De plus, des connaissances des codes de construction, la pratique de calculs de dimensionnement seraient appréciées.

Ecrire à No 44.483, ConTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmet.

صلى الله عليه وسلم



OFFRES D'EMPLOI	Le Monde	La République
Offres d'emploi Placards encadrés	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,08

# ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	Le Monde	La République
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,38
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19

(chaque mercredi et chaque vendredi)

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Importante société distribuant des biens d'équipements industriels, recherche

## ingénieur technico-commercial

qui sera chargé de diffuser des machines-outils à commande numérique.

Cette activité implique une prospection d'une clientèle directe et indirecte sur la moitié de la France et des études de production.

Le candidat retenu devra être

un négociateur

capable en outre de former du personnel à la technique de fonctionnement des machines vendues.

La connaissance de la langue anglaise est exigée et la pratique de l'allemand si possible.

Il est souhaité une expérience acquise plus particulièrement dans le domaine de la programmation des machines à commande numérique.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 10.191

156, bd Haussmann 75008 PARIS.

plein emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTIONS AERONAUTIQUES de réputation internationale recherche

POUR SA DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES - PARIS

## responsable de la gestion du personnel détaché à l'étranger

MISSION : Définir la réglementation des détachements à l'étranger, élaborer les contrats et en contrôler l'application. Assister le personnel et la famille au moment de l'insertion dans le nouveau milieu et pendant la durée du détachement. Préparer la réinsertion du détaché à l'issue de sa mission.

PROFIL : - Expérience acquise au sein d'une direction du personnel. - Age minimum 35 ans. - Anglais parlé indispensable - espagnol ou arabe en plus souhaité. Mission de courtes durées dans la plupart des pays du monde.

Adresser lettre, C.V. avec photo et prétentions sous le No 44.825 à CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra, 75004 Paris Cedex 01, q. 1.

IMPORTANTE MAISON D'ÉDITION recherche pour son service

GESTION DES STOCKS

UN JEUNE RESPONSABLE

ayant quelques années d'expérience dans une fonction analogue pour des PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION.

IL SERA CHARGÉ :

- de la surveillance des stocks ;

- du réapprovisionnement ;

- des tableaux de bord.

Une formation de niveau :

B.T.S. GESTION DISTRIBUTION serait appréciée.

Lieu de travail : proche Banlieue Sud.

Envoyer C.V. et photo sous référence 8.033 à :

LTP 75002 PARIS, qui transmettra.

LTP 31 Bd. BONNE NOUVELLE 75002 PARIS, qui transmettra.

Très importante entreprise française recherche pour ses services opérationnels

D'EXPLOITATION à PARIS et en PROVINCE

Ingénieurs débutants

GRANDES ÉCOLES :

(Centrale - Mines - ESSE - ECL - INPG - ENSCM - IUT A et B) de formation générale électriciens et électrotechniciens

Outre les capacités techniques adaptables au concret, il sera demandé une maturité intellectuelle, une personnalité, doublée d'un excellent dynamisme, de polyvalence, du sens des contacts, du commandement et du travail en équipe.

Pour candidats de valeur répondant à ces critères, il sera offert des possibilités d'évolution de carrière intéressante et diversifiée au plan national.

Adresser lettre, C.V. et photo à réf. M. 7293 à :

LEPA - RECRUTEMENT

94, rue Saint-Lazare 75008 Paris

## MINI-INFORMATIQUE

VOUS NE SONGEZ PAS À CHANGER D'EMPLOI

En effet, vous êtes

## ingénieur commercial confirmé

Vendant depuis plusieurs années du matériel informatique pour une Société de professionnels, solide, réputée. Vous avez rencontré le succès dans un environnement de qualité.

Et pourtant...

DATA GENERAL, créateur des ordinateurs NOVA et ECLIPSE vous offre d'examiner les possibilités exceptionnelles offertes par le développement de sa filiale française.

Nous sommes un des leaders de la mini-informatique avec plus de 20.000 installations dans le monde.

Considérez par les experts comme une combinaison unique dans notre industrie : croissance rapide, gestion rigoureuse, absence de dettes.

POUR CONTINUER, NOUS AVONS BESOIN DE VOUS

Jean Claude DHRGET, notre Directeur Commercial répondra sous huit jours à toutes les candidatures accompagnées d'un résumé de carrière. Il vous fera parvenir en même temps une documentation sur notre Société et sur le poste à pourvoir.

La pratique de l'anglais courant de la profession est indispensable en raison des stages de formation aux États-Unis et en Europe.

Data General FRANCE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

77, rue de Sèvres 92100 BOULOGNE

Spécialiste commercialisation et distribution (Soc. Co. A.T.C. souhaité) pour

REDACT. COMPL. REVUE

Commerce non alimentaire Téléphone : 227-42-25

Jeune Société 17<sup>e</sup> recherche

ADJOINT ADMINISTRATIF

pour préparer les dossiers techniques en liaison avec les Services de Production. Connaissances des problèmes de rétroaction, de prévisions et de l'assurance qualité. Ecr. avec C.V. détaillé et prétentions : FAC, 153, rue de Rome, 75017 Paris

IMPORTANTE SOCIÉTÉ TRAVAUX PUBLICS

GENIE CIVIL - BATIMENT Travaux routiers Travaux maritimes recherche

CADRE COMPTABLE

DESUTANT ou 1 à 2 ans d'expérience (E.C. ou D.E.C.)

Compétences et administratives de chef de d'équipe FRANCE et OUTRE-MER

Après une période de formation Anglais souhaités

Restaurant d'entreprise Samedi libre

Envoyer C.V. et photo sous référence 10.118

L.T.P. 21, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS Cedex 02

CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE recherche

INFIRMIER (RE) D.E. Spécialisé (re) en électro-encéphalogramme. Salaire annuel brut de début : 29.700 F.

Ec. à Mme le Chef de Personnel 17, rue de Flandre 75013 Paris Cedex 19.

insep

(Institut supérieur d'éducation permanente) élargissant son équipe

recherche

COORDINATEURS D'AFFAIRES

- diplômés (des) de l'enseignement supérieur ;

- diverses expériences professionnelles en entreprises.

MISSION : diagnostic, élaboration, négociation, coordination de projets complexes de formation en entreprises.

Les candidatures seront étudiées avec le plus grand soin et dans les meilleurs délais par l'INSEP.

INSEP : 4, av. de l'Opéra - 75001 Paris.

important centre technique

GRANDE BANLIEUE NORD PARIS

recherche pour le calcul dynamique des structures

UN INGENIEUR

Grande école ou équivalent

Possédant une bonne expérience de la méthode des éléments finis ainsi que de ses applications. Anglais indispensable.

Adresser C.V., photo et prét. n° 43.121

CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

Adresser C.V. et photo sous référence 8.033 à :

LTP 75002 PARIS, qui transmettra.

LTP 31 Bd. BONNE NOUVELLE 75002 PARIS, qui transmettra.

Très importante entreprise française recherche pour ses services opérationnels

D'EXPLOITATION à PARIS et en PROVINCE

Ingénieurs débutants

GRANDES ÉCOLES :

(Centrale - Mines - ESSE - ECL - INPG - ENSCM - IUT A et B) de formation générale électriciens et électrotechniciens

Outre les capacités techniques adaptables au concret, il sera demandé une maturité intellectuelle, une personnalité, doublée d'un excellent dynamisme, de polyvalence, du sens des contacts, du commandement et du travail en équipe.

Pour candidats de valeur répondant à ces critères, il sera offert des possibilités d'évolution de carrière intéressante et diversifiée au plan national.

Adresser lettre, C.V. et photo à réf. M. 7293 à :

LEPA - RECRUTEMENT

94, rue Saint-Lazare 75008 Paris

Très importante entreprise française recherche pour ses services opérationnels

D'EXPLOITATION à PARIS et en PROVINCE

Ingénieurs débutants

GRANDES ÉCOLES :

(Centrale - Mines - ESSE - ECL - INPG - ENSCM - IUT A et B) de formation générale électriciens et électrotechniciens

Outre les capacités techniques adaptables au concret, il sera demandé une maturité intellectuelle, une personnalité, doublée d'un excellent dynamisme, de polyvalence, du sens des contacts, du commandement et du travail en équipe.

Pour candidats de valeur répondant à ces critères, il sera offert des possibilités d'évolution de carrière intéressante et diversifiée au plan national.

Adresser lettre, C.V. et photo à réf. M. 7293 à :

LEPA - RECRUTEMENT

94, rue Saint-Lazare 75008 Paris

94, rue Saint-Lazare 75008 Paris

## NÉGOCIATEUR PÉTROLE

LA SOCIÉTÉ

Opère dans le monde entier, y compris la France. Nous sommes spécialisés depuis 42 ans dans le contrôle des dépenses d'énergie.

LE JOB

Aider nos clients à négocier dans des termes favorables leurs accords avec les fournisseurs de carburant, en tenant compte de tous les facteurs techniques, commerciaux et relatifs à la fourniture. Le poste est basé à Paris, avec un stage de formation à nos bureaux de Londres (notre nouveau bureau parisien est situé dans la tour Italia à la Défense).

LE CANDIDAT

Nous recherchons un homme parlant couramment l'anglais et ayant une large expérience de la distribution et des négociations dans le domaine pétrolier. Antécédents d'ingénieur appréciés, mais non essentiels. Nous préférons des contacts à un haut niveau avec les grandes sociétés pétrolières.

LA RÉMUNÉRATION

Salaire plus avantages sociaux intéressants, et la possibilité d'utiliser vos connaissances et votre expérience dans un domaine passionnant et d'importance majeure avec une société dynamique en pleine expansion.

Veuillez nous soumettre en toute confiance votre C.V. en anglais avec le salaire demandé à :

R. H. Wessler, National Utility Service Inc. (UK) Ltd.

Carolyn House, Croydon, CB2 3LX, Surrey, Angleterre.

ANSWARE (THOMSON, SNPA, SOFRESID)

dans le cadre de son développement en FRANCE et en AFRIQUE

recherche

INGENIEURS

CHEFS DE PROJET

Formation Grande École ou équivalent, avec plusieurs années d'expérience de conception et de réalisation de systèmes informatiques de gestion (comptabilité, gestion de personnel, gestion de production...) et intéressés par une carrière de conseil.

ANALYSTES

PROGRAMMEURS

et PROGRAMMEURS

Formation supérieure en informatique (IUT, Maîtrise, Grande École...) ayant une expérience réelle dans une ou plusieurs de techniques suivantes : P.L.I., COBOL, ASSEMBLEUR, IMS, D.I., CICS, IDS, TDS... et ayant le goût du travail d'équipe.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 122/M à Monsieur GILU

ANSWARE SELECTION

135, rue de la Paque - 75018 Paris

Important investisseur institutionnel

DANS SON SERVICE D'ÉTUDES À UN

ANALYSTE FINANCIER

CONFIRMÉ

Expérience professionnelle : 2 à 3 ans :

- Soit dans un service d'analyse d'un établissement financier français ou étranger ;

- Soit dans un service de contrôle de gestion.

Pratique de l'anglais indispensable. Allemand ou espagnol souhaité.

Adresser C.V., photo, prétentions sous référence 03302

(à rappeler) à n° 44.547 - CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue Opéra - Paris (1<sup>er</sup>), qui transmettra.

Adresser lettre manuscrite CV et rémunération

souhaitée en indiquant la référence NK 133

MATRA

BP. n° 1 - 78140 VELIZY.

responsable

DU DEPARTEMENT ETUDES

- Il est responsable d'une équipe d'ingénieurs produits et de techniciens et assure la coordination entre les études, les groupes-projets et les réalisations en fabrication.

- Ce poste peut convenir à un ingénieur de formation pouvant justifier d'une expérience d'au moins 6-8 ans dans l'étude et le développement d'équipement électromécaniques et inertels.

Adresser lettre manuscrite CV et rémunération

souhaitée en indiquant la référence NK 133

MATRA

BP. n° 1 - 78140 VELIZY.

SOCIÉTÉ INDÉPENDANTE PÉTROLE

recherche

JEUNE INGENIEUR

ÉCOLE A. et M. ou ÉQUIVALENTE

- minimum 30 ans pour poste vacant

Chef de Service entretien matériel





OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

## ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	28,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,38
L'AGENDA DU MONDE	25,00	23,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

### cadre informaticien

Importante Société 800 Millions de C.A. recherche pour son siège à PARIS

pour assurer la responsabilité technique du service informatique, il devra avoir 5 à 10 années d'expérience en informatique de gestion, une bonne connaissance du COBOL et de l'OS. Il devra avoir dirigé des équipes d'informaticiens et avoir assuré des responsabilités de Chef de Projet.

Adresser CV et prétentions en indiquant sur l'enveloppe la référence 4888 à :

**organisation et publicité**  
2 RUE MARINO 75001 PARIS / QUAI TRANSMETRA

Importante Société Européenne dans la fabrication d'outils pour l'industrie Electronique et Electrique recherche

### délégué commercial

pour sa filiale Française à Paris

Par leur qualité et leur prix, nos articles peuvent occuper la toute première place dans les ventes aux industries électroniques, électriques, les magasins de composants électroniques, les quincailleries, les Grands Magasins et Etablissements de bricolage.

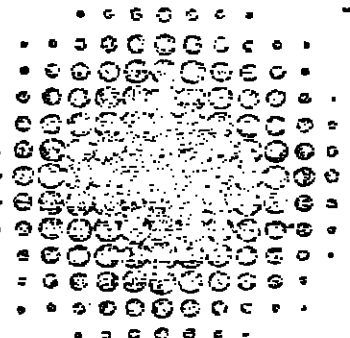
Conditions requises :  
- 25 ans minimum  
- Solide formation commerciale  
- Dynamique et bon vendeur  
- Indispensable : connaître le marché de l'électronique.

On appréciera en outre, l'expérience de vente dans les quincailleries et Grands Magasins.

Fonctions : Capable de prendre en charge la direction de la nouvelle Société et de développer un programme de ventes et d'objectifs en créant les bases d'une expansion rapide.

De grandes possibilités d'ordre financier et de promotion s'offrent au candidat. Envoyer CV, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf 4631 à :

**organisation et publicité**  
2 RUE MARINO 75001 PARIS / QUAI TRANSMETRA



Jeune Groupe Informatique filiale d'une firme mondialement réputée se développe rapidement et recherche pour VALENCIENNES LILLE - ROUEN - CAEN NANCY - STRASBOURG METZ - COLMAR - PARIS

### ingénieurs commerciaux & chargés d'affaires

Ces postes comporteront de hautes responsabilités après une formation adéquate et concernent des JEUNES HOMMES et JEUNES FEMMES. Leurs activités s'exerceront au sein d'équipes commerciales dotées de leur autonomie, leurs objectifs et leurs propres moyens d'action. Ces opportunités offrent de larges possibilités de carrière.

Adresser CV détaillé et photo s/réf correspondante à :

**organisation et publicité**  
2 RUE MARINO 75001 PARIS / QUAI TRANSMETRA

Il sera répondu à toutes les candidatures

### 3 chargés d'études

Ces postes conviendront à d'excellents analystes ou chefs de projet possédant une bonne expérience. Ces fonctions, qui requièrent une formation supérieure, comporteront des responsabilités au niveau d'un projet. Les postes à pourvoir nécessitent de grandes qualités de contact avec la clientèle. La rémunération ne sera pas inférieure à 70.000 F/an et pourra être très supérieure pour des candidats de valeur.

### 2 ingénieurs système

Pour cette fonction, qui implique quelques déplacements de très courte durée, il convient de posséder une excellente expérience de l'un des systèmes suivants : DOS ou DOS/VS - OS ou OS/VS. La connaissance du TP ainsi que la pratique de l'anglais constitueront un atout supplémentaire.

Formation supérieure appréciée. Rémunération : 80/90.000 F/an.

Les candidats intéressés devront adresser leur CV détaillé sous la référence indiquée à :

**organisation et publicité**  
2 RUE MARINO 75001 PARIS / QUAI TRANSMETRA

### comptable

D.E.C.S. complet exigé. Position cadre. Dans un premier temps le titulaire du poste se verra proposer un contrat à durée déterminée à Paris où il participera à l'animation d'un groupe de collaborateurs comptables.

La décentralisation des services étant envisagée, possibilité ultérieure d'un poste en province à titre définitif.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 4622 à :

**organisation et publicité**  
2 RUE MARINO 75001 PARIS / QUAI TRANSMETRA

### ADJOINT au CHEF du PERSONNEL

Ce poste exige :  
- une formation supérieure (de préférence juridique) ;  
- une expérience professionnelle de plusieurs années (secteurs public et parapublic) ;  
- des connaissances souhaitables de statuts du personnel ;  
- un sens développé de l'initiative et des relations humaines.

Adresser C.V. manuscrit, prétentions et photo à n° 8.332, s/o Monda & Publicité, 5, rue des Italiens, 75247 PARIS (8°).

### INGENIEURS MECANICIENS

DEVEZ-VOUS COORDINATEURS TECHNIQUES

Vous débutez ou vous avez une première expérience industrielle. Votre souhait : enrichir vos connaissances au sein d'une société en forte expansion.

Nous sommes spécialisés dans l'ingénierie et la construction d'ensembles industriels très importants. Nous créons au sein de nos services d'études et de réalisation d'équipements mécaniques des postes de coordinateurs. Depuis les avant-projets jusqu'au suivi des fabrications vous serez en relation avec nos fournisseurs et nos clients.

Ces postes qui s'adressent à de jeunes ingénieurs autorisent de larges possibilités d'évolution.

Ecrire à No 44.655, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

VIAJALE FRANCAISE D'UNE IMPORTANTE SOCIETE ALLEMANDE DE PROD. CHIMIQUES recherche, pour lancer de nouveaux désinfectants en milieu hospitalier

### 1 TECHNICO-COMMERCIAL

Formation L.V.T. Chimie ou Microbiologie. Lieu de travail principal : LE CHESNAY. Déplacements fréquents dans toute la France. Voiture de société après période d'essai.

Adresser C.V. avec photo et prétentions annuelles à :

**GOLDSCHMIDT FRANCE S.A.**  
avenue Charles-de-Gaulle - 91150 LE CHESNAY.

### CAP SOGETI SYSTEMES

RECHERCHES pour des postes à pourvoir rapidement

### 5 INGENIEURS INFORMATIENS

ayant une expérience concrète de l'une des techniques suivantes :

- BASES DE DONNEES (connaissance approfondie des systèmes Socrate et/ou IBM) ;  
- TELEINFORMATIQUE et RESEAUX D'ORDINATEURS (architecture, réalisation de logiciel spécifique) ;  
- SYSTEMES D'EXPLOITATION (connaissance des systèmes IBM OS VS, CII SIRIS 8 et GCOS 85).

### 5 INGENIEURS CHEFS DE PROJETS

ayant 3 à 5 ans d'expérience en informatique de gestion, capables de concevoir et de réaliser des projets importants. Connaissance du secteur banque et assurances appréciée.

### 5 PROGRAMMEURS

de formation L.V.T. connaissant parfaitement l'assembleur IBM et/ou le PLI, justifiant d'une solide pratique du COBOL sur IRIS 80.

Envoyer C.V. photo et prétentions en précisant la réf. à :

Alain LEMAIRE, CAP/SOGETI, 5, rue des Moulins, 75028 Paris cedex 12.

**CAP SOGETI**

SELECTION

Importante société mécanique recherche pour une importante unité de production (+ de 2000 personnes) son

### responsable méthodes usinage

pour :  
- assurer la mise en place des moyens d'usinage de haute performance (choix des moyens de fabrication, étude des méthodes d'organisation, contrôle de performance de matériel) ;  
- assurer le lancement en fabrication de nouveaux produits ;  
- réaliser les études de rentabilité des investissements du matériel d'usinage dans le cadre de séries économiques.

Il sera responsable d'un service d'une quarantaine de personnes (bureau d'études, dessin et préparation).

Cet ingénieur grande école, A et M... possède une expérience de la préparation usinage pour des fabrications de séries et de l'animation d'une équipe méthodes pendant 3 ans environ.

La pratique de l'anglais sera un atout supplémentaire (relations internationales).

Réelles possibilités d'évolution au sein du groupe.

Adresser votre CV, détaillé sous référence 10.176 à :

**INTERCARRIERES**  
3, rue de Helldor 75008 Paris

### bâtiment

### RESPONSABLE COMMERCIAL

Paris Nord

La poste :  
- animation d'une équipe (une dizaine de vendeurs),  
- analyse du marché et contrôle des ventes,  
- fixation des objectifs en relation avec la direction commerciale,  
- contacts avec la clientèle : grandes et petites et si nécessaire, démarchage, renseignements et prospection des ventes.

Le candidat :  
- a minimum 30 ans,  
- formation commerciale de type Ecole Supérieure de Commerce,  
- a travaillé auprès des grossistes et des producteurs.

Pour information sur la poste, adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions sous réf. 3777/RM à :

**CONSEIL EN RECRUTEMENT**  
CNPQ 125, av. V.-Hugo - 75116 Paris

### GROUPE INTERNATIONAL DE PREMIER PLAN

en forte expansion (C.A. : 1 milliard) recherche pour PARIS

### Ingénieur Système

pour lui confier la responsabilité

de ses plans Hardware, Software et téléprocessing ;  
des méthodes informatiques ;  
du choix et de la mise en place de packages de gestion et scientifiques.

Le candidat, ingénieur Grande Ecole doit avoir une connaissance pratique

des matériels et logiciels IBM ;  
du téléprocessing ;  
des systèmes de Data base et Data communication.

Cette fonction est importante dans une société en développement.

Adresser candidature sous référence BUNEL (à mentionner sur l'enveloppe), à :

**EMPLOIS et CARRIERES**  
30 rue Verneil 75008 PARIS

### assistante de direction

CADRE CONFIRMEE - 35 ans minimum - bonne formation générale - 10 ans expérience internationale

Adresser C.V. avec photo et prétentions à ASSURANCES et PREVOYANCE INTERNATIONALES Service du Personnel, 13, rue Hémery, Paris 8°





# LA VIE ÉCONOMIQUE

## BILLET

### Le protectionnisme, c'est les autres

Le Conseil national du patronat français, dans une note relative aux négociations commerciales multilatérales du GATT, « stigmatise » les nombreuses procédures — plus de cinquante en quelques mois — engagées aux États-Unis « dont le caractère protectionniste est évident ».

Cependant, M. William Walker, chef de la délégation américaine à Genève, met en valeur, le 1<sup>er</sup> mars, dans une communication devant le C.N.P.F., le libéralisme commercial des États-Unis, avant de critiquer la politique agricole communautaire et les subventions à l'exportation accordées par la C.E.E.

D'actes spéciaux et d'une augmentation des droits de douane sur les chaussures.

L'approche des élections et la détérioration de la balance commerciale des États-Unis risquent de donner une nouvelle vigueur aux revendications protectionnistes d'un certain nombre d'industries américaines. Déjà leurs argumentations se fondent sur des différences, non pas seulement de prix, mais de système économique. Ainsi les producteurs d'acier avancent que les sidérurgistes européens peuvent faire financer leurs pertes par leur gouvernement, alors qu'eux, eux, dans ce cas, la faillite.

Dans un climat de concurrence économique plus dure, il est normal que les hommes d'affaires des différents pays s'accusent de pratiques commerciales déloyales. Il serait regrettable que des préoccupations électorales amoindissent les différents gouvernements à oublier leurs déclarations officielles en faveur de la liberté des échanges. Au jeu du commerce international, tout le monde ne peut pas être gagnant : chaque pays a ses bénéficiaires et ses secteurs menacés. — M. B.

## ÉNERGIE

Le 1<sup>er</sup> avril

### LA HAUSSE DU CHARBON DOMESTIQUE SERAIT DE 6 À 7 %

La hausse du charbon domestique qui doit être édictée le 1<sup>er</sup> avril prochain pourrait être de 6 % à 7 % pour le consommateur. Les Charbonnages de France demandent une augmentation de 20 % au départ de la mine, ce qui entraînerait une hausse de 10 % au niveau des consommateurs. Mais les pouvoirs publics ne seraient pas disposés à donner entièrement satisfaction aux Charbonnages.

Sur le charbon industriel, la hausse serait encore moins forte. Après la hausse des tarifs de gaz et d'électricité, il s'agit toutefois pour le consommateur de maintenir une certaine cohérence entre les divers tarifs de l'énergie.

Les décisions hausses du charbon datent du 1<sup>er</sup> avril 1975 : 9 % pour le « domestique » et 20 % pour l'industriel, au départ des mines. L'emprunt de 500 millions de francs que viennent de lancer les Charbonnages de France pour financer leurs investissements est déjà converti. Un nouvel emprunt de 50 millions de dollars va être lancé sur le marché de l'eurodollar, ce qui est le signe que le gouvernement autorise de nouveau les entreprises françaises à emprunter sur ce marché. Depuis juillet 1975, aucune autorisation n'avait été accordée.

## Affaires et Commerce Brousse et Savane Toute l'Afrique est présente au Cameroun.

Afrique maritime, Afrique forestière, Afrique de la savane et des hauts plateaux, Afrique de la faune, de la brousse et des plantes rares. A lui seul, le Cameroun résume toute cette immense diversité africaine.



De l'économie moderne à la danse rituelle, venez découvrir toutes les couleurs de cette Afrique qui dit toutes les autres.

De Paris, Marseille, Rome, Genève... par Boeing 707, quatre fois par semaine, Cameroon Airlines met l'Afrique à quelques heures de l'Europe. Des vols rapides, confortables.

Pour mieux vous servir, Cameroon Airlines relie DOUALA aux grandes capitales africaines et ses lignes intérieures quadrillent la diversité camerounaise.



Renseignements et réservations dans toutes les agences de voyages, les bureaux Air France, et l'agence Cameroon Airlines, à Paris, 12, boulevard des Capucines - 75008 PARIS. Tél. 073.85.40.

POUR MIEUX VOUS SERVIR  
**CAMEROON AIRLINES**

D & O PUBLICITE

## AFFAIRES

### LA PART DU LION AU JAPON ET A LA GRANDE-BRETAGNE POUR LA CONSTRUCTION DU MÉTRO DE HONGKONG

Le Japon et la Grande-Bretagne se taillent la part du lion pour les travaux de la première tranche du métro de Hongkong. Selon un communiqué émanant du groupe qui réalise le projet, quatre contrats ont été attribués à trois firmes japonaises de construction, deux autres à un consortium sous direction britannique, et un dernier à un groupe comprenant des firmes françaises, allemandes et suédoises.

Ces sept contrats représentent la moitié du coût des travaux de génie civil prévus pour la construction d'une ligne ferroviaire de 35,6 kilomètres. Le coût s'est estimé à 6,8 milliards de dollars de Hongkong, soit l'équivalent de 1,16 milliard de dollars U.S. (5 milliards de francs). Les travaux ont commencé en novembre dernier et doivent être achevés en 1979.

Pour l'ensemble des contrats qui ont maintenant été attribués, 40 % sont allés à des groupes réunissant des sociétés européennes et locales, 30 % à des entreprises japonaises et le reste à des firmes de Hongkong. — (A.F.P.)

### MACHINISME AGRICOLE

En 1975, le chiffre d'affaires de l'industrie française du machinisme agricole a atteint 7430 millions de francs contre 6168 millions de francs en 1974. Les exportations ont représenté près du tiers de ce résultat (2380 millions de francs). La part des tracteurs a été de 2720 millions de francs, celle des moissonneuses, de 180 millions de francs. En volume, les ventes ont progressé de 3,8 %.

À la veille du Salon de l'agriculture, les constructeurs sont optimistes pour 1976, car leurs commandes de commandes se sont remplies après les mesures de détaxation de 10 % des investissements prises à l'automne dernier.

## INFORMATIQUE

### Un événement: enfin un mini-ordinateur de gestion permettant de décentraliser en douceur.

**Décentralisation : oui mais.** Décentraliser l'informatique : les responsables informatique en rêvent, les utilisateurs le réclament, tout le monde en parle... Mais jusqu'à présent, personne n'avait l'outil capable d'effectuer cette décentralisation en protégeant la bonne marche d'une entreprise.

**L'outil qui manquait : une alternative à la croissance de l'ordinateur central.** Data General vient de mettre au point un mini-ordinateur qui permet enfin de décentraliser en douceur : Eclipse C 300.

Loin de remettre en cause le matériel existant, il l'optimise. Votre gros ordinateur, déchargé des tâches qui l'encombrent, peut se consacrer aux tâches pour lesquelles sa puissance est indispensable: consolidation, analyse globale, bilans, trains de travaux...

Il vous permet d'affiner considérablement votre gestion en prenant en charge, à des prix très réduits, des applications jouissant d'une indépendance fonctionnelle et qui, habituellement, ne sauraient justifier les coûts d'installation et d'utilisation d'une grosse unité.

La croissance du département informatique s'effectue harmonieusement en s'adaptant au fur et à mesure aux tâches qu'on lui confie, sans excédent de capacité.

Résultats : une amélioration de l'efficacité et des relations humaines de l'entreprise. Les responsables informatique fournissent un meilleur service tout en gardant le contrôle des opérations. Les utilisateurs retrouvent l'efficacité et l'autonomie qu'ils attendent d'un service informatique: accès direct à l'information, fourniture rapide d'états, détection immédiate des erreurs.

**Un avantage financier non négligeable.** L'aspect financier n'est pas moins spectaculaire: des budgets d'équipement trois à cinq fois moins lourds, et des coûts d'utilisation sensiblement abaissés: grâce à la spécialisation de la tâche informatique le travail se fait mieux, plus vite et pour moins cher.

**Des performances surprenantes.** Tous ces services sont réalisables grâce aux capacités technologiques exceptionnelles de ce nouveau mini-ordinateur.

Eclipse C 300 possède le hardware le plus puissant de sa catégorie (Mémoire : 256.000 caractères, 800 millions d'octets. Vitesse : 2,4 millionièmes de seconde pour une addition sur 64 bits). Pour mettre en valeur cette puissance Data General offre le meilleur logiciel actuellement disponible sur mini-ordinateur : INFOS. Il vous permet de gérer des bases de données en temps réel avec des structures logiques complexes, des temps de réponse surprenants. En outre, sa modularité et sa compatibilité (Eclipse C300 peut fonctionner seul, en batterie, ou branché sur un gros ordinateur) sont telles, que l'évolution de votre système se fait économiquement.

**Vous voulez en savoir plus?**

Notre équipe se tient à votre disposition pour répondre à toutes vos questions. Téléphonez-moi ou écrivez-moi :

Jean-Claude Durget  
Directeur Commercial Data General France  
77, rue de Sèvres, 92000 Boulogne  
Téléphone: 604.91.42

**Data General**

la lire suffocante

## AVEC UN CAPITAL DÉRISOIRE...

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

Loyettes (Ain) le site de la centrale nucléaire du Bugey. Possédant une « tête de pont » à Lyon, cette petite E.T.T. a pratiquement le monopole des travailleurs itinérants pour la centrale, et embauche des O.S. et des professionnels (chaudronniers, ferrailleurs, maçons, monteurs-mécaniciens, etc.). Pas trop de problèmes de recrutement : la commune voisine de Pont-de-Chéruy est la plus cosmopolite de France : la moitié de ses quatre mille habitants sont grecs, arméniens, turcs, nord-africains.

## Contrôles syndicaux

Deux cent soixante-dix R.T.T. seulement — soit moins du tiers — appartiennent à un syndicat professionnel : cent adhèrent au NORMATT, cent soixante-dix au SNETT. C'est, en principe, une garantie sérieuse pour les entreprises utilisatrices et les travailleurs temporaires. Les conditions d'admission dans ces groupements sont plus sévères que les dispositions légales.

Pour être affiliée au NOR-MATT, par exemple, qui se veut « à la pointe » de la profession, une E.T.T. doit réaliser un chiffre d'affaires d'au moins 2 millions de francs, être inscrite au registre du commerce depuis trois ans, posséder des fonds propres et signer l'engagement national sur les prix. Elle est soumise, de plus, à divers contrôles syndicaux. D'autres mesures sont à l'étude pour mieux normaliser et moraliser davantage la profession.

Sept cents E.T.T., apparemment, ne répondent pas à ces critères syndicaux. Les « géants » de la corporation n'échappent pas non plus à toute critique : Roland Wullaume, l'ouvrier intérimaire du Pas-de-Calais, tué dans l'accident qui a déclenché l'affaire Chapron-Charette, avait été détaché par l'Agence BIS de Lens à un poste dangereux, sans contrat de mission défini, et alors qu'il était invalide à 67 %.

**MICHEL CASTAING**

**Prochain article :**

**DANS L'ATTENTE**

## D'UN EMPLOI STABLE

● **L'ONU ET LES SOCIÉTÉS MULTINATIONALES.** — La commission technique des Nations unies, sur les entreprises multinationales, s'est ouverte lundi 1<sup>er</sup> mars à Lima (Pérou), en présence des représentants de quarante-huit pays industrialisés ou en voie de développement. La commission siègera jusqu'au 12 mars et examinera un projet de code de bonne conduite des sociétés multinationales.

été présentées étaient totalement irréalistes. Il n'était pas question de céder. Les salaires de nos ouvriers continuèrent d'être supérieurs à ceux en vigueur dans la métallurgie parisienne, bien que nous ayons subi la récession, plus que tout le monde, étant donné notre position « en bout de chaîne ». D'autre part, notre société était à la pointe sur le plan social : ce n'est qu'un exemple, mais, durant le mois passé, les grésistes ont pu continuer à bénéficier d'un régime de cotisation à la retraite plus avantageux que celui des autres salariés de la région parisienne, à 50 % et 80 % du salaire de février, remboursables en quatre mois.

De son côté, un délégué syndical explique : « Le plus important pour nous était d'instaurer, au sein de cette entreprise paternaliste où l'ouvrier se règle traditionnellement, un esprit de lutte et de solidarité. C'est fait. Depuis 1912, sous la direction, cette année, de la création, cette société a travaillé comme une machine à vapeur. Plus rien ne pourra être comme avant. C'est un précédent et une base. »

Un mois d'arrêt de travail sans que l'entreprise soit le moins du monde mise en difficulté et sans

que les grévistes, qui ont bénéficié de bons soutiens financiers, en souffrent vraiment sur le plan matériel : drôles de grève, ou plutôt grève stratégique destinée à établir et à mesurer un rapport de forces. — M. C.

## BUREAUX A LOUER

Actuellement, pour 410 f le m<sup>2</sup> annuel, ou vous partez en banlieue, ou bien vous n'avez dans Paris qu'un minimum de prestations.

Évaluation vous permet d'échapper à ce dilemme : pour 410 f vous restez dans Paris et vous avez tout. Les bus. Plusieurs lignes de métro. Un restaurant d'entreprise. Le périphérique à deux pas. Les moquettes et les luminaires en place. Le téléphone. Des cloisons posées.

**Pour vérifier, téléphonez à Uffi 522.12.00.**

**Evolution: vous avez tout, et vous êtes dans Paris.**

	Dollars		Deutschmarks		Francs suisses	
48 heures .....	5 1/4	5 3/4	3 1/4	4 1/4	1 1/2	2 1/2
1 mois .....	4 1/4	5 1/4	3 3/8	3 7/8	1 5/8	2 3/8
3 mois .....	5 1/4	6 1/4	3 1/2	4	1 7/8	2 3/8
6 mois .....	6 1/2	7	3 3/4	4 1/4	2 3/8	3 1/8

## 1976, la meilleure année boursière depuis 1967 ?

Prenez un nouveau départ. Abonnez-vous maintenant pour une période d'essai de 3 mois (avril-juin) et vous recevrez gratuitement les prochains numéros de *marc*.

☐ Veuillez établir une analyse de mon portefeuille selon liste ci-jointe pour le prix de F 500.

Nom : .....

Rue :

N° postal + localita :

---



## ÉCONOMIE

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### MONNAIES ET CHANGES

#### MALGRÉ LA REPRISE DU SOUTIEN OFFICIEL

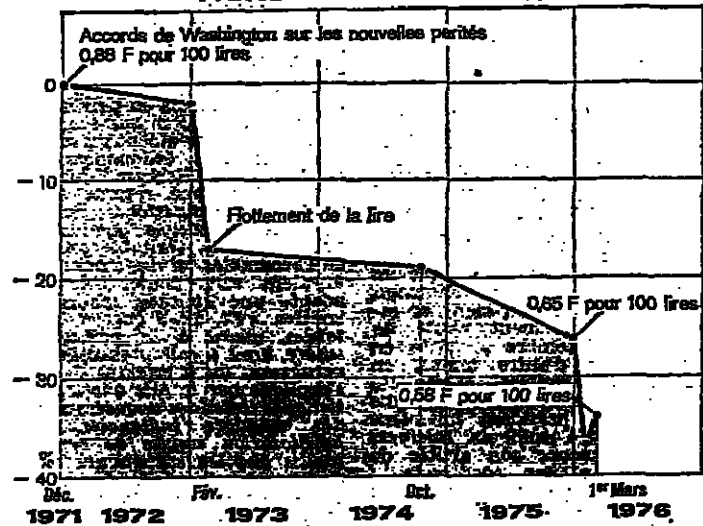
#### La lire s'affaiblit à nouveau

La réouverture, lundi 1<sup>er</sup> mars, du marché des changes officiel en Italie et la reprise des interventions de la Banque centrale, interrompues le 20 janvier dernier, s'est effectuée dans des conditions

moins plus qu'à 0,57 F pour 100 lire, et le cours du dollar, très ferme par ailleurs, atteignant 782 lire.

Le taux de dépréciation de la lire depuis le 20 janvier 1976, date

#### DÉPRÉCIATION DE LA LIRE PAR RAPPORT AU FRANC (%)



assez médiocres. Après une tentative de stabilisation au niveau du précédent, soit 772 lire pour un dollar et 0,88 F pour 100 lire, la monnaie italienne s'est affaiblie mardi : on ne don-

de la fermeture des marchés des changes italiens, qui avait atteint 17 % pour redescendre à 12 % samedi à 13 %. Cette dévaluation inquiète fort les autorités italiennes et communautaires.

### EUROPE

#### LES NEUF ONT ACCUSÉ RÉCEPTION DE LA DÉMARCHE DU COMECON

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont approuvé, mardi matin 2 mars, les termes de la réponse à adresser aux pays du Comecon. Cette réponse, qui fait suite à la proposition transmise voici quinze jours par M. Weis, vice-président du gouvernement de la République démocratique allemande, à M. Thörn, chef du gouvernement du Lichtenstein, et président en exercice du conseil des ministres de la C.E.R., apparaît comme un simple accusé de réception.

Les Neuf, après avoir remercié M. Weis de sa démarche, notent que celle-ci fait suite à une série d'initiatives prises par la Communauté. Ils rappellent ainsi qu'ils ont adressé, fin 1974, aux pays à commerce d'Etat un « schéma d'accord » avec l'idée

de conclure une série d'accords commerciaux entre la Communauté, d'une part, et chacun des pays de l'Est, de l'autre.

En conclusion, le conseil informe ses partenaires orientaux que cette affaire sera traitée par la Communauté, selon ses procédures propres. En outre, cela signifie que les Neuf, soucieux d'éviter toute précipitation, ont chargé le conseil de lui faire rapport sur l'adéquation des transmissions par M. Weis.

Les ministres des affaires étrangères reçoivent mardi également une délégation du Parlement européen conduite par son président M. Spadolini, pour faire le point sur des travaux devant conduire à l'élection de cette assemblée au suffrage direct à compter d'avril 1978.

PH. L.

### FAITS ET CHIFFRES

#### Affaires

● LA PRODUCTION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE a chuté de 6 % en 1975 par rapport à l'année 1974, pendant laquelle avait déjà été enregistré un recul de 5 % sur 1973. Les exportations ont diminué de 11 % et les effectifs ouvriers sont passés de 20 370 en décembre 1974 à 20 520 en décembre 1975 (— 7 %).

● LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE PEABODY G.C.I. filiale du groupe américain Peabody, a conclu avec la Libye un contrat pour la fourniture de matériel de forage et de forage solides. Le contrat, d'un montant total de 280 millions de francs, représente plus de 15 % des exportations françaises 1976 vers la Libye. La société Peabody G.C.I. est depuis 1972 filiale du groupe américain Peabody Gallon Corporation.

#### Coopération

● LA MALAISIE VA RECEVOIR DE LA FRANCE des facilités de crédit de 150 millions de francs pour financer des projets d'équipement dans le cadre de son III<sup>e</sup> Plan de développement économique : production d'électricité, communications.

En complément de cette aide, indique le ministre de l'économie et des finances français, Paris a accordé un don de 1 million de francs pour financer l'étude de l'aéroport de Kuantan sur la côte est du pays.

#### Economies étrangères

● AUX ETATS-UNIS, les prix à la consommation ont augmenté de 0,4 % en janvier (après correction saisonnière) contre 0,5 % en décembre et 0,6 % en novembre. En un an, par rapport à janvier 1975, la hausse s'établit à 6,8 %, mais, en rythme annuel calculé sur le mois dernier, elle n'est que de 4,8 %. Cependant, les

revenus réels disponibles des Américains ont progressé de 0,2 % en janvier. — (A.G.F.)

● ERATUM. — Dans notre supplément « Europa », page VIII, il fallait évidemment lire, dans la note concernant le traitement des membres du gouvernement et des parlementaires italiens : 1 lire = 0,6 centime, et non 1 lire = 0,6 F.

#### Emploi

● LA MUNICIPALITE DE MUTZIG (Bas-Rhin) a décidé de mobiliser la population de la ville pour empêcher le transfert dans la banlieue strasbourgeoise de la brasserie de Mutzig. Cette entreprise, la principale de la localité, emploie plus de deux cent cinquante salariés. Elle fait partie du groupe allemand Heilmann, qui a entrepris de restructurer entièrement l'industrie de brasserie (ALBIA), dont dépend l'entreprise de Mutzig. Dans un premier temps, soixante-quatre emplois sont touchés. — (A.F.P.)

● LE DÉCRET SUR LES CROIXES « VOLONTAIRES » ÉTRANGERS EST EN VIGUEUR LE 28 FÉVRIER. — Le Journal officiel du 27 février a publié un arrêté, pris au 28 février la date d'entrée en vigueur du décret relatif aux autorisations de travail délivrées aux étrangers. Ce décret, en date du 21 novembre 1975, modifie le règlement en vigueur depuis le 30 juin 1968 de telle sorte que la carte de résident ordinaire peut être retirée à son titulaire « s'il se trouve, de son fait, sans emploi ni ressources régulières depuis plus de six mois ».

Cette formule viserait les chômeurs « volontaires » et nullement les étrangers inscrits régulièrement au chômage et bénéficiant des indemnités prévues. Elle a suscité, toutefois, l'inquiétude des syndicats et d'autres organisations de défense des immigrés (Le Monde du 24 janvier).

## EMPRUNT 1976 CHARBONNAGES DE FRANCE

500 000 OBLIGATIONS DE 1 000 F  
garanties par l'Etat

10,20 %

émises et remboursables au pair

amortissement en six séries égales à la fin des 3<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> années • date de jouissance : 12 Mars 1976

taux de rendement actuariel brut :

10,15 %

# ceca

## communauté européenne du charbon et de l'acier

## EMPRUNT 1976 10,20% DE 250 MILLIONS DE FRANCS

EMISSION DE 250 000 OBLIGATIONS DE F. 1 000 NOMINAL

DUREE : 18 ANS

JOUISSANCE : 1<sup>er</sup> MARS 1976

INTERET ANNUEL : F. 102 PAR OBLIGATION, PAYABLE LE 1<sup>er</sup> MARS DE CHAQUE ANNEE

Cotation : ces obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la cote officielle (Bourse de Paris).



Amortissement obligatoire : en 13 tranches annuelles égales (à une obligation près) à partir du 1<sup>er</sup> mars 1981.

soit par remboursement au pair

soit par rachats en Bourse.

Amortissement anticipé : possible à toute époque par rachats en Bourse.

Interdit par remboursement.

Prix d'émission : F. 1 000

TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT

10,20 %

BALO du 1<sup>er</sup> mars 1976

Vies CCB n° 76-12 du 20 janvier 1976

### cedis

Le conseil d'administration a approuvé les comptes de l'exercice 1975. Le chiffre d'affaires toutes taxes s'est élevé à :

2 027 049 186,19 F soit une augmentation de 16,05 % sur le précédent, à rapprocher de l'évolution des principaux indices économiques de la nation.

La marge brute d'autofinancement se monte à 63 028 723,30 F, avec un bénéfice net de 25 811 009,67 F et 27 817 632,73 F d'amortissements et provisions d'exploitation.

Les amortissements, calculés selon les mêmes méthodes, sont inférieurs de 2 449 004,12 F à ceux de l'an passé : la réduction de la provision pour hausse de prix, arrêtée à hauteur de 7 023 695,26 F contre 14 560 121,67 F, est due à une moindre hausse des prix et aux résultats obtenus dans l'acélération de la rotation des stocks qui ont diminué en volume.

Enfin, le bénéfice net, s'entend après 23 023 632,04 F d'impôt sur les sociétés, 4 858 725,53 F de provisions nouvelles pour pertes et charges, et 3 888 706,27 F pour participations, contre 4 441 134 F en 1974.

La date des assemblées générales ordinaires et extraordinaires a été fixée au 15 mai 1976 : le conseil d'administration propose la mise en paiement à partir du 25 mai d'un dividende de 15 F aux 451 623 actions jouissances 1<sup>er</sup> janvier 1975, au nombre desquelles ne figurent pas les 90 250 actions provenant de l'attribution gratuite, qui ont valeur du 1<sup>er</sup> janvier 1976. Compte tenu de l'avoir fiscal de 7,50 F, la rémunération globale s'élève à 22,50 F.

### SOCIÉTÉS DES ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS

#### ANDRÉ BORIE

Le chiffre d'affaires (hors taxes) de la Société des entreprises de travaux publics André Borie s'est élevé à 274 194 000 F pour l'année 1975, en progression de plus de 23 % sur celui de l'année 1974 qui se montait à 221 600 000 F.

Quelques les comptes de l'exercice 1975 ne sont pas encore arrêtés, la société prévoit que le bénéfice qui était passé de 3 468 212 F en 1973 à 4 235 981 F en 1974 sera de nouveau en nette augmentation.

En cours de l'année 1975, la Société a notamment obtenu, seule ou en groupement : le barrage de Taabo et les ponts de Seguela et du Taou, en Côte-d'Ivoire, le lot n° 5 de la section du Châtalet et huit stations de ventilation pour la R.A.T.P., le collecteur général Fabron-Lenval, à Nice, divers ouvrages sur l'autoroute B.41 Genève-Chamonix, une descente pour les Houillères de Rhébo-Franchet.

Toutefois, le chiffre d'affaires de l'année 1976 sera en sensible régression sur celui de 1975 par suite de l'achèvement d'importantes chantiers et de la réduction du carnet de commandes consécutives à la diminution du volume des appels d'offres qui a débuté au deuxième semestre 1974 et s'est poursuivie au cours de l'année 1975 en aggravant les conditions de la concurrence.

## LENTILLES DE CONTACT : parce que les yeux myopes sont souvent les plus beaux.

Ne cachez plus vos yeux à cause de votre myopie. Ce beau regard qu'on vous envie dès que vous saisissez vos lunettes, montrez-le aussi sans vous priver de bien voir. Grâce aux lentilles de contact YSOPTIC.

Vous trouverez chez YSOPTIC une vaste gamme de lentilles de contact, classiques, souples ou miniflexibles, spéciales pour yeux sensibles. Elles assurent une vision totale et une correction parfaite. Vous serez surpris de leur efficacité. Essayez-les gratuitement chez :

YSOPTIC  
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS  
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants  
français et étrangers sur demande.

YSOPTIC

## MATTEI

### Le moins cher des grands loueurs

VANTURES PARTICULIÈRES - VÉHICULES UTILITAIRES  
A LA JOURNÉE - LONGUE DURÉE

Véhicules neufs ou récents, parfaitement entretenus

PARIS :	75012 207, Rue de BERCY	(0) 24.11.50
	75012 106, Boulevard DIDEROT	(0) 42.27.50
	75018 102, Rue ORFÈVRE	(0) 07.32.70
LYON :	69007 100, Rue PASTEUR	(0) 72.83.85
MARSEILLE :	121, Avenue de Paris - 13244 MARSEILLE Cedex 2	(0) 79.50.10
	AEROPORT MARIGNANE	(0) 89.04.88
NICE :	06000 5, Rue BALEVY	(0) 87.14.30
	AEROPORT NICE-COTE D'AZUR - 06056 NICE Cedex	(0) 83.13.65

# LA VIE ÉCONOMIQUE

## L'Amérique désenchantée

### II. - L'engouement pour un plan national

par PAUL FABRA

Une grande partie de l'intelligentsia américaine doute de l'aptitude des États-Unis à rester la première puissance du monde. Ce nouveau climat, qui doit beaucoup au choc en retour du Watergate et du Vietnam, comme à la grisaille de l'actuelle présidence, tient aussi à l'incertitude sur la durée de la reprise. Les excès de la période qui a précédé la récession ont créé un besoin nouveau de sobriété, l'acceptation d'une certaine autodiscipline. Mais les gouvernements actuels sont incapables d'imprimer un élan à ces aspirations qui rejoignent un certain courant traditionnel (« le Monde » du 2 mars).

New-York. — Ce qui apparaît peut-être comme l'élément le plus décourageant de la vie américaine actuelle, c'est la médiocrité du débat public sur les grandes affaires du pays, notamment économiques. Un tel mal, heureusement, est par nature réversible.

Ainsi, comme pour répondre à l'absence de finalité réelle du « projet » conservateur présenté par le président Ford et son équipe, les démocrates les plus influents sont déterminés à introduire, dans leur plate-forme électorale, l'idée de planification. La discussion s'est engagée autour d'une proposition (Bill) présentée en mai dernier par le sénateur Hubert Humphrey considéré aujourd'hui comme l'un des candidats les plus probables du parti démocrate, et par un autre sénateur, M. Jacob Javits, sous le nom de « loi sur la croissance équilibrée et la planification économique » (Balanced growth and economic planning Act). Est préconisée la création d'une commission du plan (Economic planning Board) qui aurait la mission de préparer tous les deux ans un plan pour les six années à venir. Une fois approuvée par l'administration (on dirait en France, le « gouvernement »), celle-ci le soumettrait au Congrès. Le bill a déjà reçu beaucoup de publicité, dans la presse et ailleurs. Un remuant « comité de soutien » (Initiative Committee) s'est constitué pour le faire connaître auprès du public.

À côté d'économistes de grand renom, dont le professeur Wassily Leontief (qui en assume la présidence), de dirigeants syndicalistes, dont M. Leonard Woodcock (coprésident), leader des travailleurs de l'automobile, de politiciens, on y trouve aussi des businessmen. Un banquier comme M. Felix Rohatyn (Lazard frères), auteur du programme de sauvetage de la ville de New-York, des créés d'entreprises comme M. Henry Ford, se sont prononcés en faveur d'une certaine forme de planification.

Les milieux d'affaires cependant sont dans leur ensemble — qui s'en écartera ? — hostiles au mouvement. Quelques grands patrons ont fait exception, exprimant leur sentiment avec vigueur. C'est le cas du président (chairman) de General Motors, M. Thomas Murphy, aux yeux de qui le « plan national » conduira « au chaos national ou, au mieux, à la stagnation nationale » ; c'est aussi celui d'un homme, naguère vedette

de la profession bancaire, qu'il a tant fait pour engager dans les votes les plus risqués, aujourd'hui très contestés, traqué même par une presse devenue après coup soupçonneuse. M. Walter Wriston, chairman de la First National City Bank de New-York, a pour sa part déclaré que le plan aboutira « à la destruction des libertés personnelles des Américains ». Par exemple, qu'il a donné d'une politique d'expansion incontrôlée du crédit, M. Wriston a pourtant établi un des fondements de la « libre économie » dont il se fait l'avocat zélé.

Ce que veut la grande majorité des partisans du « national planning », c'est en réalité « sauver le système capitaliste ». Ils le disent du reste sans ambiguïté.

Dans un article publié récemment par le New York Times, dans son édition du dimanche, M. Robert Heilbroner, économiste de renom, a exposé les principaux arguments des partisans du bill. Nous résumons les oreilles françaises depuis au moins une vingtaine d'années. Voici comment il conçoit le futur plan.

« La procédure envisagée consiste à définir une série d'objectifs alternatifs. Il pourra y avoir un certain nombre de micro-programmes concernant la construction, la rénovation urbaine, les transports en commun. Chacun d'eux pourrait être entrepris séparément, mais tous ne pourraient pas l'être simultanément, en raison des tensions que cela provoquerait sur l'emploi et les ressources matérielles. On pourrait aussi envisager de proposer différentes combinaisons d'objectifs macro-économiques. Le plan A, par exemple, préconiserait (supposons) une inflation de 5 % et un chômage de 3 %. Le plan B, une inflation de 8 % mais seulement 4 % de chômage. Le plan C offrirait une inflation de 4 % et un chômage de 3 %, etc. » Cette dernière combinaison, ajoute imperturbablement notre auteur, serait beaucoup plus attrayante, mais elle impliquerait des contrôles plus sévères que les plans A et B.

La crise aurait dû dissiper les illusions sur lesquelles repose l'élaboration apparemment innocente de tels scénarios. Il n'en est malheureusement rien, ni aux États-Unis, ni du reste ailleurs. On peut en distinguer deux principales. La première est de croire qu'on peut à volonté combiner inflation et chômage selon des proportions différentes, comme un ménage peut opter entre un plus ou moins de vacances et un peu plus de confort à la maison. Il devrait au contraire être devenu clair — même pour des experts — que l'inflation est un processus égoïste ; que, dans un premier stade, elle favorise l'activité économique et donc l'emploi mais qu'ensuite elle se retourne contre ses bénéficiaires, conduisant à une baisse de la rentabilité des entreprises et, partant, à un freinage progressif de la machine économique, générateur de chômage. Ensuite vient, comme on aura l'occasion de le voir un peu plus en détail, la période d'ajustement au cours de laquelle, comme c'est le cas actuellement, la hausse persistante des prix recrée une situation bien différente de celle qui prévalait antérieurement.

On dira que l'économie américaine de la planification indicative « à la française » n'ignore pas que l'inflation peut se combiner avec des conjonctures bien différentes,

puisqu'il envisage l'hypothèse (« plan C ») où un taux relatif d'inflation s'accompagne d'une forte augmentation des effectifs au travail. Mais intervient ici la seconde illusion sur laquelle une expérience également constante devrait mettre en garde les doctrinaires de l'économie administrativement dirigée. Pour notre économiste américain qui décide cumule tous les préjugés à la mode, les objectifs bien plus séduisants du Plan C ne pourraient être atteints que moyennant l'institution de contrôles plus sévères.

Aux « congressmen », en demandant donc de se prononcer ou bien pour une surveillance plus étroite des prix, des salaires, des profits, etc., ou bien pour une moindre intervention dans des « mécanismes de marché » ce qui signifierait prendre parti pour un taux de chômage plus élevé ! Dans quel pays, à commencer par les États-Unis, le contrôle des prix, la politique des revenus, etc., ont-ils donné des résultats si brillants et si incontestables qu'on puisse, sans surveiller, raconter au grand public, comme le fait M. Robert Heilbroner, que leur application garantirait le plein emploi dans une meilleure stabilité des prix ?

Inspiré par M. Leontief, prix Nobel de science économique (1972), le projet d'Economic Planning vient d'être sévèrement critiqué par un autre prix Nobel de science économique, M. Friedrich Hayek, dans un article paru dans le bulletin mensuel (1) de la banque Morgan. « Il est presque incroyablement naïf », écrit Hayek, qu'un homme cherche de la vérité devienne innocemment la victime de l'usage égoïste qu'on fait du mot planification (Planning) et croie que la discussion porte sur la question de savoir si les activités économiques doivent être planifiées, alors que le seul point

à trancher est de savoir qui doit planifier. Qui doit planifier ? Une autorité centrale ou bien chacun ses propres affaires ? Pour Hayek, le « plan libéral » consiste à créer un « cadre permanent rationnel à l'intérieur duquel les diverses activités sont exercées par différentes personnes selon leur plan individuel ».

Paradoxalement, la campagne en faveur de la planification, de la détermination par le Congrès de grands objectifs nationaux, se développe au moment où la plus grande confusion règne sur l'information statistique. Tant et si bien que, désormais, les chiffres décrivant l'évolution des prix, de l'emploi, de la production, ne sont plus acceptés que sous bénéfice d'inventaire, dans l'attente de la prochaine révision qui, presque toujours, en corrige assez substantiellement l'interprétation.

L'un des exemples récents les plus fameux a été la publication, pour octobre 1975, d'un indice des prix de gros en forte augmentation (1,8 %), avec un arrondissement du spectre d'un retour imminent à un taux d'inflation « à deux chiffres » pour l'ensemble de l'économie. Quelques semaines plus tard, on s'avisait que le résultat avait été faussé pour des motifs tenant à la méthode de calcul employée. On aurait pu s'en apercevoir plus tôt, étant donné qu'une des données brutes à partir desquelles l'indice est établi, telles que les prix des matériaux industriels et les prix des denrées agricoles, n'avaient fait l'objet d'une augmentation aussi forte. Les conclusions hâtives que l'on risquait de tirer du résultat d'octobre étaient d'autant plus dangereuses que la question-clé à laquelle les économistes doivent répondre aujourd'hui pour fonder un diag-

nostic est la suivante : est-on dans une phase de désinflation ou d'inflation ? Pour plusieurs raisons sur lesquelles on reviendra, on peut penser que la tendance de fond est plutôt la première que la seconde.

Voici que, contre toute attente, la situation de l'emploi semble s'être brusquement améliorée en janvier : le taux de chômage, publié par le Department of Labor, a brusquement chuté de 8,3 % en décembre à 7,8 % en janvier. En d'autres termes, on aurait crié victoire. Même les conseillers de la Maison Blanche — sinon le président lui-même — sont restés prudents. Business Week commence son article de commentaire par ces mots : « Une fois de plus, les luttes de la statistique aboutissent à des chiffres qui surestiment la vigueur de la reprise économique ».

On ne pourra pas, dans le meilleur des cas, savoir qui a tort ou raison avant de connaître le résultat des mois suivants. En janvier, le nombre des travailleurs effectivement employés diminue toujours pour des raisons saisonnières : le chiffre produit par le Department of Labor tient compte de ces facteurs particuliers. En vertu des calculs retenus, la réduction d'emplois s'est, dans la statistique, transformée en un gain de huit cent mille personnes. La correction, pense Business Week, a été trop forte car les statisticiens ont

incorporé dans les facteurs saisonniers normaux la chute brutale de l'emploi qu'on avait constatée en janvier 1975, au plus fort de la récession.

Il n'est plus un chiffre qui n'échappe au doute, depuis ceux qui décrivent le volume des ventes au détail jusqu'à ceux qui sont relatifs à la masse monétaire — considérée comme un indicateur privilégié par beaucoup d'économistes — en passant, bien sûr, par les évaluations du produit national brut (dont le concept même n'est encore remis en question que par une minorité d'économistes).

L'incertitude des données explique, au moins en partie, l'incertitude de la politique économique. L'ancien président du comité des conseillers économiques de M. Nixon, M. Herbert Stein, en donne, dans une récente étude, plusieurs illustrations. Si, en 1974, les autorités avaient su quelle était la véritable ampleur de l'accumulation des stocks, elles auraient sans doute, selon lui, adopté une attitude moins restrictive. « Et, dit-il encore, l'inflation, quant à la politique à suivre, dont a fait preuve le gouvernement au printemps de 1975, s'explique par le fait que les statistiques tirées des enquêtes auprès des ménages indiquaient une amélioration rapide de l'emploi, tandis que les statistiques tirées des renseignements fournis par les chefs d'entreprise faisaient, au contraire, état d'une très lente évolution ».

Les spécialistes ont toujours su que la statistique est une science d'approximation. D'où vient que tout d'un coup une imprécision connue de tout temps engendre la confusion ? Pourquoi les tableaux de bord paraissent-ils déréglés au moment où l'on en aurait particulièrement besoin ?

(1) Numéro janvier : « The New Confusion about Planning ».

Prochain article :

« LA DÉSINFLATION »

## Les grandes entreprises n'ont pas vraiment de problèmes quand il s'agit d'acheter une machine-outil.

### Mais les artisans?

Les artisans non plus. Ils peuvent maintenant recourir au Crédit Feu Vert du Crédit Lyonnais.

Le Crédit Feu Vert est un crédit d'équipement spécialement étudié, par le Crédit Lyonnais, pour les petites et moyennes entreprises, les commerçants et les artisans. Il s'adapte très exactement à leurs besoins et aux circonstances et s'obtient dans un délai très court : c'est le crédit des décisions rapides. Vos derniers documents comptables et le devis

de votre projet suffisent pour constituer le dossier d'un Crédit Feu Vert.

Alors n'hésitez plus à faire le point de vos besoins d'équipement (acquisition ou modernisation de matériel, constructions ou aménagement d'installations...). Avec le Crédit Feu Vert, vous vous équipez vite. Mais nous avons aussi d'autres crédits et d'autres services. Venez nous voir, nous sommes près de chez vous.

## LE CREDIT FEU VERT DU CREDIT LYONNAIS.

Un crédit d'équipement pour les petites et moyennes entreprises, pour les commerçants et pour les artisans.

CHEFS D'ENTREPRISE  
CONSERVEZ  
VOTRE DYNAMISME.

Comment diriger une entreprise si les soucis de gestion vous empêchent de vous concentrer sur les tâches importantes.

OBBO peut vous aider. La comptabilité par décaque OBBO est la plus simple et la plus efficace des instruments de gestion. Elle vous donne immédiatement votre situation de trésorerie et rend possible sa prévision. Elle permet une évaluation permanente de votre exploitation et fournit des résultats mensuels. OBBO, c'est aussi une assistance technique de mise en place, un mobilier de classement adapté et la Gestion Informatique intégrée.

Comptabilité pour une meilleure gestion.

Contre ce coupon, et gratuite, une documentation d'initiation.

M. \_\_\_\_\_

Société \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

OBBO, 9, rue de Maubeuge, Paris 9<sup>e</sup>.  
Tél. : 878.25.50 et 25.05.

Avis aux amateurs  
Europcar aux connaisseurs

**europcar**

645.21.25

LA TOUR DU REUZE  
un Q.G. pour P.D.G.

bureaux et appartements

LIVRABLES IMMEDIATEMENT

PRIX FERMES

Crédit 20 % jusqu'à 20 ans

BUREAUX DE VENTE

groupe

christian aubert

PARIS : 44, rue de Valenciennes - Tél. 224.44.55  
COURMAYEUR : 1, rue de la Liberté - Tél. 04.62.50  
Dijon : tous les jours de 10 h à 19 h  
Sauf mercredi et dimanche  
Le samedi de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h  
Espace ouvert à l'extérieur de 10 h à 18 h

صكنا من الامل



## LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS  
1<sup>er</sup> MARS

## Effritement des valeurs françaises

Dans le marché très calme, les cours des valeurs françaises se sont plus ou moins effrités. C'est, d'ailleurs, l'habitude pour un début de semaine.

Les valeurs bénéficiaires, amorcées vendredi après la hausse des jours précédents, se sont poursuivies. Les points de résistance, où ce fermement se chahuchait, sont restés les mêmes : pour les banques U.C.B. et C.C.F. sur leurs résultats, B.C.T. A noter la hausse sensible d'Institut Merieux et celle de la Générale Occidentale, qui a été la plus vive.

Les valeurs industrielles, dont la Générale Alimentaire, dont la cotation a été suspendue vendredi.

Tassement, en revanche, de la cotation des valeurs de transport (Boulogne, Dumes, Générale Centrafpres).

Aux valeurs étrangères, légère amélioration de des américaines (Boeing, F. Schumberger) et des allemandes.

Aux pétroles internationaux, effacement général.

Attention de l'ensemble des mines d'or.

Sur le marché du métal, le platine prend 65 F à 19 375 F, et le cuivre 60 F à 525 F, le nickel 50 F à 525 F, le manganèse progressé au-dessus de 525 F.

## DROITS DE SOUSCRIPTION

VALEURS (Actions et paris)	Statistique	Series com
Banques de l'Orne, c. 82	1 p. 7	8 ..
Escout (Métal), c. 25	1 p. 1	.. ..
Fisquel Monopole, c. 32	1 p. 10	.. ..

**Taux du marché monétaire**  
Effets privés..... 7 1/2 %

## LONDRES

Le marché est calme à l'ouverture mardi. Les valeurs industrielles effrient de même que les fonds d'Etat.

**Repli des mines d'or et des pétroles.**

VALUES	CLOSURE 1/3	COVERS 2/3
War Loan 3 1/2 % ....	28 9/16	28 9/16
Seacamps .....	387 1/2	382 1/2
British Petroleum .....	58 1/2	58 1/2
Shell .....	277 1/2	275 1/2
Pickers .....	178	168
Imperial Chemical .....	380	378
Concerts .....	154	155
De Beers .....	218 1/2	214 1/2
Western Holdings .....	22 1/2	21 1/4
Iron Trade Zinc Corp .....	178	178
West Brittonite .....	25 1/8	24
(*) En Bares.		

**INDICES QUOTIDIENS**  
NYSE: Dow 100: 31 1/2 100

Valeurs françaises ..	110,6	110,2
Valeurs étrangères ..	101,4	104,4
<b>C. DES AGENTS DE CHANGE</b>		
(Base 100 : 29 déc. 1961.)		
Indice général .....	81,1	88,9

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

**GROUPE GUYENNE ET GASCOGNE**  
**SOCIÉTÉ GUYENNE ET GASCOGNE.** — Pour le premier semestre de l'exercice 1973-1976, la société a réalisé un bénéfice net d'exploitation de 3 228 571 F avant impôts, mais après amortissements de 1 256 802 F et 720 31 F de provisions pour frais d'ouverture du magasin de Dax. D'où Sur le résultat au 31 décembre 1974, la progression ressort à 53,3 %.

**SOGARA.** — Le bénéfice net après impôt de l'exercice 1975 s'établit à 23,35 millions de francs, en progression de 12,9 % sur celui de 1974.

**BORIE T.P.** — Bien que les comptes ne soient pas encore arrêtés, la société prévoit que le bénéfice net, qui était passé de 2,47 millions de francs en 1972 à 4,32 millions de

frances, sera en nouvelle et nette augmentation en 1975. Cette année, le chiffre d'affaires sera en sensible régression sur celui de 1975 par suite notamment de la réduction du carnet de commandes.

**CARNAUD S.A.** — Les résultats 1975, bien que n'étant pas encore arrêtés, devraient permettre de distribuer un dividende du même ordre que celui de l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 1 335 millions de francs contre 1 308 millions en 1974, ce qui, compte tenu de l'inflation, constitue une nette réduction de l'activité.

## NEW-YORK

Reprise en fin de séance

En légère hausse à l'ouverture, le marché s'est par la suite replié de 75 points, avant de se redresser pour clôturer en fin de séance. Finalement, l'indice Dow Jones des Industrielles s'est attribué 2,7 points de plus, à 973,56. Le volume des transactions s'est nettement contracté avec 22,08 millions de titres échangés, contre 55,94 millions vendredi dernier.

L'optimisme des opérateurs a qui  
peu être ébranlé par le resser-  
ment de la politique monétaire  
semble avoir adopté le a Fed  
l'adjudication des bons du Trésor  
à eu lieu lundi d'ailleurs  
immédiatement été marquée par  
la poursuite des taux d'inté-  
rêt au-dessus de 5 %. Ces derniers  
ont obtenu ainsi leurs niveaux de  
fin décembre 1975.

Pourtant, la forte progression de 2,2 % de l'indice global des principaux indicateurs économiques du dernier trimestre, confirmant l'amélioration de la conjoncture, a entraîné beaucoup d'opérateurs à parier sur des ordres d'achats. C'est ce qui explique, en partie, le retournement de tendance opéré en fin de séance. Les automobiles, les grands ma-

— 0.19).

	VALUES	CODS 26 2	COUNTS 1/3/
ta	47 3/4	47	47
T.	56 1/4	56	56
Bank	58 1/4	58	58
on Manhattan Bank	22 0/0	22	22
Past of Members	152 1/4	153	153
Bank - Retail	125 1/4	125	125
ou	87 1/2	87	87
General Electric	61 1/2	61	61
er's Feet	53 3/4	53	53
ental Motors	95 3/4	95	95
year	22 1/4	22	22
	22 1/4	22	22
ment	38	38	38
il del	34 1/4	34	34
er's Feet	34 1/4	34	34
umberger	73 1/8	73	73
A. Inc.	26	26	26
Carrie	29	29	29
Steel	73 1/8	73	73
inghouse	16 1/4	16	16
x	56 1/2	57	57

## COURS DU DOLLAR A TOKYO

	1/3	2/3
dollar (ten years) ...	302 ..	301 5

Cours	Dernier	Cours	Dernier	Cours	Dernier	Cours	Dernier
-------	---------	-------	---------	-------	---------	-------	---------

[illegible]

**BOURSE DE PARIS - 1<sup>er</sup> MARS - COMPTANT**

[illegible]

## MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cotes. Elles sont corrigées dans la réimpression d'urgence.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette

[illegible]

## COTE DES CHANGES

SEARCHED	OFFICIAL	COURS PRE	COURS 1/2
Etats-Unis (21).....		4 493	4 487
Canada (5).....		4 543	4 553
Allemagne (100 DM).....		175 258	174 875
Belgique (100 fr.).....		11 483	11 494
Danemark (100 kr.).....		72 840	72 260
Espagne (100 pes.).....		6 769	6 742
Grande-Bretagne (5 £).....		8 111	8 101
Italie (1 000 lire).....		5 177	5 182
Pays-Bas (100 flor.).....		168 016	167 625
Portugal (100 esc.).....		16 195	16 150
Suède (100 kr.).....		182 516	182 470
Suisse (100 fr.).....		176 268	174 465

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS par	COURS 1 \$
Dr. Su. (100 en barre).....	1534 0	10335
Dr. Su. (100 en lingots).....	1531 0	10376
Pièces française (20 fr.).....	225 50	221 40
Pièces française (10 fr.).....	174 20	171
Pièces suisse (20 fr.).....	190	183
Monnaie latine (20 fr.).....	185	185 10
Souverains.....	195 00	196 70
Pièces de 20 dollars.....	952	955
Pièces de 10 dollars.....	472	473
Pièces de 5 dollars.....	234	
Pièces de 50 centes.....	782	788 50
Pièces de 10 centes.....	160	163 00

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. **DIPLOMATIE**
- 2-3. **EUROPE**
  - Le XXV<sup>e</sup> congrès du P.C. de l'U.R.S.S.
  - ITALIE : le parti socialiste veut définir les conditions d'une « alternative » de gauche.
4. **PROCHE-ORIENT**
  - La visite de l'émir de Bahreïn à Paris.
- 4-5. **ASIE**
  - « Sri-Lanka ou le réformisme à pas comptés » (III), par Gérard Viatrelle.
- 6-7. **AFRIQUE**
  - LA CRISE DU SAHARA OCCIDENTAL : deux points de vue : « Un droit intangible : l'indétermination », par Maurice Barbier ; « Une certitude, des questions... », par Tahar Ben Jelloun ; pas de majorité à l'O.U.A. pour la reconnaissance du Polisario.
8. **IDÉES**
  - Le fascisme vu par onze intellectuels... et un douzième : Philippe Sollers.
9. **L'AFFAIRE LOCKHEED**
  - AU JAPON : une quarantaine de personnalités auraient reçu des pots-de-vin.
13. **POLITIQUE**
  - La préparation des élections cantonales.
  - L'événement.
14. **JURISPRUDENCE**
  - La préfecture de Paris refuse l'engagement d'un directeur de M.J.C.
14. **RELIGION**
  - Des actions sont envisagées pour sauvegarder Bagnan.
14. **EDUCATION**
  - Les grèves continuent dans plusieurs universités.
  - Défense de la jeunesse scolaire condamnée le projet de cours préparatoire à deux vitesses.
15. **SOCIÉTÉ**
  - Le virus du sectarisme.
16. **SPORTS**
  - ATHLÉTISME : le cross du cœur.
- 16-17. **JUSTICE**
  - LILLE : « Les tribunaux d'exception n'ont jamais en France si gâchés l'honneur de la justice. »

**LE MONDE DE LA MÉDECINE**  
PAGES 18 ET 20

- Les cancers : fatalité génétique et responsabilité humaine.
- L'hôpital américain de Neully : le personnel est en grève.
- Le Nord-Pas-de-Calais, l'antenne rouge hospitalo-universitaire.

**21. L'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE**  
Un colloque à Flaine : on ne peut pas coller les particules nouvelles.

**22-23. ARTS ET SPECTACLES**  
CINÉMA : Jours de 36, de Théodore Angelopoulos.

**26. LES RÉGIONS**  
L'éménagement du territoire treize ans après : la DATAR à bout de souffle.

**27. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS**  
A PROPOS DE... les routiers et le commerce extérieur.

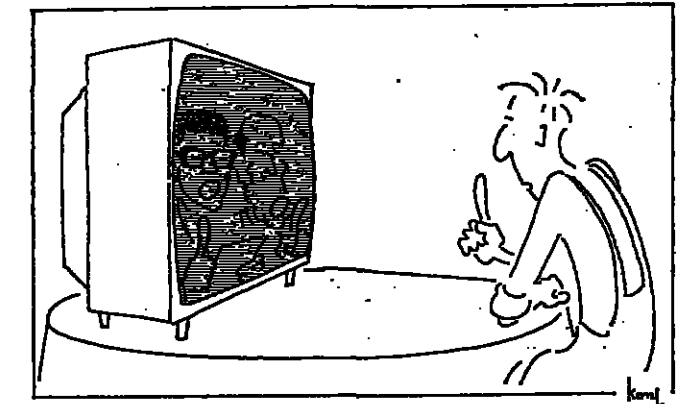
**34-35. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE**  
« L'Amérique déshanchée » (II), par Paul Fabre.  
BILLET : « La protection, c'est les autres. »

**LIRE ÉGALEMENT**  
RADIO-TELEVISION (23)  
Annonces classées (28 à 33) : Aujourd'hui (34) ; Carnet (18) ; « Journal officiel » (34) ; Météorologie (34) ; Mots croisés (34) ; Bourse (39).

**NOUVELLES COLLECTIONS**  
Avec la garantie d'un maître tailleur  
**COSTUMES MESURE**  
dans un choix de 3.000 draperies à partir de 695 F  
Prêt-à-porter Homme  
Boutique Femme  
**LEGRAND TAILLEUR**  
27, rue de la République, PARIS (10<sup>e</sup>)

## AVANT LE DÉBAT FOURCADE-MITTERRAND Le P.S. condamne le principe des sondages après l'émission

Le face-à-face télévisé entre M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, et François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., se déroulera mardi soir 2 mars, dans un décor phosphorescent spécialement aménagé par Antenne 2 dans le studio 101 de la Maison de la radio. La confrontation, qui débute à 20 heures, est arbitrée par



Georges Leroy, dont la tâche essentielle consistera à veiller à ce que les deux participants disposent exactement du même temps d'antenne.

Pour sa part, le secrétaire du parti socialiste déclare apprendre qu'un sondage sera organisé mardi soir par un institut spécialisé, aussitôt après le débat télévisé entre François Mitterrand et Jean-Pierre Fourcade.

## FORCE OUVRIÈRE ET LA FEN DÉPOSENT UN PRÉAVIS DE GRÈVE POUR LE 9 MARS

Les fonctionnaires F.O. et les enseignants de la FEN ont, chacun de leur côté, déposé un préavis de grève de vingt-quatre heures pour le mardi 9 mars. Cette décision a été prise dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 mars, au terme d'une réunion commune des dirigeants des deux organisations qui, comme les autres syndicats, avaient estimé tout à fait insuffisants les résultats de la dernière séance de négociation dans la fonction publique. Cette réunion avait porté sur les bas salaires, l'augmentation envisagée par les pouvoirs publics était d'environ 4 F par mois, le maintien du pouvoir d'achat étant garanti par la même formule qu'en 1975, jugée satisfaisante pour ceux qui acceptent la référence à l'indice officiel des prix.

Force ouvrière et la FEN reprochent au gouvernement de faire traîner les négociations et de ne rien consentir pour l'amélioration du pouvoir d'achat : la FEN demande que le conseil des ministres du 3 mars décide le versement d'un acompte.

An secrétaire à la fonction publique, on déclare que la lecture des discussions incombait aux syndicats et que le versement d'un acompte serait une mesure « octroyée » incompatible avec une négociation qui doit porter sur un tout. Quant à l'amélioration du pouvoir d'achat, elle doit être examinée, ce mardi 2 mars, au cours d'une nouvelle réunion : une attribution de points et certaines autres mesures seraient proposées. Un accord éventuel, après que les syndicats auront constaté leurs instances, pourrait être ratifié par le conseil des ministres du 10 mars.

Les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. de leur côté, estiment « décevants » les offres gouvernementales. Elles invitent leurs adhérents à « donner encore plus d'ampleur » à leur semaine d'action lancée du 8 au 12 mars. Quant à la C.G.C., elle manifeste aussi un vif mécontentement.

Le numéro du « Monde » daté 2 mars 1976 a été tiré à 611 830 exemplaires.

**LA CANNE A SUCRE**  
BAB 23.25  
DINER-SPECTACLE

**LE TELEX** c'est...  
**GITESER**  
387.97.00  
c'est aussi :  
une économie et une trace écrite  
19, rue Clapart - 75003 Paris  
01.42.02.02.02

## Les difficultés économiques des transporteurs routiers

### SOIXANTE-CINQ CAMIONS BARRENT LA ROUTE D'ACCÈS AU TUNNEL SOUS LE MONT BLANC

(De notre correspondant.)  
Chamonix. — Soixante-cinq camions de la société de transport Stouff International courent depuis le lundi matin 1<sup>er</sup> mars l'autoroute Blanche Chamonix-Le Fayet, interdisant aux poids lourds l'accès du tunnel sous le mont Blanc. « Une route partiellement bloquée », estime-t-on à la préfecture de Haute-Savoie. Ce mardi, en fin de matinée, des camions mécontents ont bloqué la RN 202 à proximité de Cluses.

Cette action des camionneurs de la société Stouff International ne laisse pas indifférents les transporteurs routiers, confrontés depuis plus d'un an à la crise économique. La flotte de Stouff International s'élevait, il y a deux ans, à quatre cent quarante véhicules. Elle fut ramassée par la suite à deux cents. Depuis quelques mois, l'entreprise connaît de graves difficultés financières. Le 23 janvier dernier, le tribunal de commerce de Lyon prononça la mise en règlement judiciaire de la société. Celle-ci pouvait cependant continuer son activité.

Brutalement, le 27 février, l'Automobile Club de France et le Groupe des assurances nationales (G.A.N.) refusèrent de délivrer à la société les « carnets de passage en douane » qui permettent aux camions de franchir les frontières.

L'Automobile Club exigeait en contrepartie de ces carnets le versement d'une somme de 15 000 F par ensemble routier, ce qui représentait pour cette somme pour ses deux cents camions. Stouff International envoyait aux deux cent cinquante travailleurs de l'entreprise leur lettre de licenciement.

An bord de la Route-Blanche, les employés de Stouff International et la direction font cause commune pour exiger la remise des « carnets de passage » en échange de leur matériel. Ils ne veulent pas de reprendre la route vers le Proche-Orient, leurs camions étant chargés.

Rome. — Un nouveau développement de l'affaire Lockheed a été enregistré le lundi 1<sup>er</sup> mars en Italie. Le général Danilo Fanali, qui occupait le poste de chef d'état-major de la Stamps entre 1968 et 1971 — à l'époque de l'acquisition de quatorze avions de type Hercules C.130 — reçu un avis judiciaire dans lequel il est question de « corruption ». Cette décision de la magistrature a été prise après l'interrogatoire du secrétaire de M. Camillo Crociani, président démissionnaire de la Finmeccanica, en fuite à l'étranger. Le secrétaire aurait fait état d'autre part des liens qui unissent son patron à M. Mario Tanassi, directeur du parti social-démocrate et ancien ministre de la défense, « l'homme vers lequel toutes les pistes convergent », écrit-il y a quelques jours le quotidien la Repubblica.

**Cyclades et Côtes sud Turquie**  
Les eaux bleues et le soleil scintillant de l'Égée, le charme sourdissant des îles grecques, les paysages magnifiques des côtes sud de Turquie, les petites plages rochers et les calanques d'émeraude, les vestiges admirables des civilisations grecque-romaines, c'est ce que nous vous proposons cet été.

Mais si vous partez, en mai ou juin, vous connaîtrez en plus les orques en fleurs, les coquilles verdoyantes, les mille odeurs des herbes sauvages, les petits ports hospitaliers animés des sautes autrichiennes... A ces dates, nous assurons les départs en plus de deux semaines, sans supplément de prix : vous aurez le privilège de disposer de notre bateau et de son équipage pour vous seuls. Prix Sud Turquie 3900 FF - 15 jours - Prix Cyclades 4200 FF - 15 jours.

**EXPLORATOR**  
16, place de la Madeleine, 75008 Paris - Tél. 266.62.24  
Documentation sur demande

## Deux équipes de chercheurs américains isolent un agent transmissible chez des malades atteints de sclérose en plaques

Deux équipes américaines viennent d'annoncer, indépendamment, dans la revue médicale The Lancet en date du 28 février, leur conviction d'avoir découvert un agent transmissible présent chez les malades atteints de sclérose en plaques.

Ce n'est pas la première fois que le caractère infectieux de la sclérose en plaques est évoqué, et les spécialistes de cette affection redoutable restent dans l'expectative tant que ne leur seront pas parvenues de plus amples informations scientifiques. Il paraît, en tout cas, beaucoup trop tôt pour être assuré que l'agent infectieux, qui a pu être transféré expérimentalement d'un milieu animal à un autre milieu animal, est bien le virus responsable de cette maladie qui concerne, pour notre seul pays plus de trente mille personnes, et face à laquelle la médecine est encore très désarmée (le Monde du 5 novembre 1975). Il y a quelques années, les milieux scientifiques et l'opinion publique s'étaient émus passionnément pour l'agent « scrapie » que l'on croyait alors responsable de la sclérose en plaques et qui est aujourd'hui acquitté.

Les deux équipes qui viennent de publier leurs travaux, celle du docteur Carp (Institut de recherche fondamentale sur l'arthrite, l'ostéoporose, New-York), et celle des docteurs Henle et Kolodovskiy (laboratoire de virologie de l'université de Philadelphie), poursuivent des travaux dans cette voie depuis 1972. Les études ont été menées aux États-Unis en liaison avec des équipes de neurologues très connus, en particulier celle du professeur Tourtelotte à Los Angeles.

Jusqu'à ce jour, leurs publications les plus récentes montraient qu'elles sont parvenues à isoler une substance provenant de malades atteints de sclérose en plaques, qui a pu être transmise à des cultures de cellules de souris, fibroblastes et globules blancs. Elles ont pu montrer qu'une information génétique anormale était transmise et que celle-ci se révélait capable d'altérer la croissance de la culture de fibroblastes et la morphologie des globules blancs de souris. Le fait que cet agent ait une taille comprise entre 25 et 50 nanomètres (milliardièmes de mètre), qu'il soit ultra-filtrant, qu'il soit transmissible de culture à culture, enfin qu'il soit doté du pouvoir de se répliquer, laisse penser qu'il s'agit d'un agent infectieux apparenté aux virus, peut-être un « virus à deux ».

Il est impossible d'en dire davantage pour le moment, mais en admettant que l'étape franchie soit aussi importante que le laissent entendre les rumeurs, les virologues rappellent, avant que l'opinion publique s'emballe, que la mise au point d'un vaccin contre une maladie, après la découverte formelle de l'agent responsable, peut prendre vingt ans, délai entre la découverte du virus de la poliomyélite et la mise au point du premier vaccin par exemple. Quant à l'hépatite virale, dont l'un des deux virus a été isolé depuis plusieurs années, rappelez-vous qu'elle ne peut être prévenue par la vaccination. Toutefois, si le fait est confirmé, et les expériences répétées plusieurs fois, cette découverte pourrait amener à modifier les principes thérapeutiques actuels, en ayant davantage les essais thérapeutiques sur le renforcement des défenses immunitaires par des moyens non spécifiques, en attendant de disposer plus tard d'éventuels sérons en vaccin spécifique.

L'intérêt fondamental des découvertes qui viennent d'être faites devrait être manifeste en tout cas. D'abord, on découvre un chapitre important de la pathologie infectieuse avec la présence de ces virus. Ensuite, ceci conduit à une position nouvelle en virologie (2). Il n'est plus toujours obligatoire d'isoler, de visualiser un agent infectieux ni même de reproduire chez un animal la maladie humaine pour donner la preuve de sa présence et de sa responsabilité. Toutes les expériences de transmission de la sclérose en plaques à l'animal ont en effet échoué. Avec ces agents infectieux beaucoup plus petits, élémentaires, que les virus, les virologues ne peuvent plus guère avoir affaire qu'à des molécules infectieuses, par exemple des acides nucléiques, et à des preuves seulement indirectes.

## En Italie L'ancien chef d'état-major de l'armée de l'air est soupçonné de corruption

On peut noter une attaque inhabituelle contre M. Giovanni Agnelli, président de la Confédération du patronat et président de la Fiat, laquelle est propriétaire d'un journal, le Stampa Sera. Selon M. Vito Scallà, leader du courant de droite du syndicat C.I.S.I., on se trouve devant une véritable « conspiration » à rebrousse-pas à partir de New-York mais de Turin. L'objectif du P.D.G. de Fiat serait ni plus ni moins de détruire la classe politique italienne pour changer les institutions.

Dans une interview à l'hebdomadaire de droite Il Settimanale, il fait état notamment des amitiés américaines de M. Agnelli.

R. S.

(Les imputations les moins vérifiables empoisonnent à présent la vie politique italienne. N'y a-t-il pas cependant quelque paradoxe à entendre des accusations d'« amitiés américaines » venir de la C.I.S.I., centrale syndicale fondée après la guerre avec l'appui de l'A.F.I., C.I.O., et plus particulièrement de dirigeants de son actuelle aile droite ? Ne s'agit-il pas d'un contresens ?)

(Lire nos autres informations page 9.)

**Jersey "à la carte"**  
à des prix sans concurrence... sans surprise

3 formules pour adapter exactement votre séjour à votre budget «vacances» et au temps dont vous disposez.

WEEK-END à partir de	570 F
MINI-SEMAINE à partir de	645 F
SEMAINE à partir de	980 F

Prix comprenant : Voyage, hôtel, 1/2 pension, assistance. Appelez votre agent de voyages ou

**REPUBLIQUE TOURS**  
31, rue de Metz  
75004 PARIS Cedex 11  
Tél. 355 39 30  
Documentation sur demande

**BLASÉ**

C'est une expérience inoubliable. Un massage tout en raffinement et subtilité, pratiqué en bain d'eau tiède et parfumée, par de jolies et délicates masseuses aux mains de rêve.

A découvrir de toute urgence. Comme un nouvel art de vivre pour l'homme d'affaires.

Traitements spéciaux et tous autres types de massages sportifs ou de relaxation.

**Institut Corporel Claude Massard**  
Tél. 261 27 25 - 261 27 26  
6 rue de la Paix 75002 Paris